



SEPTEMBRE
OCTOBRE

2017

#01

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

★

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p.12 DOSSIER

CLASSE DOMINANTE

QUI EST-ELLE ?

COMMENT LA RENVERSER ?

p.3 ÉDITORIAL

Dialogue autour
de *Cause commune*

p.7 REGARD

Le Mur messenger

p.50 MILITER

Sauvegarder les services
publics de La Poste

p.8 LE GRAND ENTRETIEN : « **Nous devons changer tout ce qui doit l'être, pour nous réinventer** ». Pierre Laurent

3 ÉDITO

Dialogue autour de *Cause commune*

6 POÉSIES

Francis Combes Jacques Prévert

7 REGARD

Gérard Legrip Le Mur messenger

8 LE GRAND ENTRETIEN

Pierre Laurent Nous devons changer tout ce qui doit l'être pour nous réinventer

12 LE DOSSIER

CLASSE DOMINANTE

Qui est-elle ? Comment la renverser ?

Igor Martinache, Fanny Chartier Renouer avec l(à lutte d)es classes

Pierre Dharrévile Faire grandir la conscience commune

Lucien Sève La classe dominante : éléments de définition

Raymond Huard Classe dirigeante et politique au XIX^e siècle

Annie Lacroix-Riz Le grand capital, de l'entre-deux-guerres à l'Occupation

Marie Duru-Bellat Les inégalités de revenu et de place : le fruit du mérite ?

Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon La mobilisation feutrée des classes dominantes dans les pays riches

Hervé Théry Les nouvelles classes dirigeantes au Brésil

Gérard Streiff La dimension politique et idéologique des laboratoires d'idées (*Think tanks*)

Lydia Samarbakhsh Peut-on transformer la mondialisation ?

Anne-Catherine Wagner L'internationale du pouvoir : une nouvelle classe dominante ?

Francis Wurtz Le poids des classes dominantes dans la construction européenne

Jean-François Bolzinger Les 1% et le numérique

Nicolas Postel L'économie dominante au service de la classe dominante

Denis Durand Combattre et dépasser la domination de classe

50 MILITER

Sauvegarder les services publics de La Poste

56 RÉOLUTIONS COMMUNISTES

60 OBJECTIF CONGRÈS

Maxime Cochard Redonner un avenir au PCF dès maintenant
La parole donnée aux communistes

63 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Anne Sabourin Faire cause commune en Europe

64 CONTROVERSE

Gérard Streiff Vote de classe

66 CRITIQUE DES MÉDIA

ACRIMED Les projets du président Macron pour les médias et l'audiovisuel public

68 FÉMINISME

Réseau La Grenaille Éducation populaire et féminisme

71 PHILOSOPHIQUES

Bradley Smith Sartre, ou « l'enfant terrible de la bourgeoisie »

73 HISTOIRE

Margareth Maruani, Monique Meron Combien de femmes au travail en France au XX^e siècle ?

76 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Corinne Luxembourg Bancs publics

78 SCIENCES

Patricia Gibert (entretien) Les insectes : utiles, nuisibles ou à étudier ?

80 SILO

Christian Laval La révolution du commun

82 IDÉES

Marc Brynhole Un travail en profondeur

84 SONDAGES

Gérard Streiff Syndiqués électeurs

85 STATISTIQUES

Fanny Chartier Prénom et réussite au baccalauréat

86 LIRE

Camille Ducrot Le Théâtre Gérard-Philipe, un théâtre de création et de combat dans une ville rouge et populaire

88 CRITIQUES

• **Hubert et Virginie Augustin** *Monsieur désire*

• **Josiane Boutet** *Le Pouvoir des mots*

• *La Chine et le monde – développement et socialisme*

90 DANS LE TEXTE (GRAMSCI)

Florian Gulli, Jean Quétier L'ancien meurt et le nouveau ne peut pas naître

Cause commune

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux
Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Saliha Bousseadra, Mickaël Bouali, Valentin Brouillard, Séverine Charret, Maxime Cochard, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Alexandre Fleuret, Josua Gräbener, Florian Gulli, Gérard Legrip, Corinne Luxembourg, Stéphanie Loncle, Igor Martinache, Michaël Orand, Léo Purguette, Marine Roussillon, Bradley Smith • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère
Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : septembre/octobre 2017 - N°01 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : en cours d'attribution.

Dialogue autour de *Cause commune*

A. — Salut, toi ! Tu as vu ? *Cause commune* est sortie !

B. — Qu'est-ce que c'est ?

A. — C'est la nouvelle revue d'action politique du Parti communiste français.

B. — Une revue : pour quoi faire ?

A. — Pour penser, camarade ! Pour aller au-delà du masque des apparences, pour prendre le temps de comprendre, de confronter.

B. — Ouh ! Ce n'est pas pour moi, ça...

A. — Et comment que c'est pour toi ! Rappelle-toi Brecht : « Apprends ce qui est le plus simple / Il n'est jamais trop tard / Pour ceux dont le temps est venu ! / Apprends l'ABC, cela ne suffit pas, pourtant / Apprends-le ! Ne te laisse pas rebuter / Commence ! Tu dois tout connaître. / Car tu dois diriger le monde. / Apprends, homme à l'hospice ! / Apprends, homme en prison ! / Apprends, femme en ta cuisine ! / Apprends, femme de soixante ans ! / Car tu dois diriger le monde. »

B. — Tu sais, moi, les poètes...

A. — Nous vivons une époque complexe : on est saturés d'informations mais le vrai et le faux y font un étrange mélange. Sans compter ce dont on ne parle jamais. Ou ce dont on parle tout le temps et qu'on présente comme sûr, alors que ça ne l'est guère. Bref, une revue, ça permet d'abord ça : essayer de démêler tous ces fils, mieux identifier les arêtes des débats, les positions en présence... C'est ce à quoi servent les dossiers mais aussi pas mal de rubriques. Et puis *Cause commune*, c'est une revue d'action politique. C'est le sous-titre !

B. — Je ne vois pas trop où est l'action pour l'instant...

A. — Elle est pourtant bien là ! Penser, penser, oui : pour la beauté – on a le droit à la beauté aussi, oui ou non ? – mais pour agir, surtout ! Mieux penser pour mieux agir, si tu veux. Et puis il y a des rubriques très concrètes.

B. — Comme ?

A. — La rubrique *Militer* qui te donne les clés pour monter une initiative. Dans ce numéro, tu as six pages qui te permettent de mener la bataille localement contre la fermeture des bureaux de poste. Pour résister et pour gagner.

B. — C'est intéressant. Mais on est confrontés à des problèmes tellement plus gigantesques.

A. — C'est vrai et la revue tient aussi ces bouts-là, je t'en ai parlé. Mais pour lutter, il faut espérer vaincre et cet espoir, il ne tombe pas du ciel : il grandit sur le terreau des expériences concrètes de victoire. C'est un peu ce que disait Pierre Laurent dans son rapport au CN de juin quand il appelait une organisation « centrée sur sa capacité à animer jusqu'à des victoires partielles et globales des fronts de lutte et de conquête ».

B. — Ça commence à me parler, ton affaire. D'autant que, quand j'y pense, je trouve ça aussi très utile sur un autre plan.

A. — Ah oui ?

B. — Tu vois, on a tous des réflexions dans notre coin. On en parle des fois en cellule ou en section mais l'intérêt d'être un parti, c'est justement de coordonner tout ça intensément, durablement, profondément. La revue, ça sert aussi à ça. Les positions collectivement élaborées du Parti communiste y sont exposées : tu as toujours le papier d'un responsable national au début du dossier. Et puis tu as *Le grand entretien*, la rubrique *Résolutions communistes* qui condense les décisions du Conseil national. La rubrique du collectif *Idées* aussi. La rubrique *Silo*, de la Fondation Gabriel-Péri. Bref, tu as un peu tout ce qui se dit, se cherche, se décide au PCF rassemblé dans une revue et pas seulement dispersé un peu partout. Pour la vie démocratique communiste, ce n'est pas inutile : tu sais ce qui se passe, tu peux le faire savoir mais tu peux aussi le contester pour faire bouger tout ça. Au moins, tu pars d'informations fiables plutôt que de racontars inégalement valables. Mais c'est gratuit au moins ?

A. — Oui et non. C'est gratuit, en ligne. Mais ça présente un coût donc moi, je vais m'abonner à la version papier. C'est une manière pour moi de soutenir cette initiative du parti et de permettre qu'elle se poursuive.

B. — Faut dire que, pour lire quatre-vingts pages, c'est quand même plus agréable et puis tu peux annoter, ranger, ressortir quand tu en as besoin...

A. — Pas faux ! Et pas pour sombrer dans « le cimetière des bibliothèques » dont parle le poète Jean Ristat !

B. — Et puis, *Cause commune* : le titre me parle bien. Alors que le capitalisme saccage nos vies et notre planète, alors que la volonté de profit...

A. — Pas seulement les profits : carrément, le *taux* de profit !

B. — ... est tellement la seule boussole pour ces 1 % qui se gavent et dirigent notre planète, ils passent leur temps à nous diviser, à masquer notre profond intérêt convergent de classe, à nous qui produisons pourtant les richesses.

A. — Oui, on pointe du doigt les « assistés », les jeunes, les étrangers, les musulmans, les femmes, les juifs, les gays... La conscience de classe en prend un coup et on finit par se regarder avec méfiance. Quand je pense à tous ces salariés qui ont voté Le Pen – près de 8 millions.

B. — Et Macron ! Ils sont bien parvenus à masquer notre cause commune de classe, quoi.

A. — Intérêt de classe que tu peux même étendre aux 99 % quand tu vois ce que sont les autoentrepreneurs façon Uber, voire ces petits patrons sous-traitants, en fait dans la main des 1 %, comme toi et moi.

B. — Oui. Sans doute : tiens, ça ferait un beau numéro !

A. — Je crois bien que le dossier de lancement est un peu là-dessus, tu vois. Même s'il y a aussi la question spécifique des couches populaires au sein même de la classe salariée, voire au-delà. Je crois qu'ils n'en parlent pas, là. Mais on va en parler au congrès.

B. — En tout cas, moi qui suis communiste jusqu'au bout des ongles, et chaque jour un peu plus, crois-moi, quand je vois tout ce qu'on pourrait faire et tout ce qu'au lieu de ça, on fait de nous... Eh bien, moi, ton affaire, ça me fait penser à une dédicace d'Engels. Eh oui, y a pas que toi qui lis autre chose que le programme télé... Un texte que j'aime beaucoup, de 1845 je crois, qui ouvre ce bouquin qu'il écrit à 24 ans : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*.

A. — Oui, publié aux Éditions sociales en 1961 avec la traduction de Gilbert Badia et Jean Frédéric et une superbe préface de l'historien Eric Hobsbawm !

B. — Sans doute. Enfin, Engels dédie son livre aux travailleurs britanniques et il termine comme ça : « Aucun ouvrier en Angleterre – en France non plus, soit dit en passant – ne m'a jamais traité en étranger. J'ai eu le plus grand plaisir à vous voir exempts de cette funeste malédiction qu'est l'étroitesse nationale et la suffisance nationale et qui n'est rien d'autre en fin de compte qu'un égoïsme à grande échelle [...] ; j'ai constaté que vous êtes des hommes, membres de la grande famille internationale de l'humanité, qui avez reconnu que vos intérêts et ceux de tout le genre humain sont identiques ; et c'est à ce titre de membres de la famille "une et indivisible" que constitue l'humanité, à ce titre "d'êtres humains" au sens le plus plein du terme, que je salue – moi et bien d'autres sur le continent – vos progrès dans tous les domaines et que nous vous souhaitons un succès rapide. En avant donc sur la voie où vous vous êtes engagés ! Bien des épreuves vous attendent encore : soyez fermes, ne vous laissez pas décourager, votre succès est certain et chaque pas en avant, sur cette voie qu'il vous faut parcourir, servira notre cause commune, la cause de l'humanité ! »

Jacques Prévert

Jacques Prévert a disparu en 1977... Quarante ans après, il est certainement le poète français du XX^e siècle le plus populaire. Né en 1900, à Neuilly-sur-Seine, il lui est arrivé, enfant, de jouer avec le petit Louis Aragon qu'il retrouvera plus tard, sans qu'ils soient jamais très proches... Adolescent, il fait les quatre cents coups. Pendant son service militaire, il rencontre Marcel Duhamel et habitera ensuite l'hôtel de la rue du Château où celui-ci hébergeait ses amis désargentés et qui devint un des repaires favoris des surréalistes. Prévert participe un temps à leurs activités. C'est lui qui aurait inventé le jeu des cadavres exquis. Au moment de la rupture avec André Breton, il suit Robert Desnos. Prévert fut très lié à Desnos et je pense qu'il lui doit beaucoup. Il y a chez les deux poètes le même amour pour la langue populaire et ses inventions, le même sens de la fantaisie et du merveilleux, la même façon de dire des vérités et de prendre la poésie au sérieux sans se prendre soi-même trop au sérieux...

Il a été parmi les surréalistes qui se sont prononcés pour l'adhésion au Parti communiste et en a été un temps compagnon de route. Mais les communistes se sont parfois montrés sectaires à son égard.

En 1932, contacté par Paul Vaillant-Couturier, il rejoint Octobre, l'un des principaux groupes de théâtre d'agit-prop, lié à la Fédération du théâtre ouvrier et populaire. Il va vite devenir le principal auteur des saynètes que le groupe joue un peu partout, dans les usines en grève comme Citroën, ou lors des olympiades de Moscou en 1933, où il présente *La Bataille de Fontenoy*. Participe à cette bande Raymond Bussière, le futur cinéaste Jean-Paul Le Chanois, le jeune Mouloudji...

Le Front populaire sonne le glas d'Octobre. L'une des raisons est sans doute que plusieurs de ses membres, dont Prévert, ne se retrouvent pas dans la nouvelle ligne politique du PCF, la reprise de *La Marseillaise* ou la main tendue aux chrétiens...

« La vie n'est pas rose / la vie n'est pas tricolore / la vie est rouge », écrira-t-il.

Mais Prévert n'a jamais renié cette aventure et il reprendra plusieurs des textes de l'époque dans ses recueils d'après-guerre. (Il restera engagé, comme le montrent ses prises de position contre la guerre du Vietnam en Mai 68 ou en faveur de la libération d'Angela Davis). Toute sa vie, il demeurera fidèle à sa révolte contre l'injustice, et il sera du côté de l'ouvrière de la sardinerie, de l'immigré "l'étranger étranger", de la femme abandonnée, de l'enfant battu, de l'oiseau mis en cage... en un mot, de la vie.

Pendant la guerre, il ne joue pas un rôle de premier plan dans la Résistance mais ses écrits ne laissent aucun doute sur ses sentiments et il protège par exemple Kosma ou Trauner.

Dans les années 1940, il travaille beaucoup pour le cinéma et est associé à de nombreux films, parmi les plus beaux : *Quai des brumes*, *Les Visiteurs du soir*, *Les Enfants du paradis*, de

Pour toi mon amour

Je suis allé au marché aux oiseaux
Et j'ai acheté des oiseaux
Pour toi
mon amour
Je suis allé au marché aux fleurs
Et j'ai acheté des fleurs
Pour toi
mon amour
Je suis allé au marché à la ferraille
Et j'ai acheté des chaînes
de lourdes chaînes
Pour toi
mon amour
Et puis je suis allé au marché aux esclaves
Et je t'ai cherchée
Mais je ne t'ai pas trouvée
mon amour

(in *Paroles*, éd. Gallimard, 1949)

Marcel Carné, *Le Crime de Monsieur Lange*, de Jean Renoir... Ses dialogues sont pour beaucoup dans ce qu'on a appelé le « réalisme poétique ».

Il a aussi écrit des films d'animation comme *La Bergère et le ramoneur*.

Dès avant-guerre, plusieurs de ses poèmes ont été mis en chansons et il était déjà très connu avant que paraisse, à l'initiative de l'éditeur René Bertélé, son premier recueil, *Paroles*, en 1949, qui connaîtra un succès immédiat. Suivront *Histoires*, *Spectacle*, *Fatras*, *Choses et autres*...

Prévert a souvent la réputation d'un poète facile. C'est sa grande force (et sa faiblesse, aux yeux des cuistres). Il ne cesse de jouer avec les mots et les expressions de la langue parlée qu'il a introduite massivement en poésie. Mais ce jeu qui provoque le rire et le sourire n'est pas gratuit. Il fait de ses paroles un chamboule-tout des idées reçues, des gloires établies, des fausses barbes de la morale et de la pensée dominante.

Contrairement à l'idée qu'on s'en fait souvent, Prévert est plus savant qu'il n'y paraît. C'est un grand lecteur, comme en témoignent les nombreuses citations qu'il insère dans ses recueils, où il mélange d'ailleurs allègrement les genres.

En vérité, il y a beaucoup à apprendre à lire et à relire Prévert. Personne n'a su comme lui raconter en poésie des histoires des gens, réalistes et imaginaires, « terre à terre étoilées », qui disent la vie du peuple et ses rêves. ●

Francis Combes

Le Mur messenger



Artiste anonyme. Peinture murale, West Hollywood. Street art.
 Manifestation contre le vote de la proposition 8
 du 5 novembre 2008 qui interdit le mariage homosexuel, et pour l'égalité des droits.

En novembre 2008, les Californiens votent à 52% la proposition 8 qui modifie la Constitution de l'État : « Seuls les mariages entre un homme et une femme sont valides ou reconnus en Californie. » La cour fédérale de San Francisco annonce l'interdiction du mariage gay. En 2012, après un long combat juridique, la cour d'appel de San Francisco juge la proposition 8 anticonstitutionnelle.

Depuis la préhistoire, l'art pariétal est un mode de communication, de narration, de description, de mémorisation et de transmission.

Aujourd'hui, les murs des villes contemporaines sont couverts de messages de contestation, d'émotion, de lutte, de mémoire personnelle ou collective, d'états d'âme, de traces d'histoire... et de traces d'artistes. ●

Gérard Legrip

« Nous devons changer tout ce qui doit l'être, pour nous réinventer »

Le Parti communiste français s'engage dans la préparation d'un congrès extraordinaire. Pour *Cause commune*, **Pierre Laurent**, secrétaire national, évoque les enjeux de ce temps fort et livre son analyse de la séquence électorale qui vient d'avoir lieu.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURGUETTE** —

Cause★commune : Quels principaux enseignements tirez-vous de la dernière séquence électorale ?

Pierre Laurent : Emmanuel Macron dispose à l'issue de ces élections d'une majorité très large pour accélérer la politique libérale du grand capital. C'est une situation dangereuse pour le pays. Mais c'est le résultat d'un paradoxe. Sa

voulue par le président de la République, c'est un grand brouillage des repères politiques sur l'identification des causes de la crise que traverse actuellement le monde et notre société. Si la situation est difficile, il ne faut donc pas perdre de vue qu'il existe un espace important pour continuer de transformer l'aspiration au changement en projet politique

comme porteuse d'un message d'avenir au moment où les Français cherchent précisément le renouveau. Pour répondre à ce défi, nous devons changer tout ce qui doit l'être, pour nous réinventer.

Cause★commune : Pour le PCF, une progression en sièges à l'Assemblée nationale coexiste avec un résultat national historiquement bas. Qu'est-ce que cette situation dit des forces et des faiblesses du PCF en 2017 ?

P.L. : La présence d'un groupe à l'Assemblée nationale n'est pas anecdotique, c'est le témoignage de notre ancrage dans le paysage politique et dans les territoires. J'ajoute qu'une partie des députés de la France insoumise ont été élus dans des circonscriptions où notre présence est très forte. Ils ne l'auraient pas été sans ce que nous représentons dans ces villes. Avec une progression en nombre de sièges, nous résistons à la tornade qui a mis au tapis EELV et le PS mais cela ne peut masquer notre mauvais résultat global : le PCF n'est pas vécu nationalement comme une force alternative crédible. Ce défaut de crédibilité se cristallise dans ces législatives. Il faudra faire le

« Ce qui rend possible l'opération de recomposition politique voulue par le président de la République, c'est un grand brouillage des repères politiques sur l'identification des causes de la crise que traversent actuellement le monde et notre société. »

victoire a été rendue possible parce que la société française est travaillée par une profonde aspiration au changement. Il ne s'agit pas d'une adhésion majoritaire au libéralisme mais d'une grande volonté de renouveau qu'Emmanuel Macron a su capter à son profit dans un contexte de grande défiance à l'égard de la politique. Ce qui rend possible l'opération de recomposition politique

progressiste et en conquêtes démocratiques. Cela reste une grande leçon de la période. Nos idées ont progressé, comme en témoigne la percée de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Quant à notre propre force politique, elle apparaît utile aux yeux de nombreux Français, mais vieillie et dépassée. Elle n'est pas identifiée pour ce qu'elle est réellement aujourd'hui. Elle n'est pas perçue



« L'évaluation doit être plus globale et nous devons travailler à des transformations qui marquent un changement qualitatif profond. »

bilan des quinze mois qui ont précédé ce scrutin. Mais c'est un problème de longue date auquel nous avons tenté de nous attaquer à plusieurs reprises. L'évaluation doit être plus globale et nous devons travailler à des transformations qui marquent un changement qualitatif profond.

Cause★commune : Le Conseil national du 24 juin a décidé d'interroger les communistes en vue du congrès et de confier à l'assemblée nationale des secrétaires de section la responsabilité de proposer un ordre du jour. À congrès extraordinaire, processus extraordinaire ?

P.L. : Nous avons voulu commencer par cette consultation des adhérents car il n'y aura pas de transformation réussie qui ne s'appuie pas sur les communistes. Je les sens partagés sur notre proposition de faire un congrès extraordinaire en 2018. Ils sont conscients que la période appelle à des transformations profondes. En même temps, ils sont sceptiques sur le fait qu'un nouveau congrès suffise à tenir ce pari. Les communistes aspirent à un congrès différent, qui ne fige pas les opinions, et ne consiste pas en un affrontement de

textes globaux et généraux. Tout doit être mis entre leurs mains, à commencer par les questions que nous traiterons. À quels chantiers de travail et de transformation nous attaquons-nous ? Avec quelle méthode ? En suivant quelles nouvelles formes de travail collectif ? La réalisation de nos ambitions transformatrices suppose aussi la mise à disposition de nouveaux outils, y compris numériques, pour le travail en commun. Le congrès doit être l'aboutissement de transformations concrètes, pas un moment de plus pour seulement constater ce qui ne fonctionne pas.

Cause★commune : Parmi les préoccupations déjà listées figure la question du rassemblement. La volonté de rassembler la gauche, dans un moment où le total des voix obtenues par les formations de gauche n'a jamais été aussi bas, reste-t-elle un axe stratégique pertinent pour le PCF ?

P.L. : Les questions du rassemblement et de la reconstruction de la gauche demeurent fondamentales. Mais ces questions doivent être profondément repensées. La gauche que nous avons connue durant quarante ans vient de voler en éclats. Beaucoup de ceux pour

qui elle était un élément structurant de leur identification politique n'ont plus de repères dans la nouvelle situation. C'est le résultat d'un travail idéologique de sape mené par les dirigeants socialistes eux-mêmes, à commencer par François Hollande et Manuel Valls. Il n'y aura pas de retour à la situation antérieure. De nouveaux acteurs politiques vont s'installer. Le chambardement va continuer, il y aura des répliques au niveau local, départemental, régional. C'est dans ce contexte que nous devons repenser un processus de rassemblement populaire majoritaire. La gauche reste un système de pensée pour l'égalité contre les injustices, pour la majorité des exploités contre la minorité des exploités, mais l'incarnation politique de ces combats va changer et, je l'ai dit, les repères sont brouillés. Il faudra donc politiser les luttes et les consciences, pour permettre de nouvelles constructions politiques. Pour commencer, la reconstruction ne passera pas principalement par des projets d'alliances, même quand elles resteront nécessaires, mais par une politisation et un dialogue populaire à grande échelle avec tous les militants de la gauche sociale, syndicale, intellectuelle.

Cause★commune : Le Front de gauche, dont le PCF s'est revendiqué dans la dernière période, est-il définitivement enterré ? Qu'en reste-t-il ?

P.L. : Il reste du Front de gauche une expérience de coopération politique entre des millions de citoyens. Il est toujours dans les consciences, beaucoup s'y réfèrent encore. Force est de constater que la structure nationale qui reposait sur le PCF, le PG, Ensemble ! et d'autres forces a été détruite par la volonté des dirigeants de la France insoumise de lui substituer leur nouvelle construction politique. Je ne crois pas que le Front de gauche a échoué parce qu'il était un cartel de partis comme certains l'ont dit, mais parce qu'il était traversé par différentes conceptions du rapport au rassemblement, à la gauche, aux élections... Nous ne sommes pas parvenus à les trancher publiquement et dans la clarté. Mais ces questions n'ont pas disparu, au contraire.

Cause★commune : Comment bâtir à l'avenir des convergences avec la France insoumise qui n'a eu de cesse d'affirmer une volonté hégémonique ?

P.L. : La France insoumise se pense comme un processus unique chargé d'occuper l'ensemble de l'espace de la gauche de transformation sociale. Je crois que c'est une erreur. L'espace politique que nous avons à rassembler est politiquement divers, traversé de courants d'idées qui ont besoin de confrontations pour progresser ensemble. Par exemple, les communistes ont un rapport fondamentalement différent à l'intervention citoyenne dans les processus de transformation sociale. Nous ne croyons pas dans la durée à des processus de délégations très fortes sur des modes populistes. Ces débats doivent progresser et se dépasser dans l'action. La diversité de nos forces est une richesse pour bâtir à l'avenir une nouvelle expérience de coopération entre forces de transformation sociale. Il faut respecter cette diversité, ce qui reste à l'évidence un sujet de débat entre nous. Si la France insoumise maintient sa

« Le congrès doit être l'aboutissement de transformations concrètes, pas un moment de plus pour seulement constater ce qui ne fonctionne pas. »

volonté de s'affirmer en processus unique dans l'espace de la gauche, ce sera un obstacle à la construction d'une nouvelle ambition majoritaire. L'originalité communiste a beaucoup à apporter au rassemblement. Nous la ferons respecter non pas dans l'agressivité et le conflit mais dans la coopération avec la France insoumise et les différentes composantes de la gauche en reconstruction.

Cause★commune : Dans la résolution adoptée par le Conseil national, il est aussi question de « réidentifier » le PCF à l'heure où pour beaucoup, le capitalisme semble être un horizon

« L'espace politique que nous avons à rassembler est politiquement divers, traversé de courants d'idées qui ont besoin de confrontations pour progresser ensemble. »

indépassable. Quels seraient pour vous les marqueurs du combat communiste d'aujourd'hui et du projet communiste pour le XXI^e siècle ? Qu'entendez-vous par « parti des communs » ?

P.L. : Je n'ai pas toutes les réponses à

ces questions. Nous allons précisément y travailler collectivement dans la perspective du congrès. Moi, je crois que nous devons être le parti qui met concrètement et immédiatement à l'ordre du jour dans la société des transformations concrètes de dépassement des logiques capitalistes. Nous voulons un nouveau modèle de développement productif. C'est maintenant que la question se pose, partout dans la société, dans les entreprises, dans les choix de consommation. Nous construisons tout de suite des nouvelles solidarités. Nous voulons faire progresser concrètement une nouvelle appropriation sociale des productions, des savoirs, des pouvoirs, par de nouveaux droits à l'émancipation, contre la reproduction des logiques capitalistes. Nous ne reportons pas ces questions après la prise du pouvoir. Nous devons donc changer notre organisation pour construire les fronts de luttes et de conquêtes nécessaires, pour être le parti de la conquête citoyenne. Au fond, c'est cela que j'appelle le parti des communs une force qui serait identifiée pour favoriser l'intervention démocratique pour la protection des biens communs de l'humanité. Nous ne voulons pas représenter le peuple mais lui permettre de conquérir en toutes circonstances des droits à la décision politique. Il y a une grande souffrance dans la société provoquée par le niveau de confiscation insupportable des leviers de décisions par les intérêts capitalistes, masqués par la technocratie. Notre parti doit être celui de la reconquête démocratique.

Cause★commune : Les questions du « modèle d'organisation » et du rôle des directions sont également sur la

table. Beaucoup a été dit sur les mouvements En marche ! ou France insoumise. En quoi, dans les faits, différents du fonctionnement d'un parti politique ? Quelles pistes d'amélioration pour le PCF ?

P.L. : Dans l'idée de mouvement, il y a quelque chose qui intéresse fondamentalement le Parti communiste. Le monde se transforme sous nos yeux, à grande vitesse. Les forces sociales qui ont besoin d'émancipation peuvent y trouver leur compte, en prenant en main ces changements. La société française cherche à se mettre en mouvement vers de nouveaux progrès. Elle a plus ou moins conscience que c'est le système actuel qui bloque tout. Face à cela, il faut que la forme d'organisation évolue sans cesse pour s'adapter, être en phase avec les gens qui aspirent à des organisations politiques beaucoup plus réactives, plus utiles. À notre corps défendant, nous apparaissions comme figés face à cette aspiration. Notre organisation doit être plus décentralisée, tournée vers l'action concrète et durable. Ce qui pose problème avec En marche ! ou la France insoumise, c'est que le modèle d'organisation reste paradoxalement extrêmement centralisé et descendant. En vérité, il reste tourné vers la conquête du pouvoir présidentiel. Il est facile d'y entrer d'un clic mais le fonctionnement reste incontestablement pyramidal. Nous avons à inventer un nouveau modèle qui utilise les outils numériques de la décentralisation mais pour gagner en capacité d'initiative, en pouvoir d'intervention.

Cause★commune : Le gouvernement veut aller vite pour mettre en œuvre ses projets. Comment allier réflexion et action ?

P.L. : Je crois profondément que nous irons plus vite pour réfléchir en étant en même temps dans l'action. Nous allons nous mobiliser très fortement contre les ordonnances Macron, pour les droits des migrants, les libertés publiques, l'emploi, l'écologie, avec l'ambition de constituer des fronts durables pour

gagner des batailles tout en pensant de nouveaux rapports au monde. En effet, la lutte pour le travail et l'emploi, les questions migratoires et la bataille pour la préservation de la planète sont toutes liées. Les luttes les plus concrètes posent aujourd'hui toutes les questions d'avenir de nos sociétés. Nous y inventerons les nouveaux chemins de transformation de la société. Et nous avons à construire de nouvelles convergences internationales sur ces sujets.

Cause★commune : Les élections sénatoriales auront bientôt lieu. Dans quel état d'esprit le PCF les aborde-t-il ? Quel sera son message aux grands électeurs ? Serez-vous candidat à votre succession ?

P.L. : Oui, je suis candidat à Paris dans des conditions nouvelles. Nous figurions en 2011 sur une liste de toute la gauche. Cette fois, grâce au travail mené pour renforcer les positions communistes parisiennes, nous sommes en situation de construire une liste que je conduirai. Globalement, il s'agit pour le Sénat de

bataille auprès des élus locaux et des grands électeurs pour la défense des services publics en milieu rural, dans les zones périphériques, sur la démocratie locale, l'avenir des communes... Nous menons des campagnes très conquérantes et qui ont de l'écho chez des centaines de grands électeurs qui s'inquiètent pour leur territoire.

Cause★commune : Enfin, comment mieux inscrire la réflexion et l'action du PCF dans le cadre européen et international, l'Europe et la mondialisation libérales étant identifiées comme des obstacles majeurs à la transformation sociale ?

P.L. : La dimension internationaliste de notre combat est une force. Elle doit être revalorisée dans le nouveau parti communiste que nous voulons impulser. Le moment est venu, dans la perspective de 2019, de faire franchir une étape nouvelle dans nos batailles communes avec le Parti de la gauche européenne. Nous avons fait des progrès mais il faut beaucoup plus de dialogue avec des forces

« Nous avons à inventer un nouveau modèle qui utilise les outils numériques de la décentralisation mais pour gagner en capacité d'initiative, en pouvoir d'intervention. »

maintenir la présence d'un groupe, car nous serons la seule force d'opposition à gauche. Le groupe des Verts vient de disparaître, un groupe LREM a quant à lui été créé par un des principaux responsables du groupe socialiste. Il est d'autant plus important dans ce contexte que nous puissions former un groupe qui travaillera avec le groupe GDR et celui de la FI à l'Assemblée nationale. Ce n'est pas acquis. La quasi-totalité de nos sièges sont renouvelables et seuls quatre ou cinq ont leur élection acquise. Nous menons la

extérieures au PGE pour aller vers un forum permanent des forces progressistes européennes. Le forum que nous tiendrons à Marseille en novembre sera une étape importante pour le construire. Plus largement, l'enjeu de la paix mondiale doit devenir une marque forte du combat communiste du XXI^e siècle. Elle est à la croisée des enjeux, sociaux, économiques, écologiques, de migration, de développement et de justice. La paix du XXI^e siècle ne pourra qu'être sociale et écologique. ●

CLASSE DOMINANTE : QUI EST-ELLE ? COMMENT LA RENVERSER ?

Renouer avec l(a lutte d)es classes !

PAR FANNY CHARTIER ET IGOR MARTINACHE*

UNE GRANDE CONFUSION

Signe des temps : le 30 janvier dernier, lors d'un colloque organisé par la docte Académie des sciences morales et politiques, consacré à l'enseignement des sciences économiques et sociales au lycée, un des orateurs, économiste pour un grand groupe bancaire new-yorkais, fait mine de s'interroger : « Qui parle encore de classes sociales aujourd'hui ? ». Dans son « rapport », il ajoute que « le monde des rentiers décrit par Balzac est depuis longtemps fini », et invite, entre autres, à renvoyer l'étude de la pensée marxiste aux cours d'histoire-géographie pour se concentrer sur les mathématiques financières. Une telle sortie publique, pour caricaturale qu'elle soit, n'en est pas moins symptomatique d'une réticence plus générale à envisager les rapports de classe qui sont au cœur même du capitalisme. On peut faire crédit à cet économiste, comme aux « rentiers » financiers qu'il sert, d'être sincère dans leur cécité qui ne voit comme seuls « privilégiés » que les *insiders* (littéralement, personnes situées à l'intérieur, intégrées) ces salariés, femmes et hommes, titulaires d'un emploi stable et correctement rémunérés, qu'il conviendrait de flexibiliser pour laisser de la place aux *outsiders* (littéralement, personnes situées à l'extérieur, exclues), chômeurs et précaires. Certains, tel le milliardaire Warren Buffet, sont plus lucides – et cyniques – en reconnaissant l'existence de la lutte des classes ; il précise que c'est la sienne qui est en train de gagner. Mais la confusion est tout aussi – sinon plus – forte encore à gauche et dans la classe laborieuse.

D'aucuns aiment à parler des « gens », sans enjeu de classe, et nombreux sont ceux qui croient à l'avènement d'une vaste « classe moyenne » qui engloberait pratiquement toute la population, en

dépit des statistiques qui mettent en évidence un creusement des inégalités, non seulement en matière de revenus ou de conditions de vie, mais aussi d'accès à de nombreux biens sociaux : éducation, santé, services publics, etc. sans parler des différences de position occupées dans les rapports de production (employeur, indépendant, salarié...).

La montée du slogan porté par le mouvement *Occupy* consistant à fustiger l'extrême opulence des « 1 % » auxquels serait opposé un grand « nous » regroupant les 99 autres % de la population peut sembler mettre au défi une lecture de classe, en ce que cela distingue deux groupes selon une ligne de fracture qui n'est pas exactement celle des classes sociales *stricto sensu*.

Alors pour ce premier dossier de *Cause commune*, nous avons souhaité interroger cette notion fondamentale de classe, au regard des évolutions de notre monde. Marx qui accorde une importance considérable à cette question les définissait objectivement, par leur position dans

les rapports de production. Toute classe, insistait-il, se définissait ainsi par rapport aux autres.

« La grande bourgeoisie représente aujourd'hui la seule classe réellement consciente d'elle-même et mobilisée pour défendre ses intérêts, au sens large, pratiquant même, ironie suprême, un véritable "communisme pratique". »

Monique Pinçon-Charlot
et Michel Pinçon,

RAVIVER UNE CONSCIENCE DE CLASSE PARMI LES EXPLOITÉS

Quand on questionne plus particulièrement la notion de « classes dominantes », il importe de ne pas oublier les classes dominées sans lesquelles elles ne pourraient tout simplement pas exister, dans tous les sens du terme. Pourquoi donc se concentrer ici sur les premières ? D'abord, parce que les sciences sociales ont tendance à se focaliser sur les « classes populaires ». Il faut d'ailleurs noter que l'emploi du mot « classes » n'implique pas nécessairement une filiation avec une conception marxiste de celles-ci. De ce point de vue, l'essor du syntagme

« classes populaires » n'est pas sans poser question. Si, après Marx, on se focalise sur les rapports de production, n'est-il pas plus rigoureux de parler des *couches* populaires du salariat plutôt que de scinder celui-ci en *classes* distinctes selon une logique verticale (inférieures, moyennes, supérieures) souvent rapportées aux *revenus*? Le sociologue Jean Lojkine, dans un dossier de *La Pensée* (1992) traitant le même thème que nous, revenait en effet sur la notion de prolétariat chez Marx. « Il ne s'agit, rappelons-le, ni des pauvres [...], ni des seuls ouvriers, mais bien de l'ensemble de ceux qui ne vivent que de la vente de leur force de travail, autrement dit des salariés de la production comme des services », de sorte que qualifier de « bourgeoisie salariée » ces salariés qui ont de l'argent est une « contradiction en soi.

Revenons aux classes dominantes – au singulier ou au pluriel, d'ailleurs? Force est de constater que les sciences sociales les ont, à quelques heureuses exceptions près, largement délaissées, laissant les média constituer des représentations aussi flatteuses que faussées et sélectives de leurs membres. Or, comme l'ont bien rappelé Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, la grande bourgeoisie représente aujourd'hui la seule classe réellement consciente d'elle-même et mobilisée pour défendre ses intérêts, au sens large, pratiquant même, ironie suprême, un véritable « communisme pratique ». Ensuite, parce que persiste un débat important concernant l'unité de ces classes dominantes. Celui-ci a été ravivé dans l'immédiat après-guerre par les sociologues Charles Wright Mills et Robert Dahl. Le premier défendant la thèse d'un « monisme » des classes dominantes, c'est-à-dire une *unité* profonde des intérêts entre les dirigeants politiques, économiques et militaires notamment. Quand le second, à partir d'une enquête de terrain dans la ville de New Haven, portait celle d'une « polyarchie », c'est-à-dire d'un pouvoir *pluriel* partagé entre différents secteurs de la société relativement autonomes les uns des autres. Enfin, parce que dans la phase actuelle de capitalisme globalisé, il est essentiel de s'interroger sur les recompositions des rapports de classe, non sans noter que l'internationalisme semble désormais bel et bien davantage l'apanage des mieux dotés. À tout le moins, il faut noter les considérables reclassements internationaux à l'œuvre dans la

bourgeoisie. D'un côté, une vieille bourgeoisie, volontiers entée sur l'aristocratie elle-même, garde plus de leviers qu'on ne l'imagine; de l'autre, surgissent maints acteurs nouveaux. Plus largement, l'évolution du capitalisme lui-même confronte les possédants à des réalités aussi foncièrement nouvelles qu'inégalement appréhendées par eux – ou une partie d'entre eux. La bourgeoisie est-elle à même de garder la main face au puissant essor de la révolution numérique ou va-t-on au-devant de reclassements plus considérables encore, marginalisant les uns et élevant les autres? Cette plasticité apparente de la bourgeoisie, capable de se renouveler, est-elle le signe d'une domination finalement légitime, les meilleurs chassant les traînants pour

le grand bien de l'humanité et de sa marche en avant? C'est évidemment le discours de la bourgeoisie elle-même mais est-on obligé d'en partager les illusions? Beaucoup de questions qui ne sont sans doute pas sans intérêt pour mener le combat de classe... Car il n'est décidément pas secondaire de connaître les forces situées de l'autre côté de la barricade, leur configuration, leur évolution, les contradictions qui s'y déploient... pour qui entend les renverser. Sans prétendre ici répon-

dre à toutes ces questions, nous ambitionnons, grâce aux différentes contributions de ce dossier venues d'horizons divers, d'apporter des éléments de réflexion sur ces enjeux cruciaux; et contribuer ainsi à raviver une conscience de classe parmi les exploités, pour enrayer les entreprises de mise en concurrence entretenues par « en haut », qui incitent à s'en prendre aux membres de sa propre classe (étrangers, précaires, chômeurs, jeunes, femmes ou même ouvriers). En dépit de ses dénégations du clivage droite-gauche (qui ne recoupe d'ailleurs pas le clivage de classe... que Macron nie de toute façon également!), le nouveau gouvernement, lui, n'a pas oublié d'entretenir les antagonismes de classe, comme en témoignent ses projets de coupes budgétaires assortis de baisse de la fiscalité sur le capital pour les « rentiers », qui, n'en déplaisent à certains, se portent on ne peut mieux. ■

*Fanny Chartier est coresponsable de la rubrique Statistiques.

Igor Martinache est membre du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.

« La bourgeoisie est-elle à même de garder la main face au puissant essor de la révolution numérique ? »

Faire grandir la conscience commune

Face à l'offensive idéologique tentant d'effacer le clivage de classe, retrouver la claire conscience de la condition commune et des intérêts communs.

PAR PIERRE DHARRÉVILLE*

L'effacement du clivage de classe est un processus long. Non pas sa disparition, mais bien son effacement à la gomme dans les représentations du monde. C'est l'effacement de ce clivage à force d'offensives idéologiques, qui a conduit à modifier les rapports de force, à affaiblir l'idée de gauche, à estomper les perspectives de transformation sociale. Cet effacement rend plus difficile à l'ensemble de celles et ceux qui ont intérêt à mettre en cause le capitalisme de faire corps, parce que les responsabilités sont mal et peu établies. Cela laisse place à des divisions populaires qui pourraient être mieux dépassées avec la claire conscience de la condition commune et des intérêts communs. Au cœur de la crise qui sévit depuis tant d'années, se sont installés un renoncement, une acceptation de l'inégalité comme un horizon indépassable. Jusque dans les modes de vie, on a cherché à délier ce qui était uni, quitte à dégrader profondément les conditions du vivre ensemble. L'individualisation des rapports sociaux a produit son œuvre. Rien de tout cela n'aurait été possible sans une grande offensive idéologique et culturelle. Culturelle est cette crise, une crise de sens, une crise d'être humain dans le rapport à soi, à l'autre, au monde, à la planète. La conscience de classe a été profondément civilisatrice. Son effacement, pour reprendre un mot de Lucien Sève, décivilise. Non pas au sens de valeurs traditionnelles et ancestrales qui se perdraient mais au sens d'un mouvement émancipateur qui fait

défait à l'humanité, tandis que la boussole de l'argent n'en finit pas de désorienter.

LA CONTRADICTION DE CLASSE, UN PUISSANT MOTEUR DE L'HISTOIRE

La contradiction de classe reste cependant un puissant moteur de l'histoire, et la régression sociale que nous connaissons au cœur de cette crise systémique est le signe d'un rapport de force qui continue tant et plus de profiter aux grands propriétaires. Les prolétaires, les « producteurs », dans une traduction plus littérale, se sont diversifiés. Les rapports sociaux s'individualisent, les cadres du travail explosent, les patrons se cachent, les usines se délocalisent... Chacune, chacun, cependant, au fond de soi-même, a le

« Culturelle est cette crise, une crise de sens, une crise d'être humain dans le rapport à soi, à l'autre, au monde, à la planète. »

désir d'être utile, de produire et pas seulement de jouir. Mais combien en sont empêchés ? Il faut retrouver du commun, il faut retrouver de la conscience commune. C'est un fait que l'immense majorité des femmes et des hommes se trouvent dans cette classe de celles et ceux qui produisent, ont produit ou voudraient produire. Et lorsqu'ils réalisent leur unité, même de manière ponctuelle, cela change le cours des choses.

RÉHABILITER LA POLITIQUE FACE AU DISCOURS DE LA TECHNIQUE ET DE LA COMPÉTENCE

Même si la domination des grands propriétaires n'est pas la seule domination à combattre, il faut

régénérer, rendre plus visible et plus opérante l'opposition entre le travail et le capital. La conscience de classe se noue à la fois dans le monde et dans l'intime. Elle prend naissance dans l'histoire de chacune et de chacun, dans son expérience concrète, dans ses rencontres, ses lectures. Il est urgent de réhabiliter la politique face au discours de la technique et de la compétence. C'est-à-dire de disputer aux forces dominantes, de par leur statut de propriétaires du monde, le pouvoir qu'ils exercent à outrance. Nous sommes bien au cœur d'un vaste mouvement de dépolitisation. Lorsque le président de la République, élu sur la base de mécanismes en trompe-l'œil convoquant un renouveau dont il ne saurait être le nom, se revendique de la compétence, de la bienveillance et du bon sens que les blocages et les clivages de la vieille politique ne veulent pas laisser passer, il installe un récit qui nie la lutte de classe. Dans le projet de loi, dit de renforcement du dialogue social par ordonnances, après avoir constaté que « les trente dernières années ont modifié en profondeur, en France comme ailleurs, l'environnement économique et social » et « rebattu les cartes de l'économie mondiale et [de] la division internationale du travail ouvrant des opportunités inédites », le gouvernement évacue les rapports sociaux, pratique le confusionnisme et mélange les pommes avec les courgettes : « Le modèle social français se caractérise par un attachement fort à l'égalité : égalité devant la loi, égalité des droits, égalité des chances. Nous sentons bien aujourd'hui que cette égalité est malmenée, et qu'il faut lui redonner un nouveau souffle. Par ailleurs, chacun aspire à notre époque à plus de liberté : liberté de choisir sa carrière professionnelle, de changer de métier, liberté de créer, liberté d'entreprendre, liberté de concilier sa vie professionnelle et sa vie personnelle. » Tirer un trait d'égalité entre la liberté du patron et celle de l'ouvrier paraît si simple, tout d'un coup... Les réalités sociales sont escamotées au profit d'un discours qui convoque de

« L'oligarchie
à dénoncer n'est pas
une oligarchie en soi,
mais un petit nombre dont
l'unité consciente se fonde
sur la propriété, l'inégalité,
la perpétuation d'elle-même
et l'exploitation de la richesse
de la multitude. »

grandes valeurs pour mieux les manipuler. Dans la continuité de la pratique hollandienne, le nouveau pouvoir ne s'assume pas, ne se dit pas et ne se décrit pas pour ce qu'il est. Il va falloir affronter ce discours flou qui sert, comme de bien entendu, ceux qui tiennent le haut du pavé. La République en marche, c'est cette France qui gagne et qui ne veut pas comprendre pourquoi les autres ne gagnent pas. Elle est son propre modèle. À étudier la sociologie des candidats de la République en marche, qui comprend 80 % de catégories socioprofessionnelles supérieures, on ne peut que s'interroger sur la frustration de cette part de la bourgeoisie qui, se sentant par trop à l'écart de l'exercice du pouvoir politique, a trouvé là le moyen d'en revendiquer sa parcelle, comme ce fut le cas en 1789... Ces *happy few* qui ont réussi et qui méprisent « ceux qui ne sont rien » (n'ont rien ?). La réussite, le mérite don-

neraient des droits. La comparaison est hâtive et mériterait d'être creusée mais on se souvient bien de cette bourgeoisie qui réclamait un renouveau politique et s'empressa ensuite de freiner le mouvement de conquête de droits égaux... *Quid novi ?* « Renverser le système » a-t-on entendu de diverses parts dans la campagne. Quel système ? Remplacer une classe politique par une nouvelle ? Fabriquer un nouveau système tout autant verrouillé ? Dans la dernière période, le peuple n'a que trop été invoqué, mais comme un instrument, comme une foule de supporters, de gens. Il faut se méfier des mouvements de foule quand ils ne sont mus que par des sentiments et, au contraire, s'inscrire dans le temps, la durée, creuser un sillon, par un labour profond. Faire grandir la conscience de soi-même et du monde, des questions qui nous sont posées : quels humains, quelle humanité voulons-nous être ?

UN CORPUS DE COMMUNS À CONQUÉRIR

Il ne s'agit pas d'opposer un peuple mythifié et désincarné aux élites, mais bien d'opposer tout un peuple de productrices et producteurs de ►►

► biens, de services et de culture à celles et ceux qui veulent exercer sur eux leur domination et capter le produit de leur travail et de leur être à leur profit principal. L'oligarchie à dénoncer n'est pas une oligarchie en soi, mais un petit nombre dont l'unité consciente se fonde sur la propriété, l'inégalité, la perpétuation d'elle-même et l'exploitation de la richesse de la multitude. Dans la société, des dynamiques de résistance, éparses, sont à l'œuvre, sous des formes diverses. Le chant profond qui naît des entrailles de notre peuple et cherche à se frayer une voie pour faire l'histoire n'est pas éteint. Il est parfois brouillé par les sirènes bonapartistes qui l'ont tant de fois détourné et bercé d'illusions dangereuses. De ces sirènes il convient de se défier pour former un vrai chant collectif. S'unir, cela ne se fait pas sur décret, c'est tout un effort, c'est tout une construction, tout une mise en harmonie de sensibilités diverses. Cela se réalise dans l'action, dans les conquêtes, et pas dans le culte du « tout

ou rien ». Et au fond, cela s'accommode assez mal des percées solitaires et des vaines polémiques. Face à un puissant mouvement de privatisation et d'accaparement par quelques-uns, une idée gagne du terrain, c'est l'idée de commun, de bien commun, de communs. Sur cette base peuvent se reconstruire non seulement une conscience de classe mais des dynamiques sociales, culturelles, politiques. Ce qui nous appartient, ce qui doit nous appartenir, ce qu'il faut promouvoir comme appartenant à toutes et tous en commun. Depuis le square de mon quartier à la planète, en passant par des biens communs immatériels tels que les droits ou les inventions qui soignent, il y a tout un corpus de communs à conquérir. Résolument, dans cette humanité fracturée, faisons du commun ! ■

*Pierre Dharréville est membre du comité exécutif national du PCF. Il est député des Bouches-du-Rhône.

La classe dominante : éléments de définition

« Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toute époque, les pensées dominantes, autrement dit la classe *matériellement* dominante de la société y est aussi la puissance *spirituellement* dominante » (Marx et Engels, *L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, 2012, p. 44 [traduction modifiée par l'auteur]).

PAR **LUCIEN SÈVE***

Ce propos souvent cité de Marx et d'Engels s'inscrit dans une théorisation de l'histoire qu'on peut schématiser ainsi : au communisme primitif des très anciennes formes de vie sociale a succédé il y a plus de cinq mille ans, par suite du développement des forces productives, l'ère des sociétés de classes caractérisées par le passage à l'appropriation privée des moyens de production, donc au clivage social entre classes possédantes – de ce fait dominantes – et classes travailleuses non possédantes – par suite, dominées : maîtres et esclaves dans l'esclavagisme antique, seigneurs et serfs dans le féodalisme médiéval, bourgeois et pro-

létaires dans la société capitaliste du monde contemporain.

CLASSE DOMINANTE ET CLASSE DOMINÉE
Aujourd'hui, plus encore qu'hier, la domination de classe tend à s'exercer dans tous les domaines de la vie sociale. Elle est en premier *domination économique* : la classe qui possède comme bien privé les moyens de production sociale pouvant imposer ses conditions à celle qui produit sans posséder – c'est ce qu'on vit journalièrement avec les licenciements boursiers, le management toyotiste, l'ubérisation sauvage. Elle se redouble en *domination politique*, c'est-à-dire en

« La malfaisance du capitalisme ne se résume plus à l'exploitation du travail – qui demeure –, elle concerne sous maints rapports le peuple entier, menace l'existence même d'une planète habitable et d'une humanité civilisée. »

influence dirigeante dans l'État et ses stratégies, plus largement dans tous les moyens de pouvoir, de la justice à l'école – ce qu'on vit par exemple avec le dépeçage du code du travail selon les exigences du MEDEF et l'élection d'un président de la République formé par la grande banque. Et elle se complète d'une *domination idéologique*, qui va de la possession des grands moyens d'information et d'expression des idées à l'imposition de ses façons de penser comme norme sociale – un exemple criant en est l'officialisation de la formule « le coût du travail », qui substitue le langage de la comptabilité d'entreprise à la vérité des faits : le travail étant au contraire l'unique source sociale de la richesse, et spécialement celle des capitalistes.

À la classe dominante s'oppose toujours une *classe dominée* : une classe sociale n'est pas une réalité isolable, mais l'un des termes d'un *rapport*, et d'abord d'un *rapport de production* – l'activité humaine primordiale étant la constante reproduction des moyens de sa subsistance. Mais tout rapport a des aspects contradictoires, il est *dialectique*. Dominée par la bourgeoisie capitaliste, la classe ouvrière peut aussi faire valoir ses atouts de classe dominante *potentielle*, étant celle qui produit ce dont toute la société a sans cesse besoin – c'est ce que donne à voir l'action de grève. L'existence même d'une classe dominante comme la bourgeoisie capitaliste n'est possible que parce qu'existe en face une classe sans propriété sur les moyens de production, exploitée, dominée – la classe ouvrière –, mais les hommes et les femmes qui la composent

« La classe ouvrière peut aussi faire valoir ses atouts de classe dominante *potentielle*, étant celle qui produit ce dont toute la société a sans cesse besoin – c'est ce que donne à voir l'action de grève. »

n'en sont pas spontanément des membres conscients – c'est seulement une *classe en soi*, comme le prolétariat l'était aux débuts du XIX^e siècle en Europe, et l'est encore dans maints pays peu développés. Prendre conscience de cette situation commune d'exploité, comprendre qu'elle n'est pas un immuable fait de nature mais un stade de l'histoire, s'organiser pour se battre et y mettre fin, élève *la classe en soi en classe pour soi*, acteur conscient du devenir humain. Cette longue métamorphose a été l'œuvre du mouvement ouvrier depuis deux siècles, à quoi a énormément contribué Marx en tirant au clair dans *Le Capital* (1867) le processus de l'exploitation capitaliste et en montrant qu'il est possible et nécessaire de sortir du capitalisme pour édifier une société sans classes, *communiste*.

SORTIR DE LA SOCIÉTÉ DE CLASSES

Cent cinquante ans plus tard, vu tout ce qui a changé dans les réalités sociales et s'est passé dans l'histoire au XX^e siècle, ces indications, sans cesse contestées par l'idéologie dominante, demeurent-elles cependant valables en leur fond ?

Dans l'ordre économique, en même temps que se généralisait la *condition salariée*, évolution potentiellement décisive pour sortir de la société de classes, se modifiait beaucoup le tableau des

dominés dans un pays comme la France : fort développement d'autres catégories exploitées que celle des ouvriers – employés, techniciens, travailleurs « indépendants » –, diminuant le poids relatif d'un prolétariat industriel plus diversifié ; intenses efforts du grand patronat appuyé par les pouvoirs d'État pour démanteler les organisations combattives et déstabiliser la conscience de la classe ouvrière, qui l'ont dans une importante mesure fait régresser vers la *classe en soi*. Situation inédite dont une pensée dite « post marxiste » conclut qu'à l'analyse en termes de classes devrait se substituer une pensée du *peuple* où la

visée communiste, supposée disqualifiée par l'histoire, serait à remplacer par un socialisme lui-même post-révolutionnaire, « populiste de gauche » (par exemple : Chantal Mouffe et Iñigo Errejón, *Construire un peuple*, Éd. du Cerf, 2017 ; ▶▶

► Jean-Luc Mélenchon, *L'Ère du peuple*, Pluriel, 2016). Sont ici sous-estimées deux choses : que les dominants, eux, sont plus que jamais une agressive classe pour soi (Cf. cette déclaration du milliardaire états-unien Warren Buffett en 2005 : « Oui, il y a une guerre des classes, et c'est ma classe qui est en train de la gagner »), et que si, en face, l'état des choses est complexe, l'exploitation capitaliste y est plus que jamais féroce, de sorte qu'en sortir pour de bon est une nécessité urgente. L'analyse en termes de classes n'est donc pas à minorer mais au contraire à étendre. Car la malfaisance du capitalisme ne se résume plus à l'exploitation du travail – qui demeure –, elle concerne sous maints rapports le peuple entier, menace l'existence même d'une planète habitable et d'une humanité civilisée. La tâche est alors de concrétiser de façon inventive les possibilités de mouvements largement majoritaires visant à sortir de la société de classes, objectif incontournable, rendant sens actuel à la révolutionnaire visée marxienne du communisme.

« Le grand capital domine aussi d'autres couches bourgeoises et celle des actionnaires se surimpose à celle des gestionnaires, non sans de profondes tensions. »

Dans l'ordre politique aussi, bien des choses ont bougé depuis l'époque – celle de l'écrasement sanglant de la Commune de Paris – où Marx pouvait résumer le rôle de l'État de classe à sa fonction répressive, qui rendait mystificatrice toute autre idée de la révolution qu'insurrectionnelle. En développant les activités productives et en s'enracinant dans toute la vie sociale, la domination de la classe possédante se complexifie : le grand capital domine aussi d'autres couches bourgeoises et celle des actionnaires se surimpose à celle des gestionnaires, non sans de profondes tensions. L'État ne peut plus du tout être

réduit à un instrument répressif de « la » classe dominante – bien que c'en soit toujours un aspect essentiel –, il est bien davantage un lieu spécifique de lutte des classes et fractions de classe, y compris des classes populaires, où s'élabore selon le rapport des forces la politique dominante. Pour une grande part, la domination

« Toute victoire politique passe nécessairement par le travail d'idées, l'explication et la perspective convaincantes. »

des possédants y prend la forme d'une *hégémonie politico-idéologique* s'exerçant à la persuasion, rendant plus rare le rapport ouvert à la répression. D'où les apparences mystificatrices selon lesquelles suffiraient désormais les luttes électorales. Rien ne fera l'économie d'une stratégie de conquête du pouvoir par les forces populaires pour construire une société sans classes, c'est-à-dire une *révolution*. Mais beaucoup a changé dans ce qu'il y a lieu d'entendre et de faire sous ce nom. Pour l'essentiel il s'agit aujourd'hui, dans un pays comme la France, de ce que Gramsci appelait « guerre de positions », conquête persévérante d'une hégémonie politique et idéologique rendant inarrêtables des transformations sociales majeures formant processus. Énormément est à inventer et à faire vivre en pratique dans ce sens renouvelé de l'action communiste.

UN TRAVAIL D'IDÉES

Ce qui précède dit déjà l'importance capitale des luttes pour la *domination idéologique*. L'énorme élévation depuis un siècle du niveau général d'instruction et de culture est à la fois un présupposé essentiel du passage à une société où tous et toutes prendront leurs affaires en mains – c'est cela, une société communiste –, et la raison pour laquelle désormais toute victoire politique passe nécessairement par le travail

d'idées, l'explication et la perspective convaincantes. Un atout majeur pour le combat communiste dans la France d'aujourd'hui est l'ampleur du travail théorique de haut niveau qui se fait sur et avec Marx – c'est ce qu'on lui oppose sous le nom de « post marxisme » qui est déjà vieilli. Il y a là un gage crucial de gain d'influence dominante possible pour une force politique sachant dire haut et fort pourquoi l'humanité va tragiquement dans le mur et comment la seule issue est d'engager dès maintenant le passage à une société sans classes en s'appuyant sur ce qui s'essaie de façon tâtonnante mais prometteuse en ce sens et en y participant systématiquement dans des formes neuves d'orga-

nisation. Ce qui implique de mettre haut la barre, en qualité comme en quantité, pour un travail de formation individuelle et collective étroitement lié au développement tous azimuts de l'initiative politique. Y contribuer davantage encore est ce qu'on souhaite chaleureusement à *Cause commune*. Comprise non comme point de doctrine figée mais comme source d'inspiration vivante, l'idée marxienne de classe dominante est donc toujours des plus opératoires. ■

***Lucien Sève** est philosophe.

Ancien élève de l'École normale supérieure, il est agrégé de philosophie.



Classe dirigeante et politique au XIX^e siècle

Un siècle marqué par la conquête du suffrage universel masculin, par des avancées progressistes (loi sur les associations et séparation des Églises et de l'État) et le triomphe de la bourgeoisie républicaine.

PAR **RAYMOND HUARD***

Lorsque s'ouvre le XIX^e siècle, la Révolution française a radicalement modifié la pratique de la politique. Désormais, même si la royauté subsiste, des représentants de la population élus à la Chambre des députés participent au vote des lois et peuvent ainsi influencer l'action du gouvernement. La classe dirigeante d'alors est restreinte en nombre et essentiellement composée de propriétaires ter-

« Pendant le Second Empire, on assiste à une collaboration des milieux dirigeants avec le pouvoir, qui peut à l'occasion être conflictuelle avec certaines fractions bourgeoises ou aristocratiques. »

riens souvent nobles, d'un certain nombre de financiers, d'industriels, de grands commerçants, de gros rentiers, ainsi que des titulaires des plus hauts postes de l'État dans les domaines administratifs, judiciaire et militaire. Elle est malgré tout divisée entre ceux qui ont accepté les conquêtes de 1789 et ceux qui, par tradition ou nostalgie, s'y refusent ou ne s'y résignent que du bout des lèvres.

**ENTRE 1815 ET 1848
UN POUVOIR DISPUTÉ,
MAIS ESSENTIELLEMENT
AU SEIN DE L'OLIGARCHIE**

Dans la monarchie restaurée en 1815, l'existence d'un pouvoir central fort garantit l'ordre social, et les élections à la Chambre des députés ne présentent aucun risque de mise en péril des

classes supérieures car le droit de suffrage est soumis à un « cens » (seuil d'imposition qui conditionne le droit de vote et l'éligibilité des citoyens) élevé qui réduit drastiquement le nombre d'électeurs (100 000 environ vers 1815, 240 000 en 1846). En revanche, leur résultat peut peser sur l'orientation de la politique nationale pour ou contre la consolidation des acquis de la Révolution. La lutte électorale mobilise dans chaque département quelques centaines d'électeurs qui se concertent dans des réunions informelles. Si les débats dans les assemblées mettent en évidence quelques orateurs, ils n'ont, surtout au début de la période, qu'un faible écho de masse. Les journaux, coûteux, à faible tirage, lus surtout dans les milieux aisés, servent malgré tout de caisse de résonance aux débats politiques. Le souverain, avec le concours de la majorité qui le soutient, peut d'autre part utiliser largement le pouvoir de l'État pour contrôler l'opinion. L'appui de l'Église catholique n'est pas négligé. Le gouvernement recourt à la corruption électorale ou parlementaire pour faire passer ses décisions.

La classe dirigeante prend donc part au pouvoir sans en être pleinement maîtresse. Alors que le conflit entre les libéraux et les tenants de l'Ancien Régime s'est aggravé, la révolution de juillet 1830 permet à Louis-Philippe I^{er}, le « roi bourgeois » d'accéder au pouvoir. Les limites qui restreignaient la participation de la nation à la vie politique sont un peu réduites (diminution du cens électoral, élection de conseillers généraux et municipaux). L'influence de la bourgeoisie d'affaires s'accroît au gouvernement (on pourra parler du « règne des banquiers » : Laffitte, Périer, etc.). Malgré tout, les pratiques politiques de la classe dirigeante ne sont modifiées qu'à la marge et demeurent essentiellement fondées sur la recherche d'une influence accrue par telle tendance au sein d'un milieu oligarchique.

« La bourgeoisie républicaine a triomphé, mais en s'appuyant sur les masses populaires, ce qui peut encourager les espoirs de ceux qui veulent dans une étape à venir, transformer les bases sociales du régime. »

1848, LE COUP DE TONNERRE DU SUFFRAGE UNIVERSEL

La révolution de février 1848, grâce à laquelle le peuple conquiert à la fois la république et le suffrage universel (masculin), oblige les classes dirigeantes à réajuster leur action politique. Désormais, tous les pouvoirs, y compris la présidence de la République, dépendent d'un large vote populaire (9 millions d'électeurs). Le temps n'est plus aux conciliabules de quelques notables. Épouvantées d'abord par cette nouveauté, les classes dirigeantes comprennent, comme le notable normand Alexis de Tocqueville, qu'il faut désormais combiner l'influence sociale « naturelle » des notables et une action politique de plus grande ampleur. Grands propriétaires terriens et grands industriels sont à peu près assurés du vote de leurs fermiers, métayers, ouvriers. Plus difficile à contrôler est la population des villes en pleine croissance. La constitution de comités électoraux de la droite et du centre, l'engagement d'une clientèle d'intellectuels (avocats, journalistes), de petits notables locaux (médecins, notaires) formant les prémices d'une « classe politique », élargissent l'assise politique des classes supérieures. L'Église catholique ne ménage pas son appui. Certes, lors de l'élection présidentielle de 1848, les classes dirigeantes, ne dominant pas leurs divisions, sont amenées à se rallier à la candidature d'un *outsider*, Louis-Napoléon Bonaparte, candidat porté par un mouvement de fond en milieu paysan. Mais dès 1849, elles ont reconquis une influence déterminante à l'Assemblée nationale. Le coup d'État, opéré par Louis Napoléon le 2 décembre 1851, perpétue et accroît considérablement leurs pouvoirs. Habilement, il échange

« L'Église catholique a fini par accepter le régime républicain à partir de 1890, mais des fractions irréductibles continuent à le combattre »

en quelque sorte avec les classes supérieures la limitation des libertés politiques contre toutes sortes de prébendes et de larges concessions dans les domaines économique et confessionnel. Pendant le Second Empire, on assiste ainsi à une collaboration des milieux dirigeants avec le pouvoir, qui peut à l'occasion être conflictuelle avec certaines fractions bourgeoises ou aristocratiques quand les intérêts s'opposent (que ce soit sur le libre-échange ou sur la politique italienne du régime par exemple). Celui-ci, bien qu'affaibli, aurait sans doute pu se maintenir, mais la défaite de 1870 entraîne sa chute et la réapparition de la république. Si la bourgeoisie fait alors bloc contre la Commune de Paris en 1871, elle demeure toujours divisée sur l'avenir du régime.

VERS UNE NOUVELLE HÉGÉMONIE BOURGEOISE

S'opposent alors une conception traditionnelle et autoritaire du pouvoir, soutenue par les différentes familles monarchistes ou bonapartistes d'une part et la vision républicaine défendue par Gambetta d'un élargissement du personnel dirigeant grâce à l'apport des « nouvelles couches sociales » issues de la bourgeoisie moyenne des entrepreneurs ou des professions libérales, ainsi que d'un débat politique plus ouvert grâce à l'extension des libertés (électorale, de la presse, etc.), d'autre part. Cette conception est en phase avec l'évolution du pays, plus urbanisé et plus instruit grâce aux premières lois scolaires. Lorsque les républicains ont triomphé des tentatives autoritaires (crise du 16 mai 1877) en 1879, cette conception a été mise en œuvre. C'est au niveau des assemblées (Chambre des députés et Sénat) que s'arbitre désormais le débat entre les différentes tendances politiques. Les libertés de

presse et de réunion sont garanties (lois de 1881), le débat électoral est plus libre, les lois scolaires laïques (1881 à 1886) visent à préparer des citoyens plus autonomes. Les « nouvelles couches » s'élèvent en politique à travers l'exercice des fonctions locales (maires, conseillers généraux, puis députés ou sénateurs). Ainsi se précise une nouvelle forme, élargie, d'hégémonie bourgeoise qui privilégie cependant, grâce à l'institution sénatoriale, l'influence du monde paysan. La grande bourgeoisie dépositaire de la puissance économique conserve bien des moyens d'action. Si ►►

▶ elle exerce un peu moins directement le pouvoir, elle peut confier ses intérêts à des représentants parlementaires (avocats d'affaires). Dans les campagnes comme dans les grandes agglomérations industrielles, la liberté des électeurs est encore loin d'être respectée. Le coût des campagnes électorales (non remboursées par l'État) rend les députés dépendants d'hommes d'affaires parfois véreux, comme le montrent des scandales retentissants (Panama, 1892). En outre, les classes dirigeantes restent partagées. Les résidus des anciens partis monarchistes ou bonapartistes favorisent des menaces césaristes (boulangisme, puis agitation nationaliste liée à l'affaire Dreyfus). L'Église catholique a fini par accepter le régime républicain à

partir de 1890, mais des fractions irréductibles continuent à le combattre. Malgré tout, à la fin du siècle, des lois progressistes (loi sur les associations de 1901 ; séparation des Églises et de l'État en 1905) confirment la nouvelle orientation de la politique nationale. La bourgeoisie républicaine a triomphé, mais en s'appuyant sur les masses populaires, ce qui peut encourager les espoirs de ceux qui veulent, dans une étape à venir, transformer les bases sociales du régime. ■

***Raymond Huard** est historien.

Il est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Montpellier.

Le grand capital, de l'entre-deux-guerres à l'occupation

De 1922 à 1944, le noyau dirigeant du capital financier opta pour une formule fasciste de gestion directe du pouvoir. Son plan connut un début d'exécution à l'ère Daladier-Reynaud (avril 1938-juin 1940), où la liquidation de fait des institutions parlementaires aligna la France sur le modèle préhitlérien allemand (mai 1930-janvier 1933). L'objectif fut pleinement atteint de l'été 1940 à l'été 1944 où, sous la protection de l'occupant allemand et l'apparente houlette de Pétain, Darlan et Laval, le capital financier assura directement le gouvernement de la France.

PAR ANNIE LACROIX-RIZ*

LE PLAN D'ASSASSINAT DE LA RÉPUBLIQUE PAR LE NOYAU DIRIGEANT DU CAPITAL FINANCIER

La solution fasciste est couramment décrite comme « contre-révolution préventive » contre un péril rouge qui aurait épouvanté les classes dirigeantes, notamment en Italie et en Allemagne (Pierre Milza, *Les Fascismes*, 1991.) De fait, après leurs rudes émotions de 1917-1919 (1920 au plus tard), celles-ci perçurent *partout*, France incluse, que la révolution n'aurait hors de Russie aucune chance à court ou moyen terme. Si haïe et « assiégée », de sa naissance à sa mort, qu'eût été la « forteresse » soviétique, ce n'est pas le péril révolu-

tionnaire qui incita le noyau dirigeant du capital financier à abattre des structures politiques qu'il contrôlait pourtant presque autant que l'économie. La Banque de France, club de la haute banque privée, exerçait en effet depuis sa naissance (1802) – cadeau de Bonaparte aux bailleurs de fonds de son coup d'État du 18 brumaire – un pouvoir dictatorial sur tous les gouvernements, monarchique, impérial ou républicain, par l'octroi ou le refus de ses « avances ». « Rois, parlements, presse, [...] armée, Église [...] meilleurs élèves des grandes écoles », etc., trancha un observateur de 1942 ou 1943, sont « depuis un demi-siècle complètement passés sous le contrôle du haut patronat. [L]es hommes politiques, les ministres, les

vénérables des loges et les secrétaires de syndicats, cela ne pèse pas lourd devant le Comité des forges et le Comité des houillères », qui, avec « les “deux cents familles” » [les deux cents plus gros actionnaires de la Banque de France], achètent « la moitié des hommes publics importants ». La longue liste des secteurs par eux contrôlés s’achevait sur le rejet, d’apparence provocatrice, du distinguo entre « démocraties » et États fascistes : « L’État d’aujourd’hui n’est rien devant les trusts. Ni l’État de Lebrun [président de la République depuis 1931], de Daladier, de Paul Reynaud [présidents du Conseil d’avril 1938 à juin 1940], ni l’État de Pétain ni de Laval ni ceux de Mussolini, de Hitler ou de Roosevelt. Derrière tous les rois, chefs d’État et ministres, il y a le haut patronat, dont le public ne connaît pas les chefs, qui n’aiment pas à se faire connaître » (rapport reproduit par les RG de la Sûreté nationale, août 1943).

Pourquoi donc ce « haut patronat français » décida-t-il, si peu après sa si fructueuse victoire de 1918, de balayer une république aussi bonne fille que l’était le nouveau régime pour son homologue allemand ? Seulement par haine des Soviétiques, auxquels il ne pardonnait pas de lui avoir « fermé l’accès des matières premières » de l’ancien empire : « l’or, le fer, le cuivre, le charbon, le pétrole, etc. », seule vraie « patrie [du...] haut patronat international » ? Malgré l’obsession antisoviétique des vrais décideurs français de l’entre-deux-guerres, « Moscou » n’explique pas seule le « plan d’action [...] pour la France » qu’ils conduisirent autour du noyau de « ce que l’on appel[ait] les “deux cents familles” ».

L’ORGANISATION D’UNE « SYNARCHIE »

Une douzaine de personnes s’organisèrent en 1922 en club politique, autoqualifié de « synarchie », pour liquider la république. Car, si obligeante que fût celle-ci, elle n’allait jamais assez vite en besogne, entravée par les moyens de défense des détenteurs de revenus non monopolistes, ouvriers, fonctionnaires, paysans, petite bourgeoisie capitaliste, partis ouvriers ou de « gauche », syndicats, parlement, dont les décisions, lentes et trop molles, faisaient perdre tant de temps et d’argent. Certes, les bailleurs de

fonds patronaux faisaient élire et guidaient de nombreux députés et la quasi-totalité des sénateurs. Mais l’obligation pour ces élus de se faire réélire ralentissait leur exécution de « l’assainissement financier », maître mot de la Banque de France, synonyme de verrouillage de tous les

revenus autres que ceux de la haute banque et de la grande industrie. Ce cénacle financier, grand prêteur à l’Italie, qu’il avait entraînée contre son gré dans la guerre récente, prônait pour ce gros débiteur une formule politique à poigne. Elle seule contraindrait le peuple italien à accepter les conditions impitoyables du remboursement dictées depuis la fin du conflit, solution que les créanciers internationaux, français inclus, firent triompher avec Mussolini fin octobre 1922. « Le haut patronat » français, comme tous ses pairs, britanniques et américains inclus, ne cessa d’exalter le modèle italien avant de trouver (en 1933) la formule politique, meilleure encore, adaptée au règlement de l’énorme « dette [extérieure] » allemande.

Quand la synarchie se fonda, elle était dominée (et le resta) par « la banque Worms, [...] grande organisatrice des gouvernements de Vichy », par le mystérieux « groupe de Nervo », employeur de Du Moulin de Labarthète (financier des ligues fascistes de l’entre-deux-guerres puis chef du cabinet civil de Pétain), par la Banque d’Indochine et par l’industrie lourde (avec Peyerimhoff, chef du Comité des houillères), et des obligés du Comité des forges dominé par François de Wendel et Schneider. Ces gens financèrent et guidèrent, premièrement *toutes* les ligues fascistes, liées à l’Action française, matrice du fascisme née de la lutte contre Dreyfus, puis deuxièmement la Cagoule dans laquelle, sans disparaître, elles se regroupèrent depuis le tournant de 1935. Leurs ligues essaïmaient depuis la victoire fugace, en avril 1924, du Cartel des gauches du radical Édouard Herriot, qui avait promis l’impôt sur le capital et la laïcité en Alsace-Moselle, mais capitula d’emblée devant le « mur d’argent ». Dans les années 1920, la synarchie, banque Worms en tête, reine de cette spécialité, conquiert et forgea le personnel indispensable au bon fonctionnement de sa future dictature : issu de l’École libre des sciences poli- ▶▶

« Les milieux financiers rêvaient d’un nouveau système de “synarchie”, c’est-à-dire de gouvernement de l’Europe selon les principes fascistes par une fraternité internationale de financiers et d’industriels. »

Anthony Drexel

► tiques, inspection des Finances en tête, sans préjudice du Conseil d'État, et des grandes écoles, Polytechnique au premier chef sans oublier l'École normale supérieure et l'École centrale, ce personnel fournissait déjà les cadres de l'État – et, du côté de l'inspection des Finances, ceux de la haute banque –, après un stage étatique plus ou moins bref. Ces hauts fonctionnaires civils issus d'un sérail dominé par « Sciences Po », et les généraux cléricaux et factieux, détestaient la république et « ne la serv[ai]ent qu'à contrecœur », déplora Marc Bloch dans son *Étrange Défaite* de 1940.

« **Le noyau économique dirigeant de la synarchie s'étoffa dans les années 1930. Il était surtout constitué de hauts lieutenants du grand capital, que "le public" ne connaîtrait (si peu) que comme ministres ou assimilés sous Vichy.** »

Anthony Drexel

Le noyau économique dirigeant de la synarchie s'étoffa dans les années 1930. Il était surtout constitué de hauts lieutenants du grand capital, que « le public » ne connaîtrait (si peu) que comme ministres ou assimilés sous Vichy : dans la petite cinquantaine de noms du « rapport sur la synarchie » d'Henri Chavin (un des prédécesseurs de René Bousquet au secrétariat général à la police) de juin 1941 figurent ces non-élus devenus gouvernants, presque tous liés à la banque Worms : tel son directeur général, l'inspecteur des Finances Jacques Barnaud, mais aussi Pierre Pucheu (ancien normalien devenu « directeur des services d'exportation du Comptoir sidérurgique de France et administrateur des Établissements Japy »), François Lehideux (directeur général de la Société anonyme des usines Renault), Jean Bichelonne (X-Mines, « sorti major de Polytechnique », directeur général de « la Société métallurgique Senelle-Maubeuge »), le polytechnicien Jean Berthelot (ancien chef de l'exploitation du réseau ferré (Paris-Ouest), un des dirigeants de la SNCF, fief synarchiste, sous l'occupation), les inspecteurs

des Finances Jacques Guérard (porté en 1938 à la tête des assurances Worms, administrateur de Japy) et Paul Baudouin (directeur général puis président de la Banque d'Indochine), etc. ; et, seul à n'avoir pas « pantoufflé », l'inspecteur des Finances Yves Bouthillier, pilier de l'administration des Finances puis son ministre auprès de Reynaud puis de Pétain.

UN FORT RALLIEMENT DE « GAUCHE » À PÉTAÏN

La crise aiguïsa la « stratégie du choc » (Naomi Klein) contre les salaires et autres revenus pesant sur le niveau des profits. Elle aviva l'impatience de la synarchie à l'égard du régime, qui décidément l'importunait : ainsi quand, à l'été 1931, il fallut attendre quelques semaines que l'État, même avec le docile Flandin aux Finances, acceptât de prendre à sa charge (celle du contribuable) les coûteuses décisions de la Banque de France sur le règlement de la dette extérieure allemande. Elle l'obligea aussi à étendre son recrutement au-delà des grandes écoles, condition nécessaire pour séduire une partie des masses radicalisées. Elle puisa de notables soutiens dans la gauche anticommuniste, politique (SFIO et radicaux), syndicale (CGT de Jouhaux), franc-maçonne : c'est cet efficace travail de sappe qui explique un fort ralliement de « gauche » à Pétain ; mais il est si méconnu de ceux qui négligent les archives originales qu'ils opposent une gauche largement antisémite et « collabo » à une droite vichyste patriote et résistante (comme dans les thèses de Simon Epstein). De ce volet du recrutement témoignent deux personnages importants, tant avant-guerre (surtout pour le premier) que sous l'occupation : le socialiste Charles Spinasse, qui apporta au chef idéologique des synarques, Jean Coutrot, autre employé de la banque Worms, un sérieux coup de main dans l'investissement de l'appareil d'État, quand son ami Léon Blum en fit, en 1936-1937, son ministre de l'Économie nationale ; et le socialiste et syndicaliste CGT René Belin, lieutenant-successeur du secrétaire général Jouhaux, que son traitant depuis le début des années 1930, Jacques Barnaud, transforma en potiche ministérielle sous Vichy. L'effort aboutit même à la conquête d'un des dirigeants du PCF, Jacques Doriot, qui – espéraient ses mentors – pourrait (en apparence) diriger un parti de masse fasciste : en liaison avec les futurs occupants, fort intéressés à la chose, les synarques lui édifièrent

en juillet 1936 un parti, le Parti populaire français. Son bureau politique, originalité pour un parti censément né du terreau populaire de Saint-Denis, fut peuplé de synarques importants, dont Pierre Pucheu. Dès 1934, la synarchie choisit la formule qui offrirait une façade civile et militaire à son pouvoir direct : Laval-Pétain (alors ministres respectifs des Colonies et de la Guerre). Ce choix, définitif, résista à tous les aléas des six années menant la France à la débâcle et au putsch de juillet 1940.

VICHY : LES SYNARQUES MINISTRES OU L'EXERCICE DIRECT DU POUVOIR

Sous la protection du Reich vainqueur et pillard, Vichy, à un degré qu'on ne peut soupçonner sans consultation des fonds originaux, permit au capital financier d'exercer sans intermédiaire le pouvoir gouvernemental. En témoigne un commentaire du 7 janvier 1942 du diplomate américain Anthony Joseph Drexel Biddle sur le conseil des ministres de Pétain et Darlan (après Laval, juillet-décembre 1940 et avant Laval, avril 1942-août 1944), avis d'autant plus intéressant que cet ambassadeur auprès de divers pays occupés représentés à Londres appartenait aussi aux milieux financiers : « Nombre d'entre eux avaient de longue date des liens d'affaires importants et intimes avec les intérêts allemands et rêvaient encore d'un nouveau système de "synarchie", c'est-à-dire de gouvernement de l'Europe selon les principes fascistes par une fraternité internationale de financiers et d'industriels. Laval était depuis longtemps lié à ce groupe. Darlan, bien qu'il ne fût pas de leur monde, était assez intelligent pour se les associer. S'ils adoraient Laval, ils servaient Darlan, comme ils auraient servi quiconque jouait le jeu. » Au sommet de ce groupe « ne portant d'attention qu'à la défense de [leurs] intérêts » trônaient « de nombreuses grandes banques [...] : la Banque nationale pour le commerce et l'industrie (qui était *par excellence* le groupe de Laval), la Banque d'Indochine (dont Baudouin était le chef), la Banque de Paris et des Pays-Bas. Mais celle qui s'identifiait particulièrement au régime Darlan était la banque Worms et Cie », comme le montrait « un bref examen du conseil des ministres et des secrétaires d'État ».

« Sous la protection du Reich vainqueur et pillard, Vichy, à un degré qu'on ne peut soupçonner sans consultation des fonds originaux, permit au capital financier d'exercer sans intermédiaire le pouvoir gouvernemental. »

Des membres de « la clique Worms », Biddle n'exclut que quatre « hommes de Pétain » (en se trompant, ceux-ci étant de longue date liés à la synarchie, tel Joseph Barthélemy, ministre de la Justice, chef cagoulard, qui avait requis de lâcher l'alliée, tchécoslovaque dans un article du 12 juin 1938 dans *Le Temps*, organe du Comité des forges) : « Pierre Pucheu (Intérieur) et Yves Bouthillier (Finances) étaient des membres de la clique Worms. Le général Bergeret (secrétaire d'État à l'Aviation) était classé par les uns dans l'entourage personnel de Pétain, par les autres dans le groupe Worms. Lui excepté, les secrétaires d'État étaient à un homme près associés à la même clique. » Au « groupe Worms » appartenaient aussi « un grand nombre de fonctionnaires subalternes (surtout les secrétaires généraux) », parmi lesquels Bichelonne : secrétaire général puis, d'avril 1942 à août 1944, ministre de la Production industrielle, il dirigeait aussi le Travail, dont Hubert Lagardelle

fut le titulaire officiel entre le départ de la potiche précédente, René Belin, en avril 1942, et le sien, en novembre 1943.

« Pratiquement tout ministère ou secrétariat touchant les affaires économiques était aux mains d'un homme ou d'un autre de la clique Worms » (d'après un des trois rapports – janvier, mars 1942, novembre 1943 – sur la banque Worms cités par William Langer dans *Our Vichy Gamble*, Amden, Archon Books, 1965, p. 168-169).

Malgré des retraits liés, depuis 1942, aux mutations du rapport de forces militaire et de politique générale mais aussi à la certitude de la défaite allemande, cette maîtrise fut maintenue jusqu'au bout. Elle fut symbolisée par Bichelonne, personnage emblématique de la baisse de 50 % du salaire réel des ouvriers et employés sous l'occupation, et au moins autant par Jacques Guérard. Resté inconnu du public, cet « homme de sang » fut, comme secrétaire général de Laval de son retour à la Libération de Paris, le maître du gouvernement français et le principal interlocuteur de l'occupant. ■

*Annie Lacroix-Riz est historienne.

Elle est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris 7.

Les inégalités de revenu et de place : le fruit du mérite ?

Réfléchir sur l'organisation sociale du travail, l'éventail et les racines des inégalités, devrait faire partie de la formation de tout citoyen.

PAR MARIE DURU-BELLAT*

Aujourd'hui, les inégalités de conditions de vie et de revenus sont connues : même si les revenus les plus élevés sont souvent sous-estimés, la presse *people* met largement en scène les extravagances qu'ils autorisent... Pourtant, ces inégalités, qui choquent volontiers, suscitent peu de réactions : si on manifeste spontanément et parfois violemment contre ce qui apparaît comme des discriminations, rien de tel n'apparaît contre les grandes fortunes. Serait-ce parce qu'elles semblent se situer dans un tout autre monde ? Ou bien parce que nous acceptons l'idée que dans notre société tout le monde a théoriquement sa « chance », dès lors que nous sommes tous égaux et que ces inégalités reflé-

lent des talents et des efforts des personnes, en un mot de leur mérite.

LA MÉRITOCRATIE, IDÉOLOGIE POUR JUSTIFIER LES INÉGALITÉS

Dans une société où, à la fois, les individus sont égaux et les positions inégales, la méritocratie est une idéologie très pratique pour justifier les inégalités. Mais pour qu'elle soit crédible, il faut que l'égalité des chances paraisse prévaloir, c'est-à-dire que les personnes aient le sentiment de pouvoir déployer sans entrave leurs talents et leurs efforts sans être stoppés par des caractéristiques sans rapport avec leurs mérites personnels (leur milieu d'origine, leurs caractéristiques physiques...). Les comparaisons internationales le montrent : c'est dans les pays où l'on pense vivre dans une société récompensant le mérite que les inégalités sont le moins souvent perçues comme excessives ; c'est en particulier le cas aux États-Unis, où l'on adhère fortement à l'idée que le mérite est récompensé et où l'on tolère le mieux des inégalités objectivement très importantes (Voir F. Dubet, M. Duru-Bellat et A. Vétout, *Les Sociétés et leur école*, Le Seuil, 2010). Dans notre pays, un plus grand scepticisme règne, notamment en ce qui concerne le fonctionnement de l'école (une critique systématique de la méritocratie scolaire est développée dans notre ouvrage *Le Mérite contre la justice*, Presses de Sciences Po, 2009). Alors qu'elle est théoriquement chargée de détecter et de sanctionner les mérites de chacun par des diplômes ensuite reconnus sur le marché du travail, sans qu'interfère le milieu social des élèves, de fortes et persistantes inégalités sociales s'y manifestent. Elles sont très précoces (dès l'apprentissage de la lecture) et se concentrent avec tellement de netteté dans certains groupes sociaux qu'il est impossible qu'elles puissent relever du jeu du mérite. Elles résultent d'abord des inégalités globales qui existent entre les familles : seuls cer-

« La méritocratie est le principe selon lequel les inégalités sont acceptables, voire justes, dès lors qu'elles écoulent des talents et des efforts des personnes, en un mot de leur mérite. »

teraient simplement des différences de compétences ou d'efforts ? Ces différentes pistes ont sans doute chacune leur part de vérité, mais arrêtons-nous sur la dernière, cruciale dans une société comme la nôtre : alors que nous avons rejeté l'aristocratie, c'est la méritocratie qui a pris le relais, à savoir le principe selon lequel les inégalités (de revenus, d'emploi, d'accès aux places les plus enviables de la société...) sont acceptables, voire justes, dès lors qu'elles décou-

tains enfants trouvent dans leurs berceaux les atouts leur permettant ensuite de dérouler des carrières scolaires qui, alors, n'exprimeront pas leur seul mérite.

L'ÉCOLE ELLE-MÊME N'EST PAS NEUTRE

Alors qu'elle est censée être garante d'une juste compétition, les recherches montrent que le maître, la classe ou l'école fréquentés pèsent parfois d'un poids aussi lourd que les caractéristiques personnelles de l'élève dans sa réussite. Alors que de toute évidence, on ne mérite en rien d'avoir un maître efficace ou de subir un maître qui l'est moins. De plus, les élèves ont accès à des ressources scolaires inégales selon leur milieu social : dans les zones les plus défavorisées, les enseignants sont moins expérimentés, les programmes moins couverts, le climat des établissements moins propice aux apprentissages.

« La lutte contre les inégalités réelles de tous ordres est primordiale, mais elle gagnerait à s'appuyer sur un travail de fond sur leur impossible justification. »

Dotés inégalement de diplômes, les jeunes se classent ensuite sur le marché de l'emploi, avec des places et des salaires d'autant plus avantageux qu'ils sont diplômés. Mais est-ce vraiment juste ? Le diplôme constitue-t-il une bonne mesure de l'utilité sociale des personnes, justifiant tout et pour toute la vie ? L'idéologie méritocratique est trompeuse en ce qu'elle suggère que chacun serait seul responsable de sa trajectoire. Or, qui pourrait soutenir qu'il mérite strictement tout ce qui lui arrive, et notamment sa position sociale ? Non seulement le hasard et la conjoncture économique ont un rôle mais, dans le monde du travail, l'exploitation que je peux faire de mon mérite est dépendante des moyens sociaux dont je dispose. Il est donc fort discutable

de poser que les individus, parce qu'ils ont à tel ou tel moment manifesté des efforts ou des talents, sont ensuite les propriétaires exclusifs des fruits qu'ils en retirent. Aucun individu, si talentueux soit-il, ne pourrait s'enrichir tout seul sans les autres, sans tout un ensemble de dispositifs de nature sociale, depuis le fonctionnement de l'école jusqu'à celui des entreprises, et notamment le travail des autres.

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Les pistes pour tenter de réduire les inégalités sont multiformes, d'un point de vue institutionnel et politique, mais elles passent en premier lieu par la démonstration du caractère injustifiable de ces inégalités. L'école peut amender son fonctionnement pour aider les enfants à percevoir les limites de la méritocratie elle-même. Alors que la logique du mérite et du classement y est hypertrophiée, les enfants acquièrent petit à petit la conviction que, pour réussir, il faut se montrer meilleur que les autres et qu'il est ensuite justifié que le rôle du diplôme soit aussi écrasant. L'école pourrait, en promouvant le travail en groupes hétérogènes, montrer que les élèves du bas du classement ne sont pas moins porteurs de qualités que les autres, et révélerait le caractère partiel et souvent arbitraire des classements scolaires. Les élèves réaliseraient ainsi qu'il est injuste que certains camarades soient définitivement disqualifiés sur cette base. Les contenus de formation pourraient aussi participer de cette relativisation des inégalités : réfléchir sur l'organisation sociale du travail, l'éventail et les racines des inégalités, devrait faire partie de la formation de tout citoyen. Toute mobilisation des personnes exige un ressort intellectuel qui passe par une information sur ces thèmes, pour influencer les schémas interprétatifs dont elles peuvent faire usage et qui à leur tour affectent les opinions politiques. Ainsi, le soutien aux politiques de redistribution est bien plus fort quand on estime que la pauvreté relève des hasards de la naissance que quand on l'explique par le mérite. La lutte contre les inégalités réelles de tous ordres n'en est pas moins primordiale, mais elle gagnerait à s'appuyer sur un travail de fond sur leur impossible justification. ■

*Marie Duru-Bellat est sociologue. Elle est professeure émérite de sociologie à Sciences Po.

La mobilisation feutrée des classes dominantes dans les pays riches

Il est courant aujourd'hui pour discréditer un discours de l'assimiler à une « théorie du complot ». Pourtant, s'il n'existe certainement pas un tel « complot » mondial tirant toutes les ficelles, cela ne signifie pas l'inexistence pour autant de lieux bien tangibles permettant aux membres des classes dominantes de se coordonner pour préserver, voire renforcer, un ordre du monde favorable à leurs intérêts.

PAR MONIQUE PINÇON-CHARLOT ET MICHEL PINÇON*

Ainsi, information peu relayée par les journalistes dans la profusion de sujets qui lui ont été consacrés : Emmanuel Macron a été l'invité du groupe Bilderberg en 2014 entre son départ du secrétariat général de l'Élysée et sa nomination comme ministre de l'Économie. Or le groupe Bilderberg est une instance informelle de coordination des intérêts de l'oligarchie qui a bien compris, après la Seconde Guerre mondiale, que la lutte contre le communisme se mènerait beaucoup mieux dans le secret et l'opacité d'institutions non contrôlées par les peuples.

BILDERBERG ET LA TRILATÉRALE

La conférence annuelle de Bilderberg fut en effet créée en 1954 pour resserrer les liens entre les États-Unis et l'Europe, dans le but explicite de coordonner la lutte contre un certain anti-américanisme, particulièrement vivace dans les milieux intellectuels, en cette période de guerre froide qui opposait les pays capitalistes occidentaux à ceux, communistes, de l'Europe de l'Est et de la Chine.

Guy Mollet, secrétaire général de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et futur président du Conseil, collabora à la mise en place de cette instance informelle aux côtés du prince Bernhard des Pays-Bas et de David Rockefeller, grande figure de proue du capitalisme américain. Bilderberg réunit chaque année les personnalités les plus influentes de tous les secteurs de l'activité économique et politique. La Trilatérale, une fondation de droit néerlandais, est ensuite créée en 1973 par le même David Rockefeller pour que les élites des États-

Unis, de l'Europe de l'Ouest et du Japon puissent se concerter dans l'orientation néolibérale du monde capitaliste. La section française de la Trilatérale fut, elle, créée par Paul Delouvrier, un haut fonctionnaire qui œuvra au commissariat au Plan dans l'équipe de Jean Monnet, dont le chef de cabinet Georges Berthoin créera la section européenne de la Trilatérale qu'il présidera pendant près de vingt ans. Jean Monnet était un proche d'André Meyer de la banque Lazard, lui-même intime de David Rockefeller. La construction européenne est marquée du sceau de sa proximité avec la Trilatérale. En novembre 2011, Lucas Papademos et Mario Monti, qui ont pris à six jours d'intervalle le pouvoir en Grèce et en Italie, étaient tous deux membres de la Trilatérale. Mario Monti en était même à l'époque le président de la section européenne. Seuls les liens avec la banque américaine Goldman Sachs avaient

été mentionnés, celle-ci étant d'ailleurs présente comme beaucoup d'autres groupes financiers dans la Trilatérale. Le sommet de la pyramide du pouvoir financier et économique constitue bel et bien une grande famille.

Toutes ces institutions, mises en place sous l'égide des États-Unis, ne se sont non seulement pas construites dans un processus démocratique mais elles ont même pour objectif explicite l'évidement de la démocratie. Elisabeth Guigou, ancienne ministre socialiste aux Affaires européennes, a déclaré, lors d'une session sur l'Europe dans une réunion de la Trilatérale en novembre 2008, qu'il fallait « sauver l'Europe de la tyrannie des référendums ». Ce qui a été confirmé par Jean-Claude Juncker en juillet 2015

« C'est bien la synthèse des intérêts d'une oligarchie qui est à l'ordre du jour avec la dégradation des services publics au bénéfice des investissements privés. »

après le succès du référendum organisé par le Premier ministre grec, Alexis Tsipras : « Il ne peut y avoir de choix démocratiques face aux traités », a-t-il fermement affirmé.

FMI, ONU, OMC, COMMISSION EUROPÉENNE...

Le fonctionnement actuel de la classe dominante, dans les pays développés, a sa traduction dans les institutions mondialisées imposées aux peuples depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sous l'hégémonie des États-Unis. Dès la Libération, au cours de la conférence de Bretton-Woods, sont créés la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) qui ont tous deux leur siège à Washington. L'oligarchie transnationale intégrée, sous domination américaine, a créé d'autres institutions qui ne sont jamais passées devant les urnes de la démocratie, comme l'Organisation des nations unies (ONU) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) basées à Genève en Suisse. C'est dans un autre paradis fiscal, le Luxembourg, que d'importantes institutions européennes sont, quant à elles, installées. Cela n'est en rien dû au hasard. Pour mettre en place l'Europe néolibérale et son projet de neutralisation des États nations, le signal a donc été lancé par l'installation des institutions de cette gouvernance antidémocratique dans les paradis fiscaux, bancaires et judiciaires. C'est la construction de l'avenir d'une humanité soumise à l'opacité totale des décisions prises hors sol dans des conciliabules secrets entre les puissants de toutes sortes. La démocratie est ainsi laminée par des normes, des traités, des directives, des règlements ou des arrêtés dans une logique normative conçue pour sidérer et soumettre les peuples à un pouvoir technocratique sans contrôle.

LES SOCIALISTES FRANÇAIS DANS LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE

Jacques Delors, délégué national du Parti socialiste pour les relations économiques internationales (1976-1981), a été nommé président de la Commission européenne (1985-1994) après avoir été ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement de Pierre Mauroy de 1981 à 1985, sous la présidence de François Mitterrand.

Son directeur de cabinet était alors Pascal Lamy, inspecteur général des finances après son passage à HEC, Sciences Po et l'ENA. Ils ont élaboré ensemble la directive de 1988 sur la libéralisation des mouvements de capitaux à l'intérieur de l'Europe. De 2005 à 2013, Pascal Lamy, pour qui « l'ouverture des marchés et la réduction des obstacles au commerce ont été, restent et resteront essentielles », fut président de l'OMC. La fonction de directeur général du FMI fut occupée pendant treize ans (1987-2000) par Michel Camdessus, haut fonctionnaire proche du Parti socialiste. Dominique Strauss-Kahn a dû écourter sa fonction de directeur général du FMI en 2011 à cause d'un procès retentissant.

L'oligarchie libérale est ainsi faite que, depuis le tournant de 1983 au cours duquel les élites du Parti socialiste ont assumé leur « modernité », c'est-à-dire leur adhésion au libéralisme, elle peut défendre ses intérêts en faisant jouer l'alternance entre la droite et la gauche. Aujourd'hui Emmanuel Macron, jeune banquier de chez Rothschild puis ministre sous François Hollande, s'est fait élire président de la République en niant ce clivage politique et en constituant un gouvernement avec un Premier ministre

« Le sommet de la pyramide du pouvoir financier et économique constitue bel et bien une grande famille. »

de la droite conservatrice et des ministres socialistes et du centre. Cette tambouille oligarchique dévoile avec cynisme que, désormais, c'est bien la synthèse des intérêts d'une oligarchie qui est à l'ordre du jour avec la dégradation des services publics au bénéfice des investissements privés. Le rôle des députés sera réduit et les premières ordonnances présidentielles seront mises en œuvre pour le démantèlement du code du travail, des droits sociaux, afin d'aggraver l'exploitation des travailleurs et de satisfaire la gourmandise insatiable des actionnaires. Une régression sociale qui n'est rien d'autre que la réalisation de l'agenda d'une oligarchie aux intérêts aujourd'hui mondialisés. Il ne s'agit pas pour autant de céder aux sirènes des « théories du complot » qui incitent surtout à la paranoïa et au repli sur soi, mais au contraire d'agir collectivement sur le plan politique, afin de faire primer la force du nombre sur celle du capital. ■

***Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon**
sont sociologues. Ils sont directeurs de recherche honoraires au CNRS.

Les nouvelles classes dirigeantes au Brésil

Si l'arrivée du Parti des travailleurs au pouvoir en 2003 a forcé certains changements dans le bloc de domination de l'élite, le revenu des populations les plus riches n'a cessé d'augmenter et la corruption a gagné les classes dirigeantes qui sont – ou seront bientôt – l'objet d'une enquête et poursuivis en justice.

PAR **HERVÉ THÉRY***

Comme bien d'autres pays d'Amérique latine et plus généralement du Sud, le Brésil a évolué dans les cinquante dernières années d'un modèle à deux classes (élites/masse) vers un autre bien plus complexe. Jadis – jusqu'aux années 1930-1940 – se distinguaient nettement deux groupes : une mince frange riche, éduquée, confortablement logée et vêtue, oisive ou dirigeante, et une vaste masse pauvre, analphabète, vouée aux durs travaux

« **Le Brésil a une classe dirigeante revêche, aigrie, médiocre et gourmande, qui ne laisse pas le pays aller de l'avant.** »

Darcy Ribeiro

manuels. Les uns étaient propriétaires fonciers, commerçants, membres des professions libérales et fonctionnaires, les autres paysans et artisans. Entre eux, peu ou pas de classes moyennes, sauf dans les villes, encore petites.

L'industrialisation, l'urbanisation, le développement de la société de production et de consommation de masse ont profondément changé ce modèle, fragmentant les anciennes catégories et en faisant apparaître de nouvelles. L'ancienne classe dirigeante traditionnelle subsiste, dans l'intérieur du pays, où ces notables continuent de dominer d'énormes étendues de terre et la vie politique locale, mais ils s'appauvrissent, sauf s'ils ont su se reconvertir ou faire alliance avec les nouveaux riches des villes.

La nouvelle classe supérieure est donc composée

d'anciens riches qui ont su s'adapter, et de nouveaux riches, surgis des rangs des classes moyennes ou même – parfois – du prolétariat. Nouveaux riches qui étalent leur luxe avec une ostentation que l'Europe ne connaît plus, et alimentent un très prospère marché des biens de luxe, de l'immobilier aux articles importés par les grandes marques étrangères (voitures de sport, vêtements, parfums, etc.).

COMBIEN ET OÙ SONT-ILS ?

Grâce à la thèse d'Alexandre Gori Maia, on dispose désormais d'une classification précise des catégories socioprofessionnelles et de leurs niveaux de revenus. Parmi les classes dirigeantes, il distingue les employeurs (grands et petits), qui représentent un peu moins de 5 % des personnes actives (8,5 millions de personnes sur un peu plus de 200 millions d'habitants) et se partagent 13,4 % des revenus (à en croire leurs déclarations au recensement), les cadres et professions libérales, autonomes ou salariés (45 millions de personnes, 25 % du total et 40 % des revenus).

CATÉGORIES	PERSONNES	%	REVENU PAR TÊTE EN REAIS	% DU REVENU TOTAL
EMPLOYEURS				
Employeurs >10 emplois	1 000 267	0,5	2 343	3,3
Employeurs <10 emplois	7 645 187	4,2	941	10,1
Total	8 645 454	4,7	1 103	13,4
CADRES ET PROFESSIONS LIBÉRALES				
Professionnels autonomes	8 359 910	4,6	638	7,5
Professionnels salariés	37 296 536	20,5	632	33
Total	45 656 446	25,1	633	40,5

Source : Alexandre Gori Maia 2006

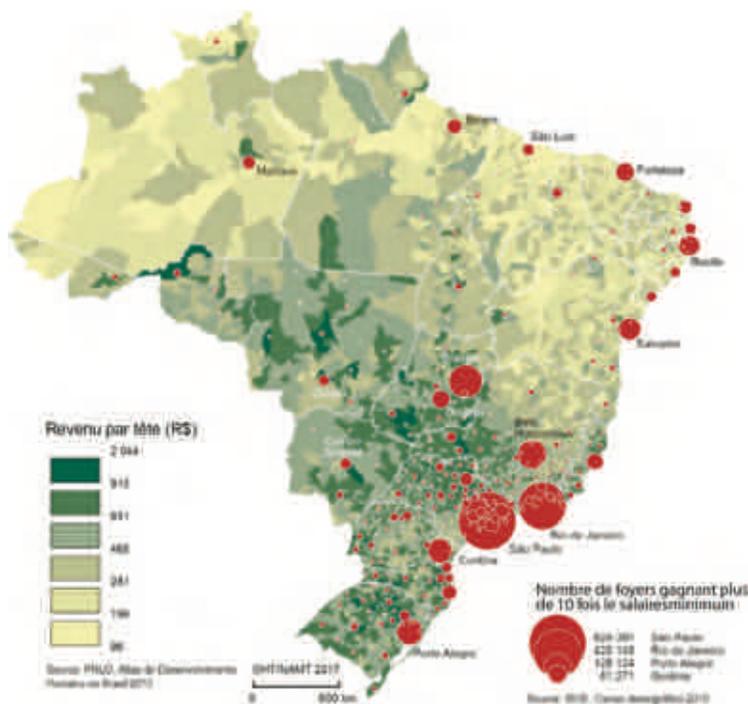
Il faut évidemment y inclure les strates supérieures de la bureaucratie d'État, comme le souligne Luiz Carlos Bresser-Pereira dans son article « Bureaucratie publique et classes dirigeantes au Brésil » publié en 2007. La stratégie nationale de développement inaugurée par Getúlio Vargas (au pouvoir de 1930 à 1945) a été reprise par la dictature militaire de 1964 à 1985 et tout au long de cette période, la bureaucratie publique et la bourgeoisie industrielle ont joué un grand rôle. Avec le retour de la démocratie, elles ont repris la politique économique nationaliste, mais la crise de la dette extérieure a provoqué la rupture de cette alliance. Et plus encore, à partir du début des années 1990, la conversion des tenants de l'industrie au néolibéralisme. L'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs (PT) en 2003 avait alors laissé espérer qu'une nouvelle alliance entre ces classes puisse devenir encore une fois possible, afin que le pays se redresse économiquement et réduise ses inégalités, sociales (entre

riches et pauvres) et régionales (entre régions riches du Sud-est et du Centre-Ouest et régions pauvres d'Amazonie et du Nordeste, entre villes et campagnes).

LES GOUVERNEMENTS LULA ET DILMA ROUSSEFF ONT-ILS CHANGÉ LA DONNE ?

Les quatorze ans de pouvoir des deux présidents issus du PT (2003-2016) ont donc provoqué de profonds changements. Comme l'explique Claudio Reis, du Parti communiste brésilien (PCB) de Foz do Iguaçu, « jusqu'au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (1996-2002) avait été respectée la domination de la classe traditionnelle associant les anciens et nouveaux pouvoirs, les nouvelles formes d'accumulation et d'exploitation (comme le secteur financier) et les anciens pouvoirs politiques basés sur des formes archaïques de contrôle de la terre et de la politique locale. [...] Avec l'arrivée du PT au pouvoir, la situation a subi quelques change- ▶▶

INÉGALITÉS DU REVENU ET CONCENTRATIONS DES FOYERS AISÉS



La figure apporte trois informations différentes grâce au recours à trois types de représentation cartographique : l'anamorphose déforme le fond de carte des microrégions en donnant à chacune la taille qu'elle « mérite » en fonction de son nombre de foyers dont les revenus sont supérieurs à dix fois le salaire minimum. La couleur affectée à ce fond ainsi déformé correspond à la proportion de ces foyers dans le total de ceux de la microrégion, la nuance de vert étant d'autant plus forte que cette proportion est élevée. Et finalement le « camembert » centré sur chaque microrégion indique la part des tranches de revenus visés, de 10 à 15 salaires minimums, de 15 à 20 salaires minimums et plus de trente fois le salaire minimum. Il souligne la concentration des familles aisées dans les grandes villes, en particulier à Rio de Janeiro et à São Paulo en nombre absolu, et en proportion à Brasília, où le district fédéral est de taille limitée et n'inclut pas les périphéries pauvres qui marquent les autres grandes métropoles.

► ments. Ce fut la première fois dans l'histoire du Brésil qu'un parti politique clairement lié au mouvement ouvrier atteignait la présidence du pays et [...] le PT a forcé certains changements dans le bloc de domination de l'élite ».

Des politiques sociales vigoureuses ont alors été entreprises et Francisco Castro montre que « de 2003 à 2008 il y a eu une amélioration considérable [de la condition des classes laborieuses] et beaucoup d'ascension sociale ». Toutefois, même si la situation des plus pauvres s'est améliorée (le revenu des 10 % les plus pauvres a augmenté de 58,8 %), « le nombre de personnes appartenant aux classes A et B (revenus mensuels du ménage supérieurs à 4 807 reais en valeurs 2008 – soit environ 1 500 euros) a augmenté de six millions. Cette dernière année, le nombre de personnes appartenant à ces deux classes s'est élevé à 19,4 millions [...] et le revenu par habitant des 10 % les plus riches a augmenté de 21,11 % ».

De surcroît, l'évolution politique au fil des années a permis aux classes dominantes de reprendre leur ascendant, et Claudio Reis poursuit ainsi son analyse : « La position politique de centre-gauche qui a caractérisé le début du gouvernement Lula s'est peu à peu défaite. Au nom de la "gouvernabilité", le PT a non seulement expulsé ses membres les plus à gauche [...] mais ses anciens ennemis politiques, tels que l'ancien président Fernando Collor de Melo, ont aussi commencé à se rapprocher du gouvernement. Les alliés d'hier sont devenus des adversaires, et vice-versa. »

Au total, « historiquement plus avancés que le banditisme des grands propriétaires fonciers [...], le PT et une partie de l'opposition défendent les mêmes positions : une nouvelle forme de domination de classe, beaucoup plus appuyée sur le consensus actif que sur la violence [...]. Apparemment, le gouvernement Lula a occupé un espace jusque-là libre dans la politique nationale, entre le conservatisme traditionnel et les forces de gauche plus radicale ».

LES CLASSES DIRIGEANTES MENACÉES ?

Plus que ces recompositions, ce qui a monopolisé l'attention des observateurs depuis plusieurs

années a été le scandale dit *Lava-Jato* (« lavage express »), qui a mis au jour une tentaculaire corruption centrée sur le pillage de la compagnie pétrolière nationale Petrobras. Celui-ci a atteint non seulement le PT, mais aussi la plus grande partie de la classe politique, y compris après la destitution de Dilma Rousseff.

Ses proportions sont telles que Luiz Flávio Gomes peut affirmer : « Jamais dans leur histoire les classes dirigeantes (les propriétaires du pouvoir économique, financier et politique et donc les propriétaires de l'État) n'ont été pris au piège comme maintenant. Leurs pires éléments (parasites, corrompus et kleptocrates) ont dépassé toutes les limites imaginables de "l'art de voler l'argent du peuple". » Mais la nouveauté est que « tous les grands scandales perpétrés par les classes dirigeantes sont contre toute attente – ou seront bientôt – l'objet d'une enquête et poursuivis en justice ». Peut-on espérer voir changer, sous la pression de l'opinion publique, qui soutient fermement l'action de la justice, la phrase de Darcy Ribeiro, « Le Brésil a une classe dirigeante revêche, aigrie, médiocre et gourmande, qui ne laisse pas le pays aller de l'avant. » Le pape avait lancé un appel durant son voyage apostolique au Brésil, lors de sa

« rencontre avec la classe dirigeante du Brésil », le 27 juillet 2013. Il avait alors diplomatiquement commencé en déclarant : « Je remercie Dieu de cette occasion de rencontrer une si respectable représentation des dirigeants politiques et diplomatiques, culturels et religieux, universitaires et des affaires de cet immense Brésil. » Mais il avait ensuite lancé quelques piques, que ce public n'a pas l'habitude d'entendre : « Le deuxième élément que je voulais souligner est la responsabilité sociale. Que personne ne soit privé du nécessaire, et qu'à tous soient assurées la dignité, la fraternité et la solidarité. Les appels à la justice se font encore entendre aujourd'hui. » Peut-être – *Se Deus quiser* (si Dieu le veut, comme on dit si fréquemment au Brésil) – entendra-t-elle ces appels. ■

« Le PT et une partie de l'opposition défendent les mêmes positions : une nouvelle forme de domination de classe, beaucoup plus appuyée sur le consensus actif que sur la violence. »

Claudio Reis

*Hervé Théry est géographe. Il est directeur de recherche honoraire au CNRS.

Les *think tanks* : fabrication d'idéologie dominante

Le possédant a besoin du politique pour survivre, se prolonger, se reproduire. À cet effet, il lui faut construire, au-delà des partis, des lieux de rencontre où gens d'argent, d'industrie, de paroles (média, juristes, culture, universités) s'entendent, se repèrent, se fréquentent, se choisissent.

PAR GÉRARD STREIFF*

Quand la classe dominante fait de la politique, cela donne *Le guépard* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa. Où l'on voit une élite dirigeante, prise dans une tourmente révolutionnaire, qui décide de « s'en mêler » selon ce précepte parfait (pour elle) : « Pour que tout reste comme avant, il faut que tout change. » Passent les régimes, les présidents et les gouvernements, passent les de Gaulle-Pompidou-Giscard-Mitterrand-Chirac-Sarkozy-Hollande, et Auteuil-Neuilly-Passy reste imperterritiblement Auteuil-Neuilly-Passy.

LA GRANDE BOURGEOISIE TRAVAILLE À PRÉSERVER SA DOMINATION POLITIQUE

Tout change pour que rien ne change, c'est un exercice qui n'a rien d'évident et qui demande de la part de la grande bourgeoisie un fort investissement politique. Elle doit travailler en permanence à préserver sa domination politique. La classe dominante, largement définie par ailleurs dans ce dossier, fait en effet beaucoup de politique. Lapolissade, dira-t-on. Peut-être mais creusons tout de même un peu le sujet.

Il y a certes l'engagement direct des membres de cette classe dans la vie politique, à droite traditionnellement, à gauche également. Outre les élus, il y a la présence de ses rejetons dans tous les lieux de pouvoir, politique (experts auprès du gouvernement, des assemblées, des ministères, des régions, des cabinets divers) ; économique (le MEDEF est une formidable machine politique à sa manière, les chambres de commerce aussi) ; médiatique : dix milliardaires, dit-on, tiennent en France l'essentiel des médias. Sans parler de l'université, du monde des arts, etc.

Donc elle assure une présence massive dans tous ces centres névralgiques pour pérenniser sa domination. Il existe une grande (et ancienne) proximité de cette classe avec toutes les déclinaisons

du pouvoir. Il y va de ses intérêts : le possédant ne peut se désintéresser de la chose politique, il laisse le mépris pour le fait public aux bavards ; lui, il sait que c'est là (aussi) que les choses se passent. Il a besoin du politique pour survivre, se prolonger, se reproduire. Et dans cet esprit, ses politiques sont formés, formatés ; on connaît les itinéraires types, HEC, Sciences Po, ENA, grands corps de l'État, inspection des Finances, Conseil d'État. Une sorte d'« élite » caricaturale sans doute mais hyper préparée, possédant un haut niveau de technicité politique.

Le creuset européen ici est essentiel. Il suffit de voir comment la classe dominante a su créer ses clones dans les ex-pays de l'Est où, en peu de temps, sont apparus des cadres performants. De Bucarest à Londres en passant Stockholm ou Rome, ils sont parfaitement interchangeables.

Il y a donc la gestion du patrimoine, si l'on peut dire. Mais il y a plus. La classe dominante est attentive à anticiper, à prévoir le cours des événements, autant que faire se peut, à piloter la bataille d'idées, à sélectionner ses meilleurs cadres. L'exercice est compliqué. D'abord parce que dans une démocratie à la française (on pourrait étendre ce cadre à l'Europe), si maltraitée soit-elle, il faut jouer des obstacles. Il ne suffit pas d'être possédant pour avoir le sens politique aigu. Être membre du CAC 40, de la direction d'un corps d'État ou de l'Académie française ne suffit pas pour déterminer une ligne politique appropriée. Il faut compren- ▶▶

« Les contradictions d'intérêts entre secteurs (la banque n'est pas le bâtiment), entre clans concurrents, entre traditions différentes sont réelles, fortes. »

► dre la machinerie et savoir convaincre. Et puis, au sein même de la classe dominante, les forces centrifuges sont réelles, nombreuses, cette classe est tiraillée de mille désirs diversifiés, les contradictions d'intérêts entre secteurs (la banque n'est pas le bâtiment, par exemple), entre clans concurrents, entre traditions différentes sont réelles, fortes.

DES LIEUX DISCRETS DE DISCUSSIONS ET DE CONSENSUS

Et puis cette classe a beau être dominante, elle ne maîtrise pas tout, tout le temps, partout ; elle n'est pas à l'abri de l'accident, de l'imprévu. Il lui faut donc des lieux de discussions, d'arrangement, de consensus, des endroits où gens d'argent, gens d'industrie, gens de paroles (média, juristes, culture, universités) s'entendent, se

repèrent, se fréquentent, se choisissent ; des lieux discrets (sans être secrets) et efficaces à la fois. De tels lieux ont toujours été nécessaires. Ce fut longtemps le rôle des partis, et ça le reste, mais cette fonction est souvent bousculée ; il y a les multiples lieux de « l'entre-soi » (voir les travaux des sociologues Pinçon-Charlot) ; des centres d'échanges

comme l'Assemblée nationale ou le Sénat. Et, ces temps-ci, il y a aussi le rôle d'un certain nombre de fondations, de clubs et autres laboratoires d'idées. Comme une sorte de privatisation de la sphère publique et de la politique. C'est le cas, par exemple, de la Fondation Concorde, de l'Institut Montaigne ou de l'IFRAP. (Sans parler, au niveau international, du club Bilderberg, sorte de Davos idéologique). Ce sont des structures vivaces aux larges revenus assurés par des groupes financiers.

Prenons le cas de l'Institut Montaigne. Fondé par Claude Bébéar, patron du mastodonte de l'assurance qu'est devenu AXA, l'institut a longtemps été dirigé par Henri de Castries ; le président actuel est Laurent Bigorgne (dont la compagnie est Véronique Bolhuis, à retenir pour la suite). Situé rue de La Boétie, dans le Paris BC-BG, c'est une sorte de groupe de pression de la

classe dominante, à la fois chercheuse de têtes (« de nouvelles voix », dit son site) et fournissant clés en main des argumentaires programmatiques libéraux très pointus, sur le contrat de travail, la retraite, le logement, les finances publiques, etc.

Un seul mot d'ordre : la « compétitivité ». L'institut est financé par la Caisse des dépôts, Solvay, le Crédit agricole, Lazard frères, LVMH, Moët Hennessy Louis Vuitton, Malakoff Médéric... Plus d'une centaine de donateurs. On y brasse beaucoup d'argent.

Il ne s'agit pas de verser dans une vision « complotiste » de l'histoire, si malheureusement fréquente sur les réseaux sociaux, où on imagine volontiers quelques zozos manipuler la masse. On note plus simplement que la classe dominante aime limiter le risque, prévoir et gérer tous les *scenarii*, intervenir en amont de la filière politique et surtout, comme ces chevaliers d'antan, adouber les siens. Autour de ces fondations gravitent plusieurs milliers d'individus, de droite (parfaits exemples : Christine Lagarde ou Nicolas Baverez), de gauche (profils types : Hubert Védrine ou Jacques Attali) – mais ces notions sont ici toutes relatives – dans une perpétuelle recherche de renouvellement, d'adaptation, de mise à jour, de reformulation des orientations libérales et atlantistes.

LA DERNIÈRE PRÉSIDENTIELLE, UN PARFAIT CAS D'ÉCOLE

La classe dominante partait à la bataille essentiellement avec deux candidats, François Fillon et Emmanuel Macron. Dans tous les cas de figure (ou presque), elle pensait être dans le camp des vainqueurs. Comment apparaissent alors ces deux candidats ? Fillon a déjà une longue carrière ; il a gagné les primaires à droite par une surenchère austéritaire et identitaire ; lui-même se préparait depuis quelques années et dans sa garde rapprochée figure en première ligne Henri de Castries. Ce personnage est sorti de la promotion Voltaire de l'ENA, aux côtés de Ségolène Royal, François Hollande, Michel Sapin, Jean-Pierre Jouyet, Dominique de Villepin. Patron du groupe assurantiel et financier AXA (qu'on imagine très intéressé par le chamboulement libéral du système de protection sociale), il est l'ancien président de l'Institut Montaigne. Fillon et lui se connaissent de longue date ; l'un était ministre des Télécommunications quand l'autre était à la tête de France-Télécom. Tous deux viennent

« La classe dominante aime limiter le risque, prévoir et gérer tous les *scenarii*, intervenir en amont de la filière politique. »

de la droite tendance catho. Le pedigree de De Castries est éloquent : « Né en 1954 dans une famille de la noblesse, le comte Henri de La Croix de Castries, qui a épousé l'une de ses cousines éloignées, compte dans son arbre généalogique une ribambelle d'aïeux remarquables : des militaires, des ministres, La Fayette, ou encore le marquis de Sade. Mais aussi le vicomte de Noailles, député qui vota en 1789 l'abolition des privilèges dans "un moment d'égarement", plaisante Henri de Castries » (Médiapart).

Donc, côté Fillon, c'était Montaigne et AXA. On sait le sort que connut ce personnage. Côté Emmanuel Macron, l'affaire est tout aussi intéressante. Une légende entretenue le présente comme un homme sorti de rien ou de pas grand-chose. Lui aussi a suivi le parcours type HEC, ENA, inspection des finances, banques, grands corps de l'État, etc. Il est vite adoué par des cadors du monde dirigeant, Attali et sa commis-

sion libéralo-libérale, Bébéar, d'AXA et de l'Institut Montaigne. Sa formation politique « En marche! », qui apparaît au printemps 2016, a son siège social chez Laurent Bigorgne et Véronique Bolhuis, directeur de l'Institut Montaigne (madame est directrice des admissions à Sciences Po : que le monde est petit). La presse (Médiapart, *L'Express*) soulève le lièvre. Dans les heures qui suivent, cette adresse initiale (au Kremlin-Bicêtre) disparaît mais on a compris la filiation, directe, et finalement parallèle à celle de François Fillon.

Dans les deux cas, on retrouve l'extrême attention de la classe dominante à maîtriser le discours (compétitivité, austérité, libre-échange) et à façonner, avec plus ou moins de bonheur parfois, le profil de ses cadres politiques. ■

*Gérard Streiff est responsable des rubriques Controverses et Sondage.

Peut-on transformer la mondialisation ?

Face au « hold-up » exercé par les plus riches (qui le sont toujours plus) sur les richesses nées du travail des peuples, il est urgent que les forces politiques d'émancipation humaine, sociale et écologique convergent, organisent des résistances sur tous les plans (international, régional, national, local) simultanément et développent toutes les formes de solidarité.

PAR LYDIA SAMARBAKSH*

Une semaine avant le premier tour des élections législatives de juin 2017, le rapport de l'Observatoire des inégalités venait confirmer les analyses de l'INSEE (2015) : dans notre pays, entre 2008 et 2011, le revenu après impôts des 10 % les plus riches a progressé de 3,2 %, tandis que celui des 10 % les plus pauvres diminuait de 4,8 %. La France connaît à son échelle la même dynamique d'accroissement des inégalités tant sur le plan de la production des richesses que de leur détention.

UN VÉRITABLE BANDITISME EN COL BLANC

Le rapport d'Oxfam International paru en 2016 dénonçait ce véritable banditisme en col blanc : « À l'échelle internationale, on estime que

7 600 milliards de dollars de capitaux privés sont détenus sur des comptes *offshore*, ce qui représente un douzième de la richesse mondiale. » Aux baisses de revenus des catégories moyennes et pauvres, il faut en effet ajouter le détournement des richesses nationales par ces grandes fortunes qui, par divers dispositifs (crédits d'impôts sur les sociétés, optimisations et évasions fiscales, licenciements boursiers...), privent les États, les services publics, de recettes indispensables à leurs missions, et par conséquent entraînent des coûts ou des exclusions pour les bas revenus ; des spoliations aggravées par les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs selon les directives des institutions monétaires et financières internationales. En France, des riches toujours plus riches et des ►►

► pauvres encore plus pauvres : une « inversion de tendance historique » (Observatoire des inégalités, 2017). Le magazine *Challenge* publiait, fin juin, pour la vingtième année consécutive, son classement des plus grandes fortunes de France mettant en évidence que la fortune des dix premiers de ce palmarès (parmi lesquels Bernard Arnault, Liliane Bettencourt, la famille « Hermès », Gérard Mulliez, Serge Dassault, François Pinault, Patrick Drahi ou Xavier Niel) avait, en un an, progressé de 35 % et leur patrimoine multiplié par 12, depuis 1996. En vingt et un ans, le PIB de la France aura en revanche progressé 3,5 moins vite que les actifs des « 500 familles ».

Ces fondateurs ou héritiers des « dynasties » qui « fournissent une partie des élites dans les affaires mais aussi dans la politique et les moyens d'information » (Monique et Michel Pinçon-Charlot, *Les Prédateurs du pouvoir, Main basse sur notre avenir, Textuel*) constituent une « nouvelle aristocratie », celle de « l'argent » – instrument de domination par excellence.

UNE GUERRE DE CLASSE, UN CAPITALISME FINANCIER MONDIALISÉ

Ce mouvement général n'est donc pas propre à la France mais bien l'expression d'un affrontement de classe de très haute intensité qui enclenche une historique régression de tendance depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette « guerre de classe » des plus riches se déroule simultanément à l'échelle nationale, régionale (avec la construction européenne ultralibérale pour ce qui nous concerne) et internationale.

Trois auteurs néomarxistes de la mondialisation capitaliste en proposent des analyses systémiques qui font désormais référence : le sartrien Fredric Jameson qui y voit le « dernier stade du capitalisme » ; le géographe David Harvey qui étudie les « formes contemporaines de l'accumulation » ; et le néogramscien Leslie Sklair qui se focalise sur la constitution d'une « classe capitaliste globale ». L'étude des chercheurs de l'École polytechnique de Zurich publiée en 2011 (citée par Jean-François Gayraud, *Le Nouveau Capitalisme criminel*, Odile Jacob, 2014) a révélé les arcanes d'un capitalisme financier mondialisé

« Le revenu après impôts des 10 % les plus riches a progressé de 3,2 % tandis que celui des 10 % les plus pauvres diminuait de 4,8 % . »

de plus en plus concentré entre les mains de quelques entités seulement à l'échelle internationale : « Les participations de 737 firmes dans les autres entreprises du réseau mondial leur permettent de contrôler 80 % de la valeur, mesu-

rée par le chiffre d'affaires, de la totalité du réseau. Surtout, 147 firmes contrôlent 40 % de cette valeur totale. Les trois quarts de ces 147 appartiennent au secteur financier : banques, assureurs, fonds d'investissement, etc. L'ampleur des participations leur permet de se contrôler mutuellement. »

Cet écheveau complexe qui pénètre tous les secteurs de l'économie s'appuie sur le contrôle des moyens de communication par ces mêmes aristocrates et mène une guerre idéolo-

gique sans merci, car tout est bon (de la séduction à l'autoritarisme) pour protéger et prolonger l'ordre existant. Tout est organisé pour les plus riches, par les plus riches. Le « rejet des oligarchies ou des élites » est devenu un élément courant du discours politique. La rhétorique populiste, sous toutes ses variantes, déploie tout un arsenal d'idées et de propos de « bon sens », c'est-à-dire profondément réactionnaires pour occulter la nature réelle de l'affrontement, empêcher le développement des prises de conscience politique. Aux États-Unis, cette stratégie a porté au pouvoir le milliardaire Trump rattrapant ainsi la Russie, l'Italie de Berlusconi...

Les Françaises et les Français n'auront eu d'autre choix, pour repousser l'élection d'une milliardaire d'extrême droite, que celle par défaut d'un milliardaire néo libéral ; l'avenue Bosquet (siège du MEDEF) en fut fort satisfaite.

La prise de conscience de la tension fondamentale qu'imposent le capitalisme et sa crise de système progresse ainsi qu'en témoignent les réactions des opinions publiques au rapport d'Oxfam International ou à l'affaire des *Panama Papers*, ou les mouvements populaires qui ont chassé Blaise Compaoré ou Ben Ali du pouvoir.

DE RÉSISTANCES EN DÉPASSEMENTS

Les convergences de luttes se développent de façon nouvelle ces dix dernières années, singulièrement depuis la crise financière de 2008, même si elles demandent à être encore renforcées et plus massives. Le mouvement citoyen pour des accords sur le réchauffement clima-

tique à la COP21 en est un exemple patent. Il peut en être de même avec la résolution que les parlementaires communistes Alain et Éric Bocquet ont fait adopter sur proposition du groupe Front de gauche le 2 février 2017 à l'Assemblée nationale pour l'organisation d'une « COP de la finance mondiale pour l'harmonisation et la justice fiscale ».

Tout comme pour la défense des droits sociaux et du travail qui sont dans le collimateur du grand patronat en France, en Europe, comme au plan international en contestant l'effectivité des conventions de l'Organisation internationale du travail ou en généralisant la casse des protections sociales. Il est urgent que les forces politiques d'émancipation humaine, sociale et écologique convergent, dans le respect mutuel, au plan national, européen et international pour renforcer les mouvements sociaux et citoyens qui cherchent des alternatives aux politiques régressives qui se généralisent : rendre majoritaire l'exigence de sécurité d'emploi et de formation contre la précarisation et la flexibilisation maxi-

« **Nul ne peut prétendre que la dictature du capitalisme international a été solidement et durablement installée sur la mondialisation.** »

Bertrand Badie

males. Tout processus de dépassement graduel du capitalisme, qui ne saurait être linéaire, sera sans doute à ce prix, celui des rassemblements d'idées et d'actions à vocation majoritaire.

Le mot de la fin qui, pour toute force de transformation sociale progresse, peut constituer un point de départ, reviendra ici à Bertrand Badie : « Tout se passe comme s'il y avait deux mondialisations. L'une qui accélère la conscience des acteurs [...]. L'autre qui met les peuples sous la tutelle des marchés. [...] Aucune de ces deux mondialisations ne l'a encore définitivement emporté sur l'autre. Contrairement à certains discours altermondialistes, nul ne peut prétendre que la dictature du capitalisme international a été solidement et durablement installée sur la mondialisation » (Bertrand Badie, *Nous ne sommes plus seuls au monde*, 2016). ■

*Lydia Samarbakhsh est membre du Comité exécutif national du PCF, chargée des Relations internationales.

L'internationale du pouvoir : une nouvelle classe dominante ?

Les enjeux de l'internationalisation sont indissociables de la reproduction des hiérarchies sociales dans les espaces nationaux. Les réseaux internationaux se superposent aux réseaux nationaux sans les remplacer.

PAR ANNE-CATHERINE WAGNER*

L'expansion internationale du capitalisme est loin d'être un phénomène nouveau : les grands capitaines d'industrie, les grandes familles de la haute finance ou du commerce ont développé de longue date leurs affaires à l'échelle mondiale. L'internationalisation du capital prend néanmoins des formes spécifiques depuis les années 1980. Avec la déréglementation des marchés financiers, la circulation internationale des

capitaux et l'emprise de la finance sur l'activité économique n'ont cessé de s'accroître. La structure de propriété du capital est désormais très fortement internationalisée : fin 2016, 45 % des capitaux du CAC 40 sont détenus par des non-résidents. Quel est l'effet de cette mondialisation accélérée du capital sur les groupes sociaux qui le possèdent et qui le gèrent ? Qui sont aujourd'hui les propriétaires des moyens de production ? Peut-on parler ►►

► d'une nouvelle classe internationale qui supplanterait les classes possédantes « traditionnelles » ? Tout un ensemble d'institutions atteste la consolidation d'espaces de pouvoirs internationaux, les conditions restrictives d'accès à ces groupes dominants, sont cependant loin d'ébranler les structures nationales du pouvoir.

L'INTERNATIONALE DU POUVOIR : ORGANISATIONS FORMELLES ET RÉSEAUX INFORMELS

À côté et parallèlement au travail des grandes bureaucraties internationales, comme celles de l'ONU ou de la Banque mondiale, de multiples réunions ou sommets internationaux manifestent bien les contours des réseaux de pouvoir mondiaux, réunissant dirigeants économiques et décideurs politiques des pays les plus puissants. Le plus connu est le *World Economic Forum* de Davos fondé au début des années 1970, où se retrouvent, tous les ans au mois de février, en Suisse, plus de deux mille participants « pour définir l'agenda

« On peut définir un capital international, fait d'une sorte d'alchimie des dimensions professionnelle, sociale, culturelles, symboliques de la connaissance de l'étranger, qui trouve de plus en plus à se valoriser dans le champ mondialisé des grandes entreprises et du pouvoir. »

mondial ». D'autres institutions, moins visibles, sont néanmoins très efficaces. À Bruxelles, des réseaux d'experts, de conseils et de bureaux d'études représentent, auprès des institutions européennes, les intérêts des milieux d'affaires internationaux. La Table ronde des industriels européens (European Roundtable) réunit depuis 1983 de façon informelle les dirigeants de quarante-cinq entreprises européennes de taille mondiale pour exprimer « les attentes patronales à

l'égard des institutions européennes ». Le Dialogue sur le commerce transatlantique est né en 1995 d'une initiative commune de la Commission européenne et du département américain du Commerce pour « faire participer les dirigeants du secteur privé aux discussions concernant les priorités en matière de politique économique internationale ». Le groupe Bilderberg est l'un des plus anciens clubs internationaux et l'un des plus fermés. La première réunion du groupe qui réunit politiciens, militaires, banquiers, dirigeants industriels s'est tenue à l'hôpital Bilderberg à Oosterbeek aux Pays-Bas en 1954. Depuis, une centaine de représentants de l'élite mondiale des pays les plus riches se rencontrent annuellement, à titre privé, sous l'égide du groupe qui fonctionne, selon l'un de ses participants, comme un « groupe d'amis que l'on peut approcher à tout moment même s'ils ne sont pas d'accord sur tout » (G. Geuens, *Tous pouvoirs confondus: État, capital et médias à l'ère de la mondialisation*, EPO, 2003).

DES RESSOURCES INTERNATIONALES MULTIPLES

Ces institutions et réseaux internationaux de pouvoir sont des instruments puissants de consolidation des liens entre des représentants des classes dominantes de différents pays et secteurs d'activité. Ils contribuent à la cooptation des fractions les plus cosmopolites des bourgeoisies nationales, qui occupent des positions stratégiques dans les entreprises ou les organisations multinationales, dans les groupes financiers, les cabinets de conseils, et les industries juridiques à l'échelle mondiale. Le plurilinguisme, l'expérience de la vie et du travail dans plusieurs pays, l'insertion dans des cercles d'affaires internationaux, l'organisation de sa carrière à l'échelle internationale ou encore les propriétés détenues dans différents pays sont des atouts qui sont systématiquement cultivés et entretenus dans ce petit groupe. La dispersion géographique de la famille, le cosmopolitisme des amitiés définissent les traits d'un style de vie. On peut ainsi définir un capital international, fait d'une sorte d'alchimie des dimensions professionnelle, sociale, culturelle, symboliques de la connaissance de l'étranger, qui trouve de plus en plus à se valoriser dans le champ mondialisé des grandes entreprises et du pouvoir, et qui est transmis familialement par le recours à des écoles internationales ou à des voyages éducatifs. se définissent comme des hérauts de la mondialisation. Les affaires, les réseaux, les mode

« Les plus hauts postes de pouvoir dans les plus grandes entreprises sont toujours détenus massivement par des nationaux, formés, sélectionnés et consacrés selon les procédures les plus nationales. »

de vie des dirigeants et des grands patrons se déploient aujourd'hui à l'échelle mondiale.

LES STRUCTURES NATIONALES DU POUVOIR ÉCONOMIQUE

On ne peut pas pour autant parler d'une nouvelle classe dominante qui viendrait supplanter les anciennes bourgeoisies. Rappelons la force persistante des vieilles familles des affaires qui n'ont pas attendu pour s'internationaliser. Les discours sur la domination de nouveaux acteurs financiers résistent mal à l'examen des modes de direction des grandes entreprises. Les représentants familiaux conservent la main quand il s'agit de désigner, coopter et nommer les directeurs exécutifs ou les administrateurs « indépendants ». Les structures du pouvoir économique restent très nationales. Ainsi, les plus hauts postes de pouvoir dans les plus grandes entreprises sont toujours détenus massivement par des nationaux, formés, sélectionnés et consacrés selon les procédures les plus nationales. En France, plus de la moitié des P-DG des cent plus grandes entreprises sont diplômés de l'ENA, de l'École polytechnique ou d'HEC. L'interpénétration des familles des affaires et de la haute fonction publique est une caractéristique centrale du monde du pouvoir en France, ce qui explique sa force de résistance à une simple importation de principes d'excellence internationaux. Les filières d'accès aux plus hautes fonctions sont tout aussi nationales dans d'autres pays. En Allemagne, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Italie, en Espagne, en Chine et au Japon, ce sont d'abord des institutions d'élites nationales qui forment au pouvoir économique. Comme le confirment des enquêtes sur les participations croisées aux conseils d'administration des plus

grandes entreprises, les réseaux internationaux se superposent aux réseaux nationaux sans les remplacer : la direction des grands groupes reste solidement encadrée dans les structures nationales.

La mondialisation des espaces de pouvoir engage des compétences sociales et culturelles plus particulièrement préparées par les éducations bourgeoises, et c'est là un des facteurs de la fermeture des univers sociaux internationaux. Les enjeux de l'internationalisation sont indissociables de la reproduction des hiérarchies sociales dans les espaces nationaux.

Cela ne signifie pas pour autant qu'on assiste à l'institutionnalisation d'une nouvelle classe dominante qui serait homogène d'un pays à l'autre. Au sein des groupes internationaux de dirigeants, les références nationales restent importantes tant dans les modes de formation que dans les pratiques sociales.

« L'interpénétration des familles des affaires et de la haute fonction publique est une caractéristique centrale du monde du pouvoir en France. »

L'articulation des systèmes de pouvoir nationaux et internationaux fonde l'efficacité des investissements internationaux. Les dominants savent jouer entre les différents échelons nationaux et internationaux du pouvoir. C'est dans la possibilité de choisir, en fonction de leur rentabilité sociale, tantôt la mobilité tantôt la stabilité, à mettre en avant tantôt leur cosmopolitisme tantôt leur enracinement et leur respectabilité nationale que réside leur pouvoir dans la mondialisation. Le passage d'un espace à l'autre permet un étoffement constant du carnet d'adresses et un accroissement du crédit. C'est aussi ce cumul de positions qui rend possible la division du travail de domination, selon Pierre Bourdieu, et consolide l'intégration internationale des dominants au-delà de leur hétérogénéité. ■

*Anne-Catherine Wagner est sociologue. Elle est maître de conférences en sociologie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Le poids des classes dominantes dans la construction européenne

À toutes les étapes de la construction européenne, le poids des classes dominantes a été et demeure considérable, sinon déterminant, dans les choix stratégiques opérés.

PAR FRANCIS WURTZ*

On considère que l'acte fondateur de la construction européenne est la déclaration solennelle du 9 mai 1950, par laquelle Robert Schuman, alors ministre français des Affaires étrangères, propose la mise en commun des productions françaises et allemandes du charbon et de l'acier sous l'égide d'une haute autorité supranationale. Cette institution nouvelle, ouverte aux États qui souhaitent s'y associer, est alors conçue comme l'embryon d'une « fédération des États-Unis d'Europe ». Aussitôt, le chancelier allemand, Konrad Adenauer, le président du Conseil italien, Alcide de Gasperi, et le Premier ministre belge, Paul-Henri Spaak (rejoint par ses homologues du Luxembourg et des Pays Bas), soutiennent le projet. Moins d'un an plus tard, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) est créée. Ses protagonistes, auxquels il convient d'ajouter le haut fonctionnaire français Jean Monnet, véritable inspirateur du projet, sont considérés comme les « Pères de l'Europe ». Il est intéressant d'observer que l'ensemble de ces personnages servaient explicitement, et depuis longtemps, les intérêts des classes dominantes non seulement de leur pays respectif mais du noyau dirigeant de l'Europe occidentale et même de l'Occident en général. Leur projet commun était indéniablement un projet de classe.

UN PROJET DE CLASSE

Le cas de Jean Monnet est particulièrement significatif à cet égard. Familiarisé avec le commerce international par son milieu familial, il est repéré très tôt par les milieux financiers internationaux.

C'est à leur demande qu'il organise en 1920 la conférence financière de Bruxelles. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il hérite en France de la nouvelle charge de commissaire général au Plan. Il se révélera aussi zélé fédéraliste européen que fervent atlantiste et sera le principal artisan de la CECA. Sa « méthode » – revendiquée ! – consiste à entraîner ses interlocuteurs à leur insu jusqu'à un point de non-retour : « Ce que beaucoup ne voyaient pas

« Le projet commun des “Pères de l'Europe” était indéniablement un projet de classe. »

encore était le caractère inéluctable de l'engrenage dans lequel ils s'étaient engagés », reconnaît-il lui-même (Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976). Le tout est de savoir dramatiser l'enjeu (la guerre ou la paix) car « les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise » (*ibidem*). Pour les classes dominantes, l'efficacité prime ainsi sur la démocratie.

Le traité CECA n'est pas encore signé que les « Pères de l'Europe », Jean Monnet en tête, sous la pression des États-Unis, posent déjà les jalons

d'une nouvelle étape de leur construction : la création d'une armée européenne (intégrant des soldats d'une Allemagne réarmée), placée sous le commandement d'un général américain dans le cadre de l'OTAN ! Une fois encore, les dirigeants des six pays fondateurs de la CECA approuvent le projet. L'unique grain de sable dans les rouages viendra, en l'été 1954, de la majorité des députés français – gaullistes, communistes et, pour une part, socialistes – qui, sensibles à l'opposition manifestée dans le pays contre ce funeste projet, le mettent en échec. Ce vote est qualifié dans l'historiographie européenne de « crime du 30 août », ce qui en dit long sur la violence de ces forces dominantes envers ceux qui leur résistent... La leçon que tireront les « Pères de l'Europe » de ce grave revers est qu'il leur faut contourner temporairement l'obstacle politico militaire pour relancer sans tarder leur entreprise sur le terrain économique. À peine trois ans plus tard, ils porteront le « Marché commun » sur les fonts baptismaux. Le traité de Rome de 1957 ouvre la voie à un tournant historique dans le néolibéralisme en Europe avec, en particulier, l'affirmation des « quatre libertés du marché » (libre circulation des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre).

LA TABLE RONDE DES INDUSTRIELS EUROPÉENS

Pourtant, il est intéressant de noter que ses dispositions les plus libérales – comme l'interdiction de toute entrave à la circulation des capitaux – ne seront effectives que... trente-trois ans plus tard, en 1990 ! C'est qu'entre-temps, les classes dominantes se sont renforcées et organisées. La création de la « Table ronde des industriels européens » (ERT) en 1983 et sa montée en puissance dans la décennie qui a suivi illustrent bien cette offensive. Le seul rappel des groupes dont les premiers dirigeants ont successivement présidé ce mégagroupe de pression laisse imaginer sa force de frappe économique et financière : Volvo, Philips, Suez-Lyonnaise des eaux, Nestlé, Unilever, Thyssen-Krupp, Nokia, Air liquide... Immédiatement salué comme un partenaire de choix par le commissaire européen à l'industrie et au marché unique de l'époque, le vicomte belge Étienne Davignon, l'ERT pèsera d'un poids déterminant dans le saut qualitatif de la construction européenne dans la mondialisation libérale que représenteront l'Acte unique européen de 1986 puis le traité de Maastricht de 1992.

LA BCE, UN ENJEU DE CLASSE DÉCISIF

La création de la Banque centrale européenne (BCE) en 1998 puis le renforcement continu de ses prérogatives et de son influence fournissent de nouveaux et importants leviers aux classes dominantes. Le poids exorbitant dans la politique européenne que confère à ses gouverneurs et particulièrement à son président le statut « indépendant » de l'institution (qui la rend inaccessible aux pouvoirs publics et aux mouvements sociaux), sa vision en matière de politique monétaire, sa capacité quasi illimitée de créer de l'argent et de décider de son utilisation, sa haute main sur l'ensemble du système bancaire de la zone euro, son appartenance au réseau très fermé des ténors de

« Pour les classes dominantes, l'efficacité prime sur la démocratie. »

la finance internationale connu sous le nom de « G 30 »... font de la redéfinition radicale du rôle et du fonctionnement de la BCE un enjeu de classe décisif.

Cet enjeu est devenu encore plus crucial depuis la crise de la zone euro en 2010. Monsieur Van Rompuy, alors président du Conseil européen et manifestement adepte de la « méthode Monnet », avait annoncé la couleur dès 2011 : « La crise est une formidable opportunité pour faire faire un bond en avant à l'intégration économique européenne. » Une nouvelle architecture du pouvoir, appelée « nouvelle gouvernance économique » a ainsi été progressivement mise en place au sommet de l'Union européenne. C'est le moment où Angela Merkel invente un concept éloquent : « markdémocratie » (une démocratie conforme aux marchés). Il s'agit de concentrer désormais entre quelques mains – celles de la BCE, de « la nation qui compte, l'Allemagne, car elle est la nation créancière » (expression de Pierre Defraigne, directeur de la Fondation Madariaga de Bruxelles et ancien haut fonctionnaire européen), et celles de la Commission européenne – un pouvoir coercitif majeur sur la politique budgétaire, économique et sociale des pays membres. La violence inouïe avec laquelle ▶▶

►► ce « pack » a asphyxié la Grèce en 2015, pour briser la première tentative d'un État membre de remettre en cause l'ordre économique établi, apporte tout à la fois la confirmation de la puissance acquise par les classes dominantes au sommet de la hiérarchie des pouvoirs européens, et, paradoxalement, la preuve de la fragilité de l'actuelle Union européenne : plus elle se renforce au sommet, plus elle s'affaiblit à la base.

UNE CRISE DE CONFIANCE

En effet, cette fuite en avant néolibérale et autoritaire nourrit une crise de confiance profonde et durable des citoyens dans les institutions européennes. Dès lors, quelle est l'issue ? Le *statu quo* n'est pas viable. Sortir de l'UE ou de l'euro reviendrait à affronter la mondialisation libérale en ordre dispersé et dans une concurrence exacerbée. À une époque marquée par les interdépendances, la question est de créer les condi-

« Plus l'Union européenne se renforce au sommet, plus elle s'affaiblit à la base. »

tions permettant de maîtriser celles-ci en commun, dans la solidarité et la démocratie. Pour la France et ses voisins, cela s'appelle « changer l'Europe » : un combat nécessairement citoyen, graduel, largement ouvert et foncièrement politique. Un combat de classe de notre temps. ■

*Francis Wurtz est député européen honoraire (PCF).



Les 1 % et le numérique

Les mises en réseaux peuvent être le départ de combats émancipateurs au-delà de l'utilisation qu'en fait le capital.

PAR JEAN-FRANÇOIS BOLZINGER*

UNE CLASSE DIRIGEANTE RÉDUITE EN NOMBRE

À force de laisser les affaires du monde au monde des affaires, celui-ci compose maintenant le gouvernement de notre pays avec une majorité parlementaire écrasante. Partout les classes dominantes assoient leur pouvoir en absorbant toutes les évolutions.

Une oligarchie des 1 % s'est formée à l'échelle mondiale comme à l'échelle nationale, disposant d'une part énorme du patrimoine (50 % au niveau de la planète), s'appropriant l'essentiel des richesses créées, détenant les leviers économique, politique et médiatique et structurant fortement le paysage social et l'ordre politique et économique dans son ensemble.

Une classe capitaliste réduite en nombre s'oppose maintenant à la classe du travail. Elle cherche à préserver sa chasse gardée sur la création de richesses et à renvoyer le débat sur la répartition des richesses vers les 99 %, de manière à diviser la classe du travail. Les politiques de gestion de la pénurie ou les populismes sont ainsi les outils les plus efficaces pour empêcher l'unité.

RÉVOLUTION NUMÉRIQUE : UN COMBAT PLANÉTAIRE

Composante de la révolution numérique, la robotisation, y compris l'intelligence artificielle et l'économie de plateformes, dessine un nouveau modèle d'affaires. En contrôlant ces deux volets, la classe dominante assure la captation de la valeur produite. Pour empêcher que cette révolution numérique ne favorise la démocratie et mette en cause son pouvoir, la classe des 1 % multiplie les lois antilibertés, renforce le contrôle d'Internet et des réseaux sociaux.

Face aux moyens utilisés par les 1 %, la classe du travail a de nouveaux atouts pour travailler à son unité :

- le développement du pouvoir d'agir, élément porteur d'émancipation, de libération, de démocratie d'intervention ;

- une conjugaison de l'individu et du collectif susceptible de donner corps à un commun débarrassé de la délégation à un leader, mettant en cause l'organisation hiérarchique de la société.

« Le capital cherche à opérer un dépassement du salariat non par le haut mais par le bas en détruisant notre modèle social structuré autour de droits et garanties et la protection sociale assise sur le travail. »

Aujourd'hui, les 1 % continuent de vanter la promesse de la réussite, malgré le système inégalitaire. L'objectif est d'empêcher qu'une autre forme d'organisation de la société ne naisse en s'appuyant sur la démocratie d'intervention.

Des potentialités de processus révolutionnaire ont émergé au travers du mouvement contre la loi Travail en France en ouvrant une conjugaison entre réseaux numériques et terrain, travailleurs et citoyens, jeunes et actifs : pétitions numériques, grèves et manifestations, Nuit debout... Elles n'ont pas trouvé de débouchés politiques lors des récentes élections présidentielle et législatives.

La conscience d'une classe du travail refaçonnée par la révolution numérique ne se décrète pas et n'est pas qu'un exercice de communication.

LE DÉVELOPPEMENT DU « POUVOIR D'AGIR » REVIVIFIE LA DÉMOCRATIE

La révolution numérique inaugure donc aussi le développement du « pouvoir d'agir » (*empowerment*) avec de nouvelles formes de mises en ►►

► réseaux, de lien social avec des individus qui aspirent à jouir de cette liberté et veulent être citoyens. Chacun a pu noter son importance dans les révolutions arabes, dans le mouvement des indignés aux États-Unis, dans le développement de Podemos en Espagne, dans le lancement du mouvement social sur la loi Travail en France.

Dans les années 1990, le capitalisme avait annoncé la fin de l'histoire ; chacun peut pourtant constater que le développement même du capitalisme globalisé est antinomique avec la démocratie. Les souverainetés populaires sont niées (France, Grèce...). La démocratie est bafouée dans les entreprises comme dans l'ensemble de la société.

Le capitalisme français est amené à régénérer son patrimoine par les revenus de la révolution numérique et s'est donné, avec l'élection d'Emmanuel Macron, les moyens politiques d'un maintien et d'un développement de son pouvoir.

Cette élection, c'est un braquage démocratique mais c'est aussi l'enclenchement d'une dynamique propre à tirer le maximum de la mondialisation et de la révolution numérique. Une autre forme de démocratie s'impose, non seulement délégataire ou participative, mais également démocratie d'intervention avec des citoyens acteurs, à partir de la pleine expression de leur qualification et de leur individualité. Repenser le collectif à partir de ces impératifs devient maintenant une urgence. La révolution numérique a ouvert un champ de bataille majeur sur cette question.

En réponse à la « constitution de communs » que permettent les mises en réseaux, le capital développe de nouvelles formes de surexploitation et s'emploie à construire un individualisme forcené, avec l'atomisation des collectifs de travail et du salariat, passant par la mise en cause les garanties collectives.

CLASSE DU TRAVAIL ET NUMÉRIQUE

La classe du travail est structurée par le salariat. Il représente 92 % de la population active, est sociologiquement multipolaire avec deux grandes composantes que sont les salariés qualifiés à responsabilité (cadres, ingénieurs, tech-

niciciens) et le salariat d'exécution (ouvriers, employés), dont les approches, le rapport au travail, les revendications, les liens au politique ne sont pas les mêmes en fonction de la place qu'ils ont dans les rapports sociaux et de leur rôle dans le travail et les entreprises.

L'ensemble doit faire face aux attaques du capital contre le statut de salarié et des usines sans salariés statutaires apparaissent. Avec le numérique, la notion de lien de subordination hiérarchique est questionnée par l'émergence rapide de travailleurs surexploités dépendants économiquement. Le rapport contrainte/émancipation évolue au sein du travail, remodelé par la révolution numérique, alors que le capital cherche à opérer un dépassement du salariat non par le haut mais par le bas en détruisant notre modèle social structuré autour de droits et de garanties et la protection sociale assise sur le travail.

La casse du statut de salarié est au cœur du projet de la classe dominante. Le rapport de force à engager pour une sécurité professionnelle universelle avec des dispositifs conventionnels et publics développant et sécurisant l'emploi, la formation et la qualification nécessite de gagner l'unité de la classe du travail. Il en est de même pour défendre et gagner une protection sociale solidaire de notre temps.

« La révolution numérique a ouvert un champ de bataille majeur sur une autre forme de démocratie. »

Les bouleversements dus au numérique sont surtout transverses et touchent tout le monde, avec des aspects positifs et négatifs. La robotisation touche toutes les catégories. Des jeunes de quartiers défavorisés, *via* un travail associatif remarquable, tentent des expériences et démontrent qu'ils peuvent aussi devenir des experts en codage numérique. La révolution numérique explose la frontière étanche des connaissances et ouvre de nouveaux combats émancipateurs. La révolution numérique n'est pas une fracture de classe mais un combat de classe.

Gagner l'unité des 99 % en orientant la révolution numérique à notre profit est le combat politique de ce début de XXI^e siècle. ■

*Jean-François Bolzinger est membre du Conseil national du PCF. Il est directeur de la revue *Progressistes*.

L'économie dominante au service de la classe dominante ?

Depuis plusieurs années, le pluralisme est menacé, et l'unanimisme apparent pour soutenir la nouvelle dose de potion libérale trouve sans aucun doute ses causes dans l'illusion et la confusion entre mythe, et réalité, qui opèrent aux sommets de l'État.

PAR NICOLAS POSTEL*

L'APPROCHE ÉCONOMIQUE « STANDARD »

L'approche économique dominante, que l'on qualifiera ici de « standard », aujourd'hui majoritairement enseignée dans les universités et les écoles du pouvoir irrigue aussi largement les décisions politiques. Peuplée d'individus rationnels et de marchés « parfaits », elle évacue les rapports sociaux et donc les classes. Ce faisant, certains la critiquent pour son irréalisme et parce qu'elle ferait le jeu des classes dominantes. Si ce dernier point n'est pas faux, ne serait-ce que parce qu'elle les rend invisibles, la première touche en revanche à côté. Car le principal enjeu ne réside pas dans l'existence de cette approche dominante que dans sa position hégémonique et l'absence de pluralisme, qui risque moins de profiter aux classes dominantes que de menacer la société dans son ensemble. La théorie standard s'est donc élaborée au mitan du XIX^e siècle, en rupture avec l'approche dite classique, celle d'Adam Smith, qui reliait deux dimensions : la logique marchande et celle d'une production fondée sur l'articulation de trois classes productives – les travailleurs vivant de leur salaire ; les détenteurs de capitaux vivant de leur profit et les propriétaires terriens vivant de leur rente. Cette approche a été jugée trop imprécise, circonstancielle et sociale – surtout après que Marx en a révélé le potentiel critique en soulignant la divergence d'intérêts structurelle entre travailleurs et capitalistes. L'approche standard a souhaité rompre avec une représentation du fonctionnement de l'économie ancrée dans l'histoire et la société, afin de pouvoir découvrir et démontrer l'existence de « lois » économiques « naturelles ».

« L'approche standard a souhaité rompre avec une représentation du fonctionnement de l'économie ancrée dans l'histoire et la société, afin de pouvoir découvrir et démontrer l'existence de "lois" économiques "naturelles". »

LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE, L'ÉCHEC D'UN PARI

Un pari sensé : s'il existe en effet de telles lois, telle la fameuse « loi de l'offre et de la demande », le chercheur se doit de se donner les moyens de les mettre en évidence. Comme Galilée avec la loi du mouvement ou Newton avec celle de la chute des corps, il doit alors faire abstraction de tout ce qui est contingent : le vent, les frottements, la température... On doit se mettre en condition de laboratoire pour identifier une relation de causalité qui soit vraie partout et de tout temps. L'économie standard a fait le pari d'appliquer cette méthode expérimentale aux relations de production et consommation. Elle a testé l'idée selon laquelle il existerait deux invariants qui caractérisent ces relations : un *homo oeconomicus* rationnel et « égoïste » qui cherche uniquement à tirer le maximum de satisfaction possible de la situation (on dit qu'il maximise son intérêt sous contrainte de ses revenus) et un univers de marché lui aussi simplifié : tout bien est une « marchandise bien définie » et tout a un prix concurrentiel et connu d'avance. L'idée est que, dans ce cadre simplifié, on peut isoler ce qui fait vraiment le cœur de l'économie : les relations de marché entre individus formellement identiques et égaux qui, par négociations successives, arrivent à un équilibre, grâce à la flexibilité du système de marché, dans lequel tout le monde atteint son « maximum » de satisfaction possible. Y parvenir permettrait de libérer les humains de toute une série de conflits d'appropriation « inutiles » : créons un marché et, par le jeu des prix et leur goût pour l'échange, les humains vont s'accorder et atteindre un « optimum de satisfaction », y compris ▶▶

en négociant le partage de leur temps entre travail et loisir. Dans cette version de l'analyse économique, il n'y a ni conflit, ni rapport de force, ni lieu, ni temps, ni histoire, ce qui est assumé et volontaire puisque le but est de découvrir et, formuler une loi universelle.

Le problème est que cette loi n'a jamais été découverte : on sait depuis le début des années 1970 que ce pari a échoué. Le fonctionnement de l'interaction individu-marché s'avère en pratique totalement imprévisible. Ce paradigme a certes produit des résultats forts : on peut décrire un équilibre et montrer qu'il serait optimal, mais le problème est qu'on ne peut pas montrer que cet équilibre émerge spontanément par une sorte de mécanique céleste (la fameuse « main invisible »). Ce résultat, décevant, fait consensus chez les économistes. De même qu'il existe un relatif consensus sur le fait que ce cadre d'analyse n'a jamais été conçu pour « décrire » la réalité. C'est une abstraction volontaire qui visait à découvrir une loi. Nous avons donc là la source de deux difficultés pour les observateurs qui cherchent à comprendre comment l'économie fonctionne : ils croient souvent à tort que l'on a prouvé que la loi de l'offre et de la demande existe, et que l'économie standard décrit le fonctionnement réel de l'économie. Or ces deux erreurs sont lourdes de conséquences car elles amènent les faux savants à recommander l'extension des marchés et de la concurrence dans l'intérêt « général ».

L'ÉCONOMIE, UNE SCIENCE SOCIALE

Alors peut-on dédouaner les économistes de ces dérives ? Pas tout à fait, car il leur incombe de veiller au maintien d'un pluralisme des idées prévenant ce genre de confusion, ce qu'ils ne font pas. Il existe en effet, là aussi depuis le mitan du XIX^e, une autre tradition d'analyse qui, de Marx à Keynes, en passant par Polanyi ou Galbraith, revendique l'idée que l'économie est une science sociale qui ne peut faire abstraction des conditions de production, des inégalités de position et des tensions et conflits entre acteurs. Karl Polanyi en fait, dans les années d'après-guerre, une description frappante et profonde : la terre, le travail, la monnaie de crédit (disons, le capital) ne sont pas des « marchandises ». Car une marchandise

est créée en vue d'être vendue, or l'univers n'a pas été créé en vue d'alimenter les pompes à essence de Total ou Shell, les êtres humains ne font pas des enfants en vue de vendre leur force de travail, la banque centrale ne produit (normalement) pas des possibilités de crédits en vue d'alimenter les marchés financiers. Pourtant, nous parlons tous les jours du « marché des ressources naturelles », du « marché du travail » et du « marché financier ». Polanyi propose une analyse éclairante de ce paradoxe : ce sont là des « mythes nécessaires » à notre mode de production. Sans eux le capitalisme ne peut pas fonctionner. La spécificité de ce mode de production est qu'il requiert une fiction sociale collective : faire « comme si » le travail, la nature, la monnaie étaient des marchandises... tout en sachant que ce n'est pas « véritablement » le cas. Cette fiction il faut l'instrumenter : pour que tout cela « tienne » (et les sociétés humaines quelles qu'elles soient reposent d'ailleurs sur des fictions et des mythes ainsi consolidés), il faut donc un « droit du travail », un « droit de la terre » (que l'on dirait aujourd'hui écologique), un « droit financier »

qui fixent les règles dans lesquelles cette fiction peut tenir.

Si l'on oublie la nécessité de ces règles collectives et que l'on prend la fiction pour le réel, que se passe-t-il ? Des convulsions terribles, car le réel ne se laisse pas ainsi déformer sans réaction : la violence du rapport salarial se fait jour sous la fiction de la marchandise travail, les limites naturelles se rappellent à nous de diverses manières aujourd'hui bien visibles, les cours de bourse fluctuent sans cesse, déséquilibrant toute l'activité économique... Et finalement, une crise sociale se fait jour avec l'envahissement de la vie sociale par la rationalité instrumentale de *l'homo œconomicus*. Les individus qui, dans un capitalisme non régulé, sont constamment renvoyés au marché, à la nécessité de la performance, à la compétition, finissent par ne plus pouvoir « faire société ». « Celui qui n'agissait pas par intérêt était considéré comme un fou » nous dit Polanyi décrivant une société (celle des années 1930) ayant oublié de « tenir » ses mythes marchands. Les tensions tournent alors désespérément à la recherche d'une totalité sociale

« Les individus qui, dans un capitalisme non régulé, sont constamment renvoyés au marché, à la nécessité de la performance, à la compétition, finissent par ne plus pouvoir “faire société”. »

pour « refaire société » : par le sang, la race, la mère nation. Pour Polanyi, les différentes formes de totalitarisme prospèrent sur cette réaction de la société à sa désorganisation. Le libéralisme débridé mène au totalitarisme par oubli de la nécessité de réguler les relations entre les classes sociales. Le marché ne gère en aucun cas l'arrière-plan du mythe. Il peut avoir son efficacité allocative, mais il ne peut être « la solution » collective et spontanée à la question de la production/répartition des ressources.

LE RISQUE DE L'EFFONDREMENT SOCIAL

Or, lorsque les « observateurs » politiques et médiatiques confondent le réel avec l'univers fictif de la théorie standard, ils tombent précisément dans le piège que signale Polanyi. C'est pourquoi confondre l'économie réelle et ce qu'en raconte la « théorie standard » nous fait courir un risque immense : celui de l'effondrement social. Ce n'est pas tant la théorie stan-

« Confondre l'économie réelle et ce qu'en raconte la "théorie standard" nous fait courir un risque immense : celui de l'effondrement social. »

dard qui est fautive que son usage irréfléchi. Pour éviter cette maladie des sociétés marchandes et la gangrène fasciste qui nous menace, un antidote essentiel est le pluralisme des idées et des théories économiques. En effet, tant que les économistes proposent des visions différentes, le débat existe, et la confusion entre mythe et réalité ne se produit pas. En ce sens la pluralité des idées économiques est un bien commun qu'il nous faut absolument préserver. Depuis plusieurs années ce pluralisme est menacé, et l'unanimité apparent pour soutenir la nouvelle dose de potion libérale trouve sans aucun doute ses causes dans l'illusion et la confusion entre mythe et réalité qui opèrent aux sommets de l'État. L'absence complète de pluralisme intellectuel dans la formation des élites à la compréhension de l'économie qu'ils prétendent gérer et leur enfermement inconscient dans le monde imaginaire de l'économie standard devenue trop dominante est ainsi à l'origine de nombre d'erreurs de jugement. Le fait qu'elles ne desservent pas les intérêts établis leur permet de perdurer, même si elles portent en elles le germe de l'effondrement généralisé. Il nous faut du pluralisme en économie, ce n'est pas là une nécessité pour les seuls économistes mais un enjeu politique et social majeur. ■

*Nicolas Postel est professeur d'économie à l'université de Lille 1. Il est vice-président de l'Association française d'économie politique (AFEP).



Combattre et dépasser la domination de classe

Mettre en œuvre un projet économique et politique, c'est-à-dire des procédures concrètement disponibles en les inscrivant dans une cohérence globale qui leur donne un sens politique.

PAR DENIS DURAND*

La domination de classe trouve aujourd'hui une de ses incarnations dans la figure du *trader* cynique et cupide, bien identifiée dans la culture populaire. On a pu aussi la reconnaître dans l'accession à la magistrature suprême, en France, d'un ancien banquier d'affaires dont le programme et l'action traduisent sans fard la doctrine et les intérêts du capital financier.

UNE DOMINATION FINANCIÈRE

Plus scientifiquement, on a pu montrer qu'une douzaine de grandes banques contrôlent les marchés financiers et, à travers eux, l'économie

« Le capital n'existe que s'il peut prendre la forme d'une accumulation d'argent. »

planétaire (François Morin, *L'Hydre mondiale, l'oligopole bancaire*, Lux, Montréal, 2015).

Cette domination s'est faite brutale et visible lorsqu'elle a consisté, pour le Fonds monétaire international (FMI), à imposer des « plans d'ajustement structurel » aux pays en développement ou à bafouer, avec la Banque centrale européenne (BCE), la volonté du peuple grec exprimée par voie de référendum. Elle se manifeste tout autant dans les critères d'austérité budgétaire en vigueur dans la zone euro. Et, de façon plus diffuse mais tout aussi politique, dans les normes de rentabilité qui s'imposent aux gestions d'entreprises, petites et grandes, et jusque dans la gestion des services publics. Sa force est précisément d'imprégner profondément la vie

sociale en inspirant, à chaque instant, une multitude de décisions en fonction d'un critère fondamental : la rentabilité (profit rapporté au capital initialement avancé pour l'obtenir).

Il y a là une spécificité du capitalisme : les rapports de domination économique et d'exploitation y sont des rapports d'argent. La subordination des travailleurs salariés à leur employeur capitaliste, instaurée par un contrat de travail, a pour contrepartie le versement d'une somme en argent, le salaire. De la même façon, le capital n'existe que s'il peut prendre la forme d'une accumulation d'argent. Jouir de la propriété des moyens de production, c'est avoir la faculté de décider à quoi sera consacré l'argent apporté par les actionnaires, emprunté auprès des banques et des marchés financiers ou mis en réserve à partir de profits précédemment accumulés.

C'est ce qui explique pourquoi le développement du capitalisme a nécessité celui d'un système monétaire et financier, dont l'objet est de faire fonctionner comme capital la monnaie qui circule dans la société. Les marchés financiers le font en offrant à un capital précédemment accumulé la possibilité d'être placé en titres de propriété (actions ou autres parts de sociétés) ou en titres de créances (obligations mais aussi tous les types d'instruments conçus par la créativité sans limite des juristes d'affaires). Les banques font plus. Leurs opérations de crédit créent *ex nihilo* l'argent qui circule dans l'économie. Cet argent peut constituer l'avance des fonds nécessaires au lancement d'un processus de production. Il peut aussi servir à tout autre chose, par exemple à des placements financiers.

C'est pourquoi les banques occupent une position stratégique dans le maintien de la domination du capital. Le « pouvoir de dire oui » à une demande de crédit, et surtout le pouvoir de décider à qui on dit oui et à qui on dit non, est un pouvoir politique.

FRAPPER LES BANQUES

Ce qui précède conduit à un choix tout aussi stratégique : si l'on veut mettre fin aux dominations de classe, s'attaquer au comportement des banques est un terrain de lutte crucial. Priver les

marchés financiers de la liquidité apportée par les crédits bancaires, ce serait les asphyxier et les rendre inoffensifs. Bien plus, mobiliser la création monétaire des banques et des banques centrales pour favoriser les projets répondant à des critères précis en matière économique, sociale et environnementale, serait l'impulsion qui manque aujourd'hui au développement et à la sécurisation de l'emploi qualifié et à la création des richesses nécessaires pour répondre aux défis de la crise sociale, écologique, politique et morale.

Contrairement aux marchés de titres, organisés pour ne laisser voix au chapitre qu'au seul critère de rentabilité des capitaux, les décisions relatives au crédit bancaire résultent de tout un tissu de relations entre le banquier, les consignes qui lui sont données par sa hiérarchie, les multiples acteurs économiques et sociaux que sa fonction l'amène à fréquenter tous les jours, y compris les propres salariés de l'établissement bancaire où il exerce son activité. Ces décisions peuvent donc obéir à des critères d'efficacité sociale, économique et écologique si deux conditions sont remplies : des mobilisations sociales pour une autre utilisation de l'argent dans les entreprises, dans les banques et dans les services publics, et la construction progressive de dispositifs institutionnels venant sanctionner les résultats des rapports de forces instaurés par ces mobilisations et favoriser leur développement ultérieur.

PRENDRE LE POUVOIR SUR L'ARGENT

Du local au mondial, nous proposons sept leviers pour y parvenir (Denis Durand, *Sept leviers pour prendre le pouvoir sur l'argent*, éditions du Croquant, Paris, 2017) :

- un renforcement des pouvoirs des salariés pour intervenir dans la gestion et le financement des entreprises. Ainsi la proposition de loi de sécurisation de l'emploi et de la formation déposée par les députés du Front de gauche en janvier 2017 prévoit-elle un droit d'initiative et de contre-proposition des comités d'entreprise ;
- un accès des citoyens à une information détaillée sur l'activité des banques dans les territoires, à l'image de ce qu'a instauré le *Community Reinvestment Act* aux États-Unis ;
- des fonds pour l'emploi et la formation utilisant les moyens d'intervention économique

« Si l'on veut mettre fin aux dominations de classe, s'attaquer au comportement des banques est un terrain de lutte crucial. »

publique disponibles, au niveau national, régional ou local, pour peser sur l'orientation des crédits bancaires par des techniques telles que les bonifications d'intérêts et les garanties d'emprunts ;

- un pôle financier public mettant en réseau la Banque publique d'investissement France, la Caisse des dépôts et consignations, la Banque postale, la Caisse nationale de prévoyance et d'autres institutions financières nationalisées (Société générale, BNP-Paribas) autour d'un objectif commun : la réorientation du crédit en faveur de l'emploi, de la formation, de la création de valeur ajoutée dans les territoires et de la préservation des ressources naturelles ;
- une politique monétaire sélective pour encourager ce type de crédits et décourager, au contraire, le financement des opérations financières par les banques ;
- un fonds de développement économique, social et écologique européen ayant pour objet le financement par la BCE de projets concrets, démocratiquement élaborés, contribuant au développement des services publics dans les pays de l'Union européenne ;
- une action de l'Union européenne aux côtés des pays émergents pour remettre en cause l'hégémonie du dollar et construire un système monétaire international autour d'une monnaie commune mondiale constituée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI.

Ces propositions ont en commun de faire appel à des moyens et des procédures concrètement disponibles et de les inscrire dans une cohérence globale qui leur donne un sens politique : prendre le pouvoir sur l'argent comme moyen de mettre en cause les dominations de classes dans un processus de dépassement du capitalisme jusqu'à son abolition. Cette cohérence politique est absente de la plupart des programmes de gauche, qui se contentent de confier à l'État le soin de corriger les excès de la finance. C'est dire l'apport que représente, pour la reconstruction d'une gauche de transformation sociale, l'action originale et autonome d'un parti communiste révolutionnaire. ■

*Denis Durand est responsable de la commission économique du Conseil national du PCF. Il est directeur de la revue *Économie & Politique*.



★ MILITER ★

PAR VALENTIN BROUILLARD

Sauvegarder les services publics de La Poste

Militer. C'est ainsi qu'a été baptisée la nouvelle rubrique de notre revue. Un simple verbe pour résumer deux ambitions fortes : permettre en quelques pages de relayer le travail de terrain des camarades et constituer une boîte à outils militante pour les sections qui souhaiteraient s'engager dans des batailles locales. Militer est notre quotidien ; alors partageons-le et mettons-le en commun.

Le parti regorge de richesses militantes, de sections qui se battent, qui réussissent, qui innovent dans leurs pratiques. Ce travail est précieux. Il est nécessaire pour le collectif que

nous sommes de le mettre en valeur. Dans un premier temps, il s'agit en effet de faire connaître les luttes locales menées par les communistes ainsi que les pratiques militantes mises en place qui permettent de nous renforcer et de gagner les batailles engagées.

Dans un deuxième temps, nous aspirons à faire de cette rubrique une boîte à outils pour tous les militants. En mettant à disposition, pour un sujet donné, des argumentaires, des fiches techniques, des analyses politiques accessibles à tous, les militants de nos sections pourront ainsi être aidés dans leurs démarches. Nous tous fai-

sons face à de nombreux défis, dans nos fédérations, dans nos sections, dans nos cellules. Rassembler dans une même rubrique les savoir-faire de tout un chacun ne peut que renforcer notre efficacité collective.

Le premier numéro sera consacré à la sauvegarde des services publics de La Poste. Quand on ferme un bureau de poste, c'est tout le maillage territorial des services publics que l'on met en danger et c'est ainsi qu'on renforce l'isolement d'un espace géographique donné et, par conséquent, de ses habitants. Quand on ferme un bureau de poste, on accepte de rendre

Les chiffres-clés de la campagne de La Poste

- 1 bureau sur 3** va être fermé, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales.
- 4 000** fermetures de bureaux de poste à l'horizon 2020, 500 pour la seule année 2017.
- 23,3 milliards** d'euros de chiffre d'affaires dont 47,4% pour les services courrier-colis.
- 7 302 postes** ont été supprimés en 2015 sur les 230 000 salariés que compte La Poste.
- 318 millions** d'euros ont été perçus par La Poste en 2015 au titre du CICE.

toujours plus dépendantes les personnes à mobilité réduite. Quand on ferme un bureau de poste, on accepte que les usagers deviennent des clients, dans les supermarchés qui ont récupéré les services autrefois fournis par La Poste. Et qu'importe la confidentialité dans les démarches, et qu'importe la qualité du service ! En outre, ces fermetures de bureaux de poste s'opèrent majoritairement dans des zones où vivent les classes populaires. Les services mis à disposition y sont jugés non rentables or c'est ici plus qu'ailleurs qu'ils sont le plus utiles aux habitants.

Donc, pour les communistes, ces batailles permettent de poser la question du service public sous l'angle du rôle qu'il joue dans la société : quel intérêt a-t-il pour la population et pour les territoires ? Et, par conséquent, pourquoi insister sur sa qualité ? Les communistes ont été à la pointe des batailles sur le sujet et ont été partie prenante de la mobilisation nationale, relayée par l'appel du 16 décembre 2016 : « Zéro fermeture de bureaux de poste ».

Parce que le « contrat de présence postale territoriale » sur la période 2017-2019 prévoit encore un nombre important de transferts de bureaux de poste vers d'autres « points de contact », la sauvegarde de notre service public est plus que jamais d'actualité.

Bon nombre de camarades et de sections vont donc être concernés dans les prochains mois et dans les prochaines années. Nous espérons que cette rubrique leur sera d'une aide précieuse dans ces combats, et tous les autres à mener. ●

La campagne de La Poste en quelques mots

PROXIMITÉ. Le service public de La Poste est fort de son maillage territorial et de la distribution de courriers et de colis six jours sur sept à l'ensemble des habitants de notre pays. Proximité est le maître-mot dans nos campagnes et nos quartiers pour la sauvegarde de l'activité postale, et il parle aux usagers qui voient leur intérêt à maintenir un service public postal complet et de qualité.

FRACTURE NUMÉRIQUE. La dématérialisation des services postaux répond à des besoins de rentabilité, et à la volonté de suppression de postes. Elle accroît les inégalités dans l'accès aux services. Ceux qui ont des difficultés à lire et à écrire ont plus de peine à trouver le service recherché ou la bonne démarche à entreprendre et sont les plus vulnérables.

TARIF. Le prix du timbre au tarif lettre prioritaire est passé de 0,46 € en 2003 à 0,85 € en 2017, soit une hausse de 85% en moins de quinze ans. De son côté, le tarif Écopli est passé de 0,41 € en 2006 à 0,71 € en 2017. Pour pallier la nette diminution du volume de courrier distribué, ce sont ceux qui ont le plus recours aux lettres – souvent les personnes âgées et les classes populaires – qui sont grands perdants de cette politique tarifaire.

TOURNÉES. Depuis vingt ans, le nombre de tournées au niveau national a quasiment été divisé par deux. Ce sont les quartiers populaires et les milieux ruraux qui souffrent le plus de cet assèchement du maillage territorial. Le rôle social du facteur est de fait réduit au strict minimum, la distribution du courrier qui est d'ailleurs plus souvent tardive, et les échanges avec les usagers sur le terrain se font de plus en plus rares.

DÉTÉRIORATION. La présence de La Poste dans des commerces, plutôt que par des bureaux de l'enseigne, détériore la qualité du service. Les personnels accueillant les usagers ne sont pas assermentés, sont moins bien formés, moins disponibles pour répondre à leurs attentes. La confidentialité n'est plus garantie.

CONTRAT. Le contrat de présence postale (entre l'État, l'AMF et La Poste) pour la période 2017-2020 vise la fermeture d'un bureau de l'enseigne sur trois, surtout dans les zones urbaines. Le conseil municipal n'est plus souverain sur le maintien des bureaux de poste, ses délibérations devenant, avec ce nouveau contrat, simplement consultatives et non plus décisionnelles. Le maire garde malgré tout la main.

PÉNIBILITÉ. Les syndicats dénoncent depuis plusieurs années les conditions de travail éprouvantes dans les centres de tri et les agences postales. Cette dégradation du service public touche autant les salariés que les usagers. Plutôt qu'une réduction maintes fois répétée, c'est une augmentation des effectifs dans le secteur du courrier dont nous avons besoin.

Une stratégie nationale

C'est à la Fête de l'Humanité 2016 que tout a commencé. Face à l'offensive gouvernementale menée pour démanteler le service public de La Poste, les communistes n'avaient pas l'intention de rester l'arme au pied. À l'occasion d'un débat au stand de l'ANECR, plusieurs camarades, Nicolas Bonnet Oulaldj, conseiller de Paris, président du groupe communiste Front de gauche, François Auguste, membre de la Commission de présence postale en Isère proposent de passer à la vitesse supérieure sur le sujet.

Assez rapidement, le collectif « Convergence service public » est apparu comme l'outil approprié pour mener cette bataille. L'objectif était de pouvoir se coordonner à l'échelle nationale, en donnant un écho le plus large possible aux mobilisations menées localement. Pour que celles-ci soient visibles sur tout le territoire, plusieurs éléments ont été activés. Nos parlementaires ont été mis à contribution, notamment la sénatrice Éliane Assassi qui a profité de notre possibilité d'organiser un



débat au Sénat pour mettre en valeur le travail des camarades et plus précisément les revendications de maintien des bureaux de poste. Par ailleurs, un

travail avec l'Association des maires de France, partie prenante des négociations avec La Poste, était incontournable. À la lecture du contrat de présence postale, il était devenu évident qu'il y avait un coup à jouer de ce côté. Notre camarade Gilles Le Proust a été très actif et a permis de rejeter la première mouture du plan qui prévoyait de pouvoir contourner le maire pour faire fermer ou transformer un bureau de poste. Enfin, il faut saluer le travail des camarades qui a abouti à l'appel « Zéro fermeture » rendu public au mois de décembre. Cet appel a permis de réelles valoriser le travail mené avec les syndicats, les partis, les associations et les comités d'usagers.

En effet, c'est ce triptyque usagers-syndicats-organisation politique et les élus qui est le tiercé gagnant de la stratégie nationale mise en place lors de cette mobilisation. Le collectif créé lié

DES ÉLUS MOBILISÉS

La mobilisation a également été menée dans le cadre de l'Association des maires de France (AMF). Plusieurs élus communistes, avec Gilles Le Proust en tête (membre du bureau de l'AMF), y sont présents.

Le contrat de présence postale qui est validé par La Poste, l'État et les maires de France, prévoyait initialement la possibilité de faire fermer un bureau de poste sans la validation du maire et du conseil municipal. La bataille menée par les camarades, notamment par Gilles Le Proust, maire PCF d'Allonnes, a permis de faire rejeter par le bureau de l'AMF cette première mouture. La direction de La Poste a été contrainte de revoir sa copie. Certes, le conseil municipal peut être contourné mais pas le maire. Ceci est un véritable point d'appui pour les futures luttes de sauvegarde du service public postal sur tout le territoire.

Les élus communistes ont été des acteurs incontournables de cette victoire singulière. Ils n'ont pas été seuls et de nombreux maires se montrent de plus en plus attachés au bureau de poste de leur commune. Cette victoire fait écho au travail des camarades de l'Isère qui, trois ans auparavant, avaient mobilisé largement les élus locaux, bien au-delà des communistes, pour affirmer l'attachement des communes à leurs bureaux de poste.

La section de Massy mobilisée pour la sauvegarde de son bureau de Poste

à Convergence service public est une véritable plate-forme nationale à disposition de toutes celles et tous ceux qui souhaitent se mobiliser en France. Un site internet, *collectifposte.org*, a même été créé ; on y trouve des éléments pédagogiques, le relais des luttes sur le territoire, etc. Chaque fois qu'une mobilisation est lancée, tous les acteurs nationaux sont automatiquement prévenus, permettant de créer toutes les conditions pour mettre en place ce triptyque, particulièrement efficace pour obtenir gain de cause.

UNE CAMPAGNE PARTICULIÈREMENT ACTIVE À PARIS

Si Nicolas Bonnet connaît bien le dossier, c'est qu'il a largement participé à la bataille sur Paris, là où trente bureaux de poste ont fermé ou sont en cours de fermeture. Ils sont remplacés par des supérettes qui reprennent une partie des prestations disponibles pour les usagers, tout en sacrifiant la qualité et le lien social que peut représenter un bureau de poste.

Face à ses multiples fermetures, tout le monde y perd. Que ce soit la personne à mobilité réduite qui voit son bureau de poste s'éloigner, les usagers en général qui perdent en qualité de service, en confidentialité, ainsi que les commerçants qui, eux, sont des usagers très réguliers des services postaux.

La mobilisation pour la sauvegarde des bureaux de poste s'est inscrite dans cette stratégie « triptyque » avec la nécessité d'impliquer usagers, salariés, élus. La pétition sur la ville de Paris a recueilli plus de six mille signatures.

Des signes encourageants apparaissent. Ainsi, le conseil de quartier de l'Île-Saint-Louis a invité la population à débattre et s'est prononcé par un vote contre la fermeture de leur bureau de poste. ●

La section de Massy du PCF a mené une mobilisation victorieuse en 2015. Massy, ville de l'Essonne de 50 000 habitants, compte trois bureaux de poste dont un se situe dans le quartier populaire de la Villaine.

Tout est parti du jour où les militants de la cellule du quartier ont découvert qu'un bureau de poste devait fermer pendant la période estivale. Les liens entretenus avec les camarades de la FAPT CGT 91 (Fédération des postes) ont permis de confirmer la nouvelle.

Le maire UDI, Vincent Delahaye, avait en réalité l'ambition d'ouvrir un bureau de poste dans un nouveau quartier aisé de Massy, l'Atlantis. Siégeant à la commission départementale sur l'implantation de La Poste, il avait son plan en tête : fermer le bureau de poste dans le quartier populaire de Villaine pour pouvoir l'ouvrir dans ce nouveau quartier.

La section a alors réagi : une mobilisation s'est engagée aussi bien sur le terrain qu'au niveau institutionnel. La cellule communiste du quartier a elle aussi rapidement pris le relais, comme le permet cette structure de proximité de notre parti. Les camarades ont fait signer une pétition à plusieurs centaines de personnes en associant les habitants du quartier à l'action de la cellule. Une délégation avec les habitants et les camarades a été reçue par le receveur de La Poste, sans réponse réelle apportée à l'issue de la rencontre.

Conjointement, la conseillère municipale du parti, Colette Jan, a été d'une grande aide. Elle a relayé cette



bataille au conseil municipal par l'intermédiaire d'une motion ainsi que dans le bulletin d'information du conseil municipal.

Après des mois de bataille, gain de cause a été obtenu obtenu gain de cause et le bureau de poste a été maintenu dans le quartier. Les camarades restent toutefois vigilants, ayant conscience que cette victoire pourrait être remise en cause. Ils ont en tête que la volonté de La Poste est de fermer nombre de bureaux en milieu urbain.

Cette mobilisation est riche d'enseignements. Elle montre que la clef du succès est une implication de la population, implication que permet la structuration en cellules. Elle montre également la nécessaire articulation avec le travail des élus en conseil municipal, véritable atout dans la popularisation de la lutte. Elle montre enfin que cette bataille se mène conjointement avec les acteurs sociaux tels que la CGT, partenaire privilégié du parti.

Nous remercions les camarades de la section de Massy du PCF, leur secrétaire Thierry Doulaud, leur conseillère municipale Colette Jan et leur cellule de la Villaine. ●

Fiche méthode d'organisation

S'il est souvent tentant de se lancer bille en tête dans l'action, c'est bien plus efficace de prendre un temps pour se poser et planifier les différentes phases de notre action.

C'est au collectif d'animation de la section/cellule de faire ce travail de préparation : l'animateur seul risque de passer à côté de certains aspects, et une assemblée générale sera trop large pour permettre un travail pratique efficace. Ce temps en amont est la garantie d'une meilleure efficacité, l'objectif de cette fiche sera de vous donner les clés pour réussir cela.

Conduire une campagne de défense de La Poste

ÉVALUER LA SITUATION

Poser clairement la nature du bouleversement que l'on va combattre (fermeture d'un ou plusieurs bureaux, restrictions d'horaires, fermeture de services...).

Récupérer la communication officielle accompagnant la décision. Si elle n'est pas disponible directement, on peut contacter l'institution (La Poste ou la commune) à titre individuel, car ils répondent plus facilement à un usager isolé. Obtenir la communication officielle permet d'analyser leurs arguments pour mieux construire notre discours afin de les contrer.

Regarder le contexte : attaque isolée ou partie prenante d'un plan plus global, type d'agence (100 % La Poste ou agence communale), conséquences sur les usagers (bureau restant le plus proche, quartier ou villages concernés...). Cela permet d'affiner nos arguments de mobilisation en les rendant concrets.

Identifier les acteurs susceptibles de mener la bataille avec nous : syndicats de salariés, asso-

ciations de quartiers, élus locaux... Les solliciter pour les rencontrer.

Concernant les élus locaux, associations de quartier et forces politiques : dans la mesure où il faudra élargir le plus possible le rassemblement autour de nos revendications, il faut parfois faire attention à l'inclusion dès le départ d'autres acteurs, spécialement lorsqu'ils sont de formations politiques rivales. En effet, il est important de bien faire apparaître que l'initiative est prise par le parti, ses élus et/ou ses alliés, et de ne pas se « noyer » d'emblée dans un collectif unitaire trop large si d'autres personnalités ou organisations politiques, moins bien intentionnées que nous, risquent de tirer la couverture à elles.

PRÉPARER LA CAMPAGNE

Lancer une pétition en format papier et en ligne (sur Change.org - générer un flashcode pour les tracts et affichettes sur www.flashcode.fr ou un site similaire).

Rédiger et mettre en forme un tract d'information

(court et percutant, avec si possible deux niveaux de lecture : les arguments clés du combat, et un encart « pour aller plus loin » avec les positions plus générales du parti sur le sujet).

Construire un planning de campagne articulant différentes actions :

- Points fixes devant le bureau concerné et dans les lieux passants alentour ;
- Porte-à-porte dans le quartier concerné ;
- Visite des commerçants du quartier pour les sensibiliser et leur proposer de mettre la pétition à disposition de leurs clients, de poser une affiche dans leur local, etc.

Un bon plan de campagne n'est pas le plus chargé en actions, c'est le plus adapté aux forces dont dispose la section/cellule.

LA PÉTITION, PIVOT DE LA MOBILISATION

La pétition est l'outil central d'une mobilisation. Elle permet de rester en contact avec les signataires, de les solliciter pour les actions, elle doit donc toujours comprendre les champs « mail » et « téléphone ».

PASSER À L'ACTION

Se donner trois semaines environ pour faire signer la pétition, puis organiser une conférence de presse pour communiquer sur le nombre de signatures et appeler à un rassemblement devant le bureau de poste, en se donnant deux semaines de plus pour diffuser l'information (tout en continuant à faire signer la pétition).

Pour réussir le rassemblement, utiliser les coordonnées récoltées avec la pétition : les signataires ont déjà fait un premier « acte », ils ont plus de probabilité de se mobiliser. Pour cela, le premier moyen utilisable est le mail, mais il est bon de le doubler d'envois de SMS. Le rappel téléphonique oral nécessite plus d'organisation (temps, téléphones avec forfait adapté, accompagnement des camarades...), mais reste le moyen le plus mobilisateur.

METTRE EN AVANT LES PERSONNALITÉS COMMUNISTES DU TERRITOIRE

Sans tomber dans la personnalisation à outrance, il est important de mettre en valeur une ou deux personnalités communistes du territoire (élus locaux, responsables du parti...) dans la campagne. L'objectif est que les habitants puissent mettre des visages sur ce combat, augmentant notre rayonnement dans la population.

PERMETTRE LA NÉGOCIATION

À l'issue de cette première phase de mobilisation, il est important de déboucher sur une négociation avec les institutions compétentes. Il faut donc solliciter un rendez-vous, en incluant dans notre délégation l'ensemble des acteurs (élus locaux, associations, syndicats de salariés), ainsi que des citoyens mobilisés.

Une négociation se prépare collectivement, en amont. Il faut savoir identifier clairement nos revendications et les marges de manœuvre, pour mener la discussion de sorte à obtenir des avancées pour les citoyens.

La moindre avancée, même partielle, doit être ensuite mise en avant comme une preuve que la lutte paye, quitte à relancer un cycle de mobilisation pour continuer à faire monter la pression sur les décideurs et obtenir d'autres avancées. Pour amplifier la mobilisation, il sera impératif d'élargir le cercle des personnes impliquées dans les actions militantes, en sollicitant les citoyens les plus mobilisés.

Il est toutefois important, dans la mesure du possible, qu'une mobilisation ne se termine pas par une retombée démoralisante. Il est primordial d'anticiper les contraintes de calendrier (vacances scolaires notamment), et de bien ajuster la communication du parti. Proposer l'adhésion durant la mobilisation à tous ceux qui se seront engagés avec nous est également un réflexe à avoir, pour leur permettre de prolonger le combat sur la durée. ●



La rubrique « Résolutions communistes » présente à l'occasion de chaque numéro un texte issu des travaux du Conseil national du PCF. Objectif : s'appropriier son contenu et identifier ses éléments clés.

Résolution du Conseil national du PCF ★ 24 juin 2017

UN SÉISME ÉLECTORAL ET POLITIQUE INÉDIT

La situation issue des campagnes et élections présidentielles et législatives 2017 ne constitue pas seulement un nouveau et profond séisme de la vie politique française, elle en accélère le remodelage de façon inédite. Les deux principales formations politiques qui ont dirigé le pays n'ont pu accéder au second tour de l'élection présidentielle. Et l'abstention a atteint, aux élections législatives de juin, un niveau historique dramatique qu'il faut comprendre comme une forme de rejet des pratiques et des institutions politiques confisquées et sclérosées. La nature même du régime est en plein bouleversement, et les libertés et droits démocratiques, humains et sociaux de notre peuple sont menacés.

Le président Emmanuel Macron sort conforté d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale pour mettre en œuvre sans plus tarder ses projets de destruction du modèle social français. Le Parti communiste français, ses militants et ses élus, femmes et hommes, seront dès cette semaine dans toutes les luttes et tous les rassemblements pour imposer des reculs au chef de l'État, à son gouvernement, sa majorité et au MEDEF, dont président, ministres et députés d'En marche! protègent les intérêts.

LA QUESTION DE L'AVENIR DE NOTRE COMBAT POSÉE

La nouvelle situation politique interpelle directement toutes les forces politiques, et pour ce qui nous concerne, elle pose directement la question du rôle et de l'avenir de notre parti.

Dans un contexte de profondes divisions de la gauche de transformation sociale, divisions que le PCF, malgré ses initiatives, n'a pas été en mesure de résorber, le Parti communiste essuie un véritable échec électoral, même si l'élection et la réélection de onze députés manifestent une réelle capacité de mobilisation, de rassemblement et de résistance. Notre parti reste

confronté aux problèmes institutionnels du présidentielisme qu'il n'a pas su à ce jour résoudre.

Le Conseil national du PCF tient à remercier chaleureusement les cinq cent vingt-quatre candidates et candidats, les secrétaires fédéraux qui les ont appuyés dans leurs campagnes, les milliers de militantes et de militants du parti qui sont allés partout à la bataille pour arracher des avancées électorales,

et la victoire dans les onze circonscriptions de nos députés.

Le Conseil national félicite ces derniers pour leur élection, ainsi que toutes celles et ceux élus au second tour grâce au rassemblement de la gauche auquel le PCF a contribué.

Nous saluons également l'entrée au Parlement européen de notre camarade Marie-Pierre Vieu qui vient renforcer le groupe GUE-NGL dont Patrick Le Hyaric est vice-président.

Nous voulons enfin adresser nos amitiés aux députés sortants du groupe GDR qui ne se représentaient pas ou n'ont pas été réélus.

« L'abstention a atteint, aux élections législatives de juin, un niveau historique dramatique qu'il faut comprendre comme une forme de rejet des pratiques et des institutions politiques confisquées et sclérosées. »

Nos députés et le groupe qu'elles et ils ont décidé de former avec quatre députés des Outre-mers seront un point d'appui précieux pour les luttes qui s'annoncent et les conquêtes à venir du mouvement social et citoyen de notre pays. Leur volonté de rassemblement reste intacte puisque les députés communistes proposent la création d'un « comité de liaison » avec le groupe France insoumise afin de coordonner au mieux l'activité législative et faire obstacle efficacement aux mauvais coups du gouvernement d'Édouard Philippe.

POUR UN PROCESSUS DE DÉBATS ET D' ACTIONS VERS UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE EN 2018

Le Parti communiste français est appelé à se réinventer s'il tient à contribuer dans les mois et années à venir à l'amorce d'un processus de transformation sociale au service des intérêts populaires de notre pays. Le PCF se doit de remettre en chantier une stratégie et des pratiques de conquêtes et de victoires durables

« Le Parti communiste français est appelé à se réinventer s'il tient à contribuer dans les mois et années à venir à l'amorce d'un processus de transformation sociale au service des intérêts populaires de notre pays. »

pour la transformation sociale. Cela exige de notre part de nous réinventer pour être un parti communiste du XXI^e siècle à la hauteur de cet objectif tout en travaillant à l'émergence d'une construction politique, à vocation majoritaire, de l'ensemble de la gauche de transformation sociale.

Le Conseil national du PCF invite les communistes à ouvrir dès à présent un processus de débats, d'actions et d'élaboration collective qui verrait son aboutissement en 2018 par la tenue d'un congrès national extraordinaire dont les thèmes et questions à trancher seront élaborés par les adhérents du parti eux-mêmes.

POUR UN BILAN APPROFONDI ET COLLECTIF

Le Conseil national s'accorde sur le fait qu'un bilan poussé et collectif s'impose à présent à notre parti et ►►

— LE CALENDRIER —

25 août : séminaire de travail du Conseil national en marge de l'université d'été.

Septembre : consultation nationale des adhérents sur les sujets à mettre à l'ordre du jour du congrès extraordinaire et la date de sa tenue, avant l'été 2018 ou à l'automne 2018.

La Fête de l'Humanité qui se tiendra à La Courneuve du 15 au 17 septembre sera un temps fort de ce processus.

14 octobre : assemblée nationale des animatrices et animateurs de section qui tirera le bilan de la consultation des adhérents et proposera l'ordre du jour du congrès.

— LE CHIFFRE —

11 députés communistes élus lors des législatives.

— LA PHRASE CLÉ —

« Le Parti communiste français est appelé à se réinventer s'il tient à contribuer dans les mois et années à venir à l'amorce d'un processus de transformation sociale au service des intérêts populaires de notre pays. »

► à ses directions. Un bilan qui permette de faire, clairement et lucidement, la part des problèmes politiques présents et de l'expérience de ces quinze derniers mois, de celle des problèmes structurels et stratégiques qui sont les nôtres depuis des années.

Ce travail, pour aboutir, a besoin de l'intelligence collective des communistes, et oblige par conséquent les directions à tous les échelons du parti à travailler pour réunir les conditions les plus favorables, sous toutes les formes, à la participation de chaque communiste aux débats, élaborations, décisions et à leurs mises en œuvre.

UNE PREMIÈRE LISTE OUVERTE DE QUESTIONS À TRAITER

Le Conseil national a commencé à échanger autour de problématiques que soulèvent les débats des communistes et qui demanderaient un travail collectif de conception et d'action :

Comment redevenir le parti des classes populaires, au travail, à l'entreprise, dans les quartiers populaires et la ruralité ?

Quelle stratégie de transformation concrète de la société, comment devenir un parti de la conquête citoyenne, dans une visée révolutionnaire ?

Comment, à partir de nos bonnes pratiques locales et du travail de nos élus et élus, de toutes nos expérimentations militantes, construire des outils de notre stratégie nationale de transformation sociale ?

Quel rassemblement voulons-nous, avec qui, comment ?

Quel nouveau modèle d'organisation ?

Quelle conception des collectifs de direction ?

Comment reconstruire notre communication et notre identification ?

Quels moyens humains et financiers pour mettre en œuvre ces politiques ?

Ces premiers éléments doivent être critiqués et enrichis par les communistes eux-mêmes au cours de l'été au moyen d'un document permettant de formuler les questions politiques à traiter au congrès.

DES MOBILISATIONS IMMÉDIATES À ENGAGER

Le PCF affrontera tous les défis de la nouvelle période – ceux auxquels notre peuple et notre pays font face, ceux qui le concernent directement et ceux d'une gauche fracturée et émietlée – dans la lutte et l'action. Le PCF appelle à la mobilisation de toutes les forces,

individuelles et collectives, de la transformation sociale, démocratique et citoyenne, pour relever ensemble tous ces défis.

Le président Macron et son gouvernement veulent clore leur prétendue concertation sociale avant de l'ouvrir réellement en faisant adopter par ordonnances leur projet de flexibilisation maximale du travail. Le PCF s'engage dans la bataille contre ces lois d'ordonnances et pour une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation afin de lutter efficacement contre le chômage. Pour contribuer à la mobilisation populaire

la plus large possible, les communistes organiseront pendant toute la période estivale, partout en France, des initiatives publiques de la campagne « L'été n'est pas fait pour casser le code du travail », lancée le 1^{er} juin.

Le PCF, engagé également dans la bataille pour la démocratisation des institutions et la défense des libertés publiques, appelle à se mobiliser pour la mise en

place du scrutin proportionnel, et prendra une part active à toutes les mobilisations contre le projet d'introduction de l'état d'urgence dans le droit commun. Le PCF entend faire de ces trois mois à venir l'été des solidarités et de la fraternité en organisant notamment avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent des journées à la mer et des ventes de fruits et légumes solidaires directes du producteur au consommateur. Du 4 au 9 septembre, semaine de la rentrée scolaire, les communistes de tout le pays prendront des initiatives de mobilisation pour un grand service public de l'école.

La Fête de l'Humanité 2017, fête de la fraternité, de la liberté et de l'égalité, fête des solidarités populaires et de la grande paix humaine, sera en septembre le lieu de centaines de débats politiques sur les défis du moment et un rendez-vous national de lutte et de riposte. Plus que jamais à cette heure, elle est la fête de l'humain d'abord face « au chacun pour soi et l'argent pour quelques-uns ».

La diffusion de sa vignette bon de soutien sous l'impulsion du collectif national, animé par Nathalie Simonnet, a été lancée nationalement le 28 juin lors de l'initiative publique avec Patrick Le Hyaric, directeur du journal, Fabien Gay, directeur de la fête, Nathalie Simonnet et Pierre Laurent.

Les élections sénatoriales de septembre constitueront la troisième et dernière étape du cycle électoral 2017.

« Ce travail, pour aboutir, a besoin de l'intelligence collective des communistes. »

Leurs enjeux, malgré le type de scrutin, concernent directement l'avenir de nos communes et territoires dont la cohésion et le développement exigent des politiques fondées sur l'ambition d'une République pour toutes et tous. L'élection de nombreuses sénatrices et de nombreux sénateurs communistes ainsi que de candidats soutenus par notre parti constituera une force de résistance et d'alternative offensive au Sénat contre les projets gouvernementaux.

OUVRIR UN DÉBAT LARGE POUR RÉINVENTER À GAUCHE

Le Parti communiste français ne se résout pas à la crise et à l'affaiblissement historique de la gauche dans notre pays, et relève le défi de la reconstruction de la gauche. Il invite l'ensemble de ses organisations locales et départementales à s'adresser aux millions de femmes et d'hommes de notre pays qui veulent redonner à la gauche tout son sens et qui sont prêts à réfléchir, débattre et agir avec toutes les forces engagées au service du mouvement populaire et citoyen dans cet objectif, tout particulièrement dans le cadre de luttes politiques et sociales de riposte à la politique d'Emmanuel Macron.

Pour sa part, le PCF, son secrétaire national Pierre Laurent, invitent à l'Université d'été du PCF puis à la Fête

— LE LIEN NATIONAL-LOCAL —

Le Conseil national indique que ses travaux « doivent faire l'objet de comptes rendus dans toutes les sections et fédérations du Parti, de journées de travail locales, et les débats, propositions et demandes des communistes consignés par écrit et transmis à la présidence du Conseil national pour une diffusion plus large ». Les faire parvenir à Vie militante du PCF. vie-militante@pcf.fr

— ALLER PLUS LOIN —

Le rapport de Pierre Laurent en introduction aux travaux du Conseil national est consultable sur pcf.fr/100954 ou directement en flashant le QRcode ci-dessous.



Le Conseil national de juin 2017 a proposé la convocation d'un congrès national extraordinaire du PCF. *Cause commune* nourrit le débat. Jusqu'au congrès, vous lirez ici des contributions émanant d'un échantillon singulier du PCF : les militantes et militants ayant suivi les cinq stages cadres tenus ces trois dernières années. Camarades en responsabilité, ils livrent un point de vue libre, singulier et frotté à l'action.

Redonner un avenir au PCF dès maintenant

— PAR MAXIME COCHARD* —

En ce surlendemain de deuxième tour, constatons une nouvelle fois combien l'attitude sectaire de Jean-Luc Mélenchon et de la France insoumise a été préjudiciable à notre camp. Dès le 23 avril, le brouillage du candidat FI sur l'appel à battre Marine Le Pen puis son refus de tout accord avec le PCF et EELV a coûté l'élection de dizaines de députés qui auraient pu résister à la vague Macron, ouvrant un boulevard à nos adversaires. Alors que Jean-Luc Mélenchon ambitionnait de diriger le pays, fort de son score de premier tour, la France

la synthèse de Vincent Préseume, « Quelques réflexions sur la France insoumise », en dresse un relevé saisissant.

Mais la responsabilité exorbitante de Jean-Luc Mélenchon dans l'échec de la gauche face à la *Blitzkrieg* macronienne ne doit pas nous conduire à sous-estimer la nôtre dans nos résultats calamiteux. Le fait que le PCF regagne des députés pour la première fois depuis 1997 ne doit pas nous illusionner. Nos scores aux élections législatives (2,7 %) sont particulièrement préoccupants. Ils soulignent

des mations ont déjà été faites à de nombreuses reprises dans le passé et n'ont guère été suivies d'effet. Tout montre que, malgré la réduction à peau de chagrin de l'appareil du parti, un phénomène d'inertie bloque toute initiative et tout changement. Or, sans remise en question radicale de notre approche de l'élection présidentielle, de notre absence de stratégie de conquête et de notre façon de communiquer, nous courons à la disparition pure et simple du PCF. C'est d'autant plus urgent qu'il est désormais clair que Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise préparent d'ores et déjà l'échéance de 2022, qui est considérée par le candidat malheureux comme celle devant le conduire enfin à la victoire finale. Cette démarche personnelle porte en germe le risque de notre éviction définitive de la scène politique nationale.

« Nos scores aux élections législatives (2,7 %) sont particulièrement préoccupants. »

insoumise a connu une hémorragie aux législatives : 64 % de déperdition de votes. Au second tour, sur plus de 70 candidats FI qualifiés, seuls 14 ont été élus. Voilà le prix de la stratégie politicienne diviseuse de Jean-Luc Mélenchon et de son entourage. En outre, les difficultés posées par leur positionnement de fond sont réelles,

l'échec de la stratégie choisie par le parti. Ils posent la question de l'utilité de notre parti pour la population comme pour les militants qui donnent tant d'énergie pour permettre à chacun de s'y organiser.

Le secrétaire national a promis d'importants changements pour répondre à ces problèmes. Hélas, ces procla-

Il est impératif non seulement d'ouvrir le débat, mais surtout de prendre enfin des décisions pour redonner à notre parti un avenir, avec d'autres objectifs que le maintien de nos positions électives.

À la suite de discussions avec d'autres camarades, je verse à notre débat collectif quelques pistes de chantiers à ouvrir (lire ci-contre). ●

15 propositions

pour redonner un avenir au PCF

1- DOTER LE PCF D'UNE DIRECTION OPÉRATIONNELLE

- Remplacer le CEN (l'organe de direction) pléthorique et inefficace par une direction opérationnelle resserrée autour d'une quinzaine de membres dotés d'une feuille de route claire et chargés de prendre les décisions qui s'imposent ;
- Recentrer le rôle du secrétaire national afin que sa mission soit principalement l'animation de la vie du parti ;
- Lancer dès maintenant un collectif de préparation de l'élection présidentielle 2022 chargé d'élaborer une stratégie politique, un programme, et de repérer puis de préparer un ou une candidate pour porter notre voix en vue de cette échéance structurant l'ensemble de la vie politique ;
- Définir une stratégie de conquête à moyen et long terme au-delà du calendrier électoral, dessinant des perspectives réelles pour le parti (reconstitution du maillage territorial affaibli, investissement sur des territoires électoraux, réinvestissement des organisations de masse).

2- RÉVOLUTIONNER LA COMMUNICATION DU PCF

- Nommer un ou plusieurs porte-parole ayant fait la démonstration de leur efficacité médiatique ;
- Remplacer les campagnes thématiques épisodiques par le travail de long terme sur trois grands identifiants martelés ;
- Réélaborer nos identifiants autour de sujets « vie quotidienne » immédiatement appropriables pour les salariés précaires ;
- Engager un travail approfondi de réadaptation de notre vocabulaire, afin de systématiser un lexique simple et concret compréhensible par 100 % des gens ;
- Redéfinir les modes d'expression du PCF en substituant aux formats exhaustifs, abstraits et collectifs des formats courts, concrets et incarnés ;
- Changer de charte graphique (enfin unifiée) et de signalétique ;
- Investir enfin sérieusement Internet et les réseaux sociaux.

3- RENDRE PLUS EFFICACE L'ORGANISATION INTERNE DU PCF

- Réorienter notre approche de la formation et de la politique des cadres vers les tâches opérationnelles (pilotage de section, travail d'implantation et d'organisation, campagnes électorales) ;
- Réformer les commissions thématiques en les dotant d'une plus grande autonomie et de porte-parole dédiés pour renforcer leur pouvoir d'interpellation ;
- Créer un comité d'intellectuels et de salariés chargé de travailler une approche résolument contemporaine, accessible et concrète du communisme du PCF ;
- Réorienter la vie des sections vers les activités concrètes d'implantation et de contact avec les habitants. ●

La parole donnée aux communistes

La résolution du Conseil national du PCF et le rapport de Pierre Laurent l'affirment avec force : dans la préparation du congrès extraordinaire la priorité sera donnée à la construction collective et à la parole des adhérents. Un objectif qui demande de la préparation et de l'organisation pour être réalisé. **Isabelle de Almeida**, présidente du Conseil national explique pour *Cause commune*, les décisions prises pour impulser, dès l'été, ce travail de longue haleine.

« La toute première des responsabilités de la direction nationale est de s'assurer que le rapport de Pierre Laurent et la résolution du Conseil national soient portés à la connaissance des communistes », estime Isabelle de Almeida. C'est la raison pour laquelle, une synthèse du rapport et une trame de compte rendu pour aider à la présentation dans les cellules, sections et fédérations ont été produites. Les échanges qui ont suivi les assemblées générales ont eux-mêmes donné lieu à des comptes-rendus destinés à la direction nationale afin qu'elle prenne connaissance des premières réactions suscitées. « Nous sommes en train de collecter ces comptes-rendus, plusieurs dizaines nous sont déjà parvenus », confirme la présidente du Conseil national en juillet. Ils donneront lieu à une vaste synthèse qui devra refléter l'état d'esprit des communistes et sera présentée lors du Conseil national qui se tient, à Angers, le premier jour de l'université d'été.

Toutefois, comme le note Isabelle de Almeida, « tous les communistes ne sont pas présents aux assemblées générales et tous ne prennent pas la parole ». C'est pourquoi un questionnaire est en cours d'élaboration pour permettre à chaque adhérent ou groupe d'adhérents d'exprimer leur point de vue « sur la méthode, la date de la tenue de notre congrès, les questions prioritaires à traiter pour l'avenir de notre combat communiste », résume-t-elle. « Sur toute une série

de sujets, la question de l'accélération concrète de la mise en œuvre des décisions que nous avons prises lors de notre congrès de 2016 est posée », rappelle-t-elle en précisant que « le relevé de décisions adopté était à la fois très ambitieux et très concret » tout en ajoutant qu'il mérite « d'être mieux mis en avant ».

De manière à ne pas perdre de temps, le Conseil exécutif national s'est organisé en deux groupes de travail durant l'été. Le premier, pilotée par Émilie

« Quels grands enseignements le PCF doit-il retirer de cette campagne ? »

Lecroq qui est en charge de la vie du parti et Vincent Bouget, non-membre du CEN mais secrétaire départemental du Gard, est chargé de bâtir le questionnaire en lien avec les responsables fédéraux. Après validation du Conseil national, il sera rapidement disponible sur support papier mais aussi en version numérique.

Le deuxième groupe de travail, coordonné, quant à lui, par Isabelle de Almeida, Marc Brynhole en charge du travail avec les intellectuels et Guillaume Roubaud-Quashie responsable

de la formation et de l'université d'été, a pour fonction de recueillir les comptes rendus d'assemblées générales et d'impulser la discussion des communistes. Sans attendre la finalisation du questionnaire, « nous avons adressé à tous les membres du PCF qui ont été candidats aux législatives une sollicitation pour connaître leur avis sur la séquence. Quel a été l'accueil de la population, quels obstacles mais aussi quels points de force ? Bref, quels grands enseignements le PCF doit-il retirer de cette campagne ? », détaille Isabelle de Almeida. Pour elle, il s'agit à cette occasion d'aborder d'un point de vue très concret, les transformations à accomplir dans le PCF « comme outil de conquête du pouvoir en croisant les expériences de communistes candidats sur des terrains très différents ».

« À l'occasion des campagnes, on constate le potentiel d'implantation du parti et on expérimente parfois de nouveaux outils organisationnels ou de communication qui peuvent avoir une utilité concrète pour tous les communistes », insiste la présidente du Conseil national.

Les remontées d'informations seront jointes à l'ensemble des contributions collectées dans le but d'être examinées par l'assemblée des animateurs de sections le 14 octobre. « Ce seront eux qui, en connaissance de cause, se prononceront sur la date et l'ordre du jour de notre congrès extraordinaire », conclut Isabelle de Almeida. ●

Faire cause commune en Europe

— PAR ANNE SABOURIN —

Pour cette première chronique européenne, j'ai longuement hésité : par quoi commencer ? Projet de notre nouveau président. Rendez-vous de lutte avec la manifestation du 28 septembre à Bruxelles pour le droit à l'avortement. Passage en revue des derniers votes à Strasbourg. Focus sur un pays à l'actu brûlante... Promis, il y aura de tout ça dans les prochains billets. Peut-être aussi des infos insolites, la parole donnée à des chroniqueurs talentueux, femmes et hommes de France et d'ailleurs, des coups de gueule et des coups de cœur.

Mais puisque *La Revue du projet* devient *Cause commune* et parce que son premier dossier porte sur la lutte des classes, je partage ici une conviction : l'enjeu européen, en ce début de siècle, est le passage à l'offensive du grand nombre, les 99 % de tous les pays, pour reprendre le pouvoir sur l'avenir d'un continent qui finira mal s'il est abandonné à la finance et à ceux qui la servent.

L'Union européenne est une belle réussite du capital au XX^e siècle, tant il s'agit d'un modèle avancé de construction façonné par et pour les 1 %. L'évasion fiscale y est légale. Le droit du travail, entrave à la croissance des profits, est régulièrement décapé. Les banques naviguent allègrement entre spéculation et refinancement *gratis* par la BCE ; leurs crises sont jugulées par les États et il n'y a plus aucun complexe à user de la violence face à la contestation, fût-elle d'un gouvernement. Et bientôt, les multinationales pourront, grâce aux accords de libre-échange, traîner nos pays devant les tribunaux pour faire sauter les régulations sociales ou environnementales qui les gênent. À part quelques rappels à l'or-

dre symboliques par la Commission quand les dérapages sont trop visibles, Bruxelles est une fête pour le business. Pourtant, un projet de construction régionale alternative, respectant les souverainetés populaires, se dotant d'outils de développement commun, de droits sociaux avancés et d'une politique de paix mondiale existe dans ses grandes lignes. Et, objectivement, la force de ceux qui ont intérêt au changement est là. Comment la dévoiler, l'organiser, la politiser ? La grande question de l'unité des travailleurs et des classes populaires européens se pose comme jamais ! Cinquante ans après le traité de Rome, vingt-cinq ans après celui de Maastricht, la concurrence entre travailleurs a bien infusé. Le tout-marchand et maintenant « l'uberisation » nous renvoient chaque jour un peu plus vers la débrouille individuelle. Le rejet et la colère sont là. La peur est toujours aussi mauvaise conseillère. La Grèce a prouvé que, même en frappant fort avec un référendum, pas un homme, pas un parti, pas un peuple ne peut seul changer la donne. L'histoire s'accélère, le remodelage de nos sociétés est en cours, il faut d'urgence nous mettre en action. Les forces progressistes dans leur diversité – gauche politique, écologistes, monde syndical et ONG, intellectuels, artistes engagés – ne doivent plus tarder à envoyer le signal positif de l'unité et des batailles communes. Marseille accueillera les 10 et 11 novembre prochains un forum européen progressiste, on en reparlera ! ●

***Anne Sabourin** est membre du Comité exécutif national du PCF, chargée des questions européennes.

Vote de classe

Un débat étonnant, et symptomatique, sur « le vote de classe » a traversé les « politologues » au printemps dernier, notamment avec la candidature Macron. Un peu comme si ce vote pour En marche!, fait pour brouiller les repères de classe, avait tout au contraire fortement réactivé ce concept.

PAR GÉRARD STREIFF

En février dernier, commentant une série d'études préélectorales (et en particulier une investigation Kantar SOFRES-Onepoint pour LCI-*Le Figaro*-RTL), Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS-CEVIPOF, se montrait catégorique : le vote de classe, c'est fini. Ce commentaire hasardeux était doublement insolite. D'abord, parce qu'on y voit un gourou de Sciences Po manipuler le terme de classe avec désinvolture, comme si ce concept était courant jusque-là dans ce milieu, alors que les sommités de la politologie l'avaient enterré

« Le poids de la classe sociale sur la détermination du vote paraît rester extrêmement pertinent. C'est même, avec les clivages générationnels, un des seuls repères qui ne semble pas vaciller dans cette campagne hors du commun. »

Chloé Morin, Frédéric Dabi

depuis belle lurette. Ensuite, parce que cet empressement semblait trahir un désir, une envie d'en finir une bonne fois avec cet antagonisme entre les classes, avec l'affrontement riches/pauvres, et accessoirement avec l'opposition gauche/droite.

C'est très exactement sur cet axe en effet que le moderne Macron avait construit sa communication et sa campagne, un monde où s'affrontent les progressistes et les réactionnaires, les efficaces contre les désuets, les gagneurs (version française de la Silicon Valley) et les ratés, la dernière « appli » contre le Minitel, « Uber face aux taxis, Amazon face aux libraires », *dixit* Vincent Tremolet de Villers.

Le vote, selon Rouban, serait donc de plus en plus individualisé, privatif. Le chercheur est tranchant. Quand on (*Le Figaro*) lui demande si (avec Macron), c'est « donc » la fin du vote de classe, il répond : « Certainement. Les variables dites "lourdes", comme le patrimoine ou la profession exercée, n'expliquent plus que de manière secondaire le choix électoral. Si on décompose le vote Macron, les intentions de vote des enquêtés se positionnant au centre varient entre 26 et 46 % selon le niveau de diplôme. [...] Le niveau de patrimoine n'intervient qu'en troisième position. » Adieu les variables lourdes, vive la légèreté.

Oui mais. Le problème pour Rouban, c'est qu'il est à peu près seul sur ce créneau. Et pour cause.

La veille du premier tour, Chloé Morin, directrice de l'Observatoire de l'opinion, et Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'IFOP, lui donnaient la réplique. Dans un papier pour la fondation Jean-Jaurès, intitulé « Présidentielle : la lutte des classes a toujours lieu », ils assuraient que le déterminant de classe dans le vote (de 2017) reste pertinent.

« L'analyse des données issues du Rolling IFOP-Fiducial à notre disposition semble indiquer que, dans le paysage politique déstructuré que nous connaissons aujourd'hui – entre recomposition politique, émergence d'une offre radicalement nouvelle au centre de l'échiquier, effondrement d'un candidat représentant un parti de gouvernement et dynamique spectaculaire d'un candidat d'extrême gauche rejetant cette étiquette –, le poids de la classe sociale sur la détermination du vote paraît rester extrêmement pertinent. C'est même, avec les clivages générationnels, un des seuls repères qui ne semble pas vaciller dans cette campagne hors du commun. » Peu après, Jérôme Sainte-Marie, directeur de Polling

Vox, auteur de *Le Nouvel Ordre démocratique* (Éditions du moment, 2015) est tout aussi catégorique. Dans une étude intitulée *Macron, révélateur du vote de classe*, il déclare : « Fin du vote de classe ? L'analyse des données disponibles [sur le vote Macron] révèle bien au contraire que la nouvelle offre politique qu'il incarne revivifie et accentue les clivages sociaux que son discours prétend transcender. »

Partant d'une étude de BVA pour Orange et la presse quotidienne régionale, il note : « Cette question du vote de classe ne se réduit pas à de simples différences de niveau dans le choix électoral exprimé

« **Ceux qui pensent appartenir aux classes "privilegiées", "aisées" ou "moyennes supérieures", ensemble qui représente un peu moins du tiers de l'électorat, se sont retrouvés en force dans l'électorat Macron du premier tour.** »

selon la catégorie sociale dans laquelle on situe les individus. La pluralité objective des positions dans la hiérarchie professionnelle, celle des revenus ou celle du patrimoine, ne devient un puissant facteur politique que lorsqu'elles sont perçues par les intéressés comme les assignant à des groupes différents. C'est pourquoi il faut aussi considérer la classe sociale subjective, c'est-à-dire le sentiment que l'on peut

avoir d'appartenir à un des grands ensembles identifiés au sein de la société, par exemple les catégories populaires ou bien les gens aisés. »

Jérôme Sainte-Marie reprend ici, sans le vouloir ou sans le savoir (?), la différence qu'établissait déjà Karl Marx entre classe en-soi et classe pour soi.

Ceux qui pensent appartenir aux classes « privilégiées », « aisées » ou « moyennes supérieures », ensemble qui représente un peu moins du tiers de l'électorat, se sont retrouvés en force dans l'électorat Macron du premier tour.

Le Figaro (4 mai 2017) esquissait peu après la géographie du vote Macron : ses bastions sont des zones aisées ou de villégiature, notamment balnéaire, genre Le Touquet, Trouville, Deauville, Honfleur, Granville, le golfe du Morbihan, La Baule, la côte atlantique, les Hauts-de-Seine, une partie des Yvelines, Fontainebleau, l'Ouest lyonnais, les bords du lac Léman : « L'effet richesse ou le vote de classe que laissent entrevoir ces exemples et les données des sondages [...] se vérifient quand on calcule le niveau de ce vote selon la proportion de foyers fiscaux de la commune assujettis à l'impôt sur le revenu (IR). Plus la part de foyers fiscaux payant l'IR est élevée et plus l'ancien ministre de l'Économie a obtenu des résultats élevés. »

L'objectif affiché avec Macron était de renouveler de fond en comble l'offre électorale, de vanter un électeur-consommateur qui suit la mode et son caprice individuel. En vérité, ce vote a « réactivé le vote de classe. La seule surprise tient à ce que celui-ci, aujourd'hui, ressemble beaucoup à l'ancien » (Jérôme Sainte-Marie). Ce n'est pas le moindre des paradoxes de ces élections présidentielles 2017. ●

UN MOUVEMENT ESQUISSE DÈS 1992

Emmanuel Macron et François Fillon obtiennent tous deux des scores situés entre 24 et 30 % parmi les classes moyennes supérieures, et même supérieurs à 30 % chacun chez les catégories aisées. Au total les classes moyennes supérieures votent à 50 % pour le candidat d'En marche! ou pour celui de la droite et les deux tiers des catégories aisées votent pour l'un de ces deux candidats. À l'inverse, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen totalisent à eux deux 56 % des voix exprimées par les catégories pauvres et 52 % des voix des catégories modestes. L'écart des scores obtenus par chacun des quatre candidats susceptibles d'accéder au second tour s'étend sur plus de dix points, voire plus dans le cas de François Fillon : il obtient 25 points d'intentions de vote de plus chez les plus aisés que parmi les catégories les plus pauvres. Il est vrai qu'une partie de cet écart recouvre un autre clivage : celui qui sépare les générations – plus de 50 % des retraités accordent ainsi leur suffrage à François Fillon ou à Emmanuel Macron. Mais l'examen des intentions de vote des seuls actifs révèle lui aussi la persistance d'un vote de classe : les CSP+ [catégories socioprofessionnelles supérieures] votent à 50 % pour Emmanuel Macron ou François Fillon, alors que 53 % des CSP- votent soit pour Jean-Luc Mélenchon soit pour Marine Le Pen. Esquissée dès le référendum de 1992, amplifiée avec celui de 2005 marqué par le basculement dans le camp noniste des classes moyennes et du salariat, la structuration d'un vote de classe s'est imposée. En 2012, on observait déjà un clivage important : la candidate du Front national et le candidat du Front de gauche totalisaient à eux deux 44 % des voix des CSP- et seulement 22 % des CSP+. Les deux finalistes de droite et de gauche de gouvernement rassemblaient, quant à eux, 57 % des voix des CSP+. Parallèlement, Nicolas Sarkozy et François Hollande parvenaient à rallier 42 % des CSP- au premier tour.

Frédéric Dabi, Chloé Morin
Présidentielle : la lutte des classes a toujours lieu

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

Les projets du Président Macron pour les médias et l'audiovisuel public

À lire son programme, le désormais président Macron, qui, il est vrai, n'eut pas trop à se plaindre du traitement qu'ils lui ont réservé depuis plus d'un an, considère apparemment les médias comme un sujet mineur.

— PAR ACRIMED* —

Nous l'avons noté en recensant les mesures concernant les médias dans les programmes des différents candidats : regroupées dans le septième et dernier point d'un vaste chapitre fourre-tout consacré à « la culture », au nombre de quatre, les propositions officielles d'Emmanuel Macron en la matière sont à la fois pauvres et floues. Ce qui ne les empêche pas d'être inquiétantes.

L'intitulé du septième objectif du candidat Macron dans le domaine culturel, « Protéger l'indépendance éditoriale des médias d'information et conforter les médias de service public », est aussi prometteur que... retors. En effet, dans la novlangue macrono-libérale, les verbes « protéger » et « conforter » prennent un sens très particulier.

Première proposition : « Créer un nouveau statut de l'entreprise de presse, sur le modèle des trusts anglo-saxons pour garantir l'indépendance éditoriale et journalistique. »

Ce projet de « création » ne prend sens qu'au regard du diagnostic qui l'inspire : « Aujourd'hui, la présence d'actionnaires industriels et financiers au capital de groupes de presse est une réponse aux difficultés économiques de la presse. Mais elle est source de soupçons sur la réalité de l'indépendance des rédactions et la liberté de la presse. »

Ainsi, l'invraisemblable concentration des principaux médias français entre les mains d'une poignée d'industriels serait une fatalité économique et ne poserait qu'un problème d'image. La solution proposée ne viserait donc pas à défaire l'emprise financière des oligarques sur les médias, mais à la camoufler derrière un « nouveau statut » juridique. Abrisés derrière leur « trust », ou leur « fondation » (Corinne Erhel, l'une des porte-parole d'Emmanuel Macron, formulait ainsi la proposition : « Un nouveau statut aux sociétés de presse *via* une fondation. ») les Bergé-Niel-Pigasse et autres Drahi pourraient ainsi continuer à faire main basse sur le paysage médiatique sans nourrir les « soupçons ».

Deuxième proposition : « Simplifier la réglementation audiovisuelle en matière de publicité, de financement et de diffusion, pour lever les freins à la croissance de la production et de la diffusion audiovisuelles et préparer le basculement numérique, tout en préservant la diversité culturelle », pour adapter le secteur « à un environnement ouvert et concurrentiel ».

Une proposition qui ne renvoie à aucune mesure précise, mais comporte des mots clés à même de rassurer tous les libéraux férus de déréglementation et de concurrence marchande – et d'inquiéter celles et ceux qui considèrent que l'information

et la culture ne sont pas des marchandises comme les autres. Cette proposition éclaire également sous un jour bien peu rassurant les propositions qui suivent sur le service public audiovisuel.

Les troisième et quatrième propositions visent en effet directement France Télévisions :

« Nous renforcerons le secteur public de l'audiovisuel pour qu'il réponde aux attentes de tous les Français et accélère sa transformation numérique, en concentrant les moyens sur des chaînes moins nombreuses mais pleinement dédiées à leur mission de service public. »

« Nous rapprochons les sociétés audiovisuelles publiques pour une plus grande efficacité et une meilleure adéquation entre le périmètre des chaînes et leurs missions de service public. Leurs conseils d'administration seront plus indépendants et plus ouverts dans leur composition. Ils seront chargés de désigner les dirigeants, après appel public à candidatures. »

« Concentrer les moyens sur des chaînes moins nombreuses », rapprocher les sociétés pour « une plus grande efficacité », voilà qui fleure bon, si ce n'est la privatisation d'une ou plusieurs chaînes – démentie (mais faut-il la croire ?) par Corinne Erhel dans l'émission « L'instant M » du 16 mars –, du moins la réorganisation à la hussarde du groupe public.

FRANCE TÉLÉVISIONS 2020, LE CHEMIN DE L'AMBITION

Une (énième) réorganisation qui risque d'être calquée sur les préconisations contenues dans le rapport remis au gouvernement sous ce titre (en présence d'Emmanuel Macron) en février 2015.

Le pedigree de l'auteur de ce rapport, Marc Schwartz, laisse songeur. Haut fonctionnaire de la Cour des comptes, Marc Schwartz a été directeur financier, puis directeur général adjoint de France Télévisions entre 2000 et 2006. Il a également été mandaté par l'État pour effectuer en 2008 une mission de réflexion et de proposition concernant les relations entre la presse et La Poste et sur le soutien public à l'acheminement des abonnements de presse par postage ou par portage. En 2012, il est chargé d'une médiation pour résoudre le conflit opposant Google aux éditeurs de presse, qui aboutira en février 2013 à la création d'un fonds de 60 millions d'euros abondé par Google afin de financer les projets numériques de la presse. Enfin, en mai 2015, il est chargé d'une nouvelle mission de médiation pour trouver un équilibre entre les intérêts des plates-formes de *streaming*, des producteurs et ceux des ayants droit. Jusque-là, rien que de très classique.

Mais on notera que, comme nombre de ses congénères de la haute fonction publique – dont un certain Emmanuel Macron – qui goûtent aux joies rémunératrices des allers-retours entre privé et public, Marc Schwartz a multiplié les incursions dans le privé : en 2006, il rejoint la banque d'investissement Caylor en tant que directeur adjoint, puis fonde l'année suivante un cabinet de conseil spécialisé dans le secteur public et celui des médias ; entre 2010 et 2012, il intègre le groupe Mazars en tant qu'associé, chargé du conseil au secteur public et aux médias, avant de devenir le responsable mondial du département « secteur public ». Un bien beau parcours qui peut contribuer à éclairer les positions de Marc Schwartz qui a rejoint en avril dernier l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron afin de « coordonner les propositions pour élaborer le programme politique du candidat

à la présidentielle en matière de politique culturelle et de communication ». Et on n'est guère surpris que ce grand commis de l'État ait rejoint En marche!, tant la tonalité générale de son rapport (« France Télévisions 2020, le chemin de l'ambition ») rappelle la logorrhée macronienne : de vagues généralités soutenues par une flopée de mots-valises, marqueurs de l'idéologie de marché – le terme « concurrence » apparaît ainsi vingt-cinq fois en cent vingt pages, ce qui peut surprendre dans un texte consacré

« Les impératifs de rentabilité et de compétitivité se substituent à toute considération sur les missions de service public. »

à une entreprise publique. Une grande partie de ce document très technique aborde les relations juridiques entre France Télévisions et l'État, ainsi que des questions de management que nous n'aborderons pas ici.

Les synergies dégagées par France Télévisions dans le cadre de la création de l'entreprise commune devaient permettre de réduire le volume global d'emplois permanents et ainsi contribuer à la maîtrise de la masse salariale. Plusieurs estimations ont été réalisées à différentes étapes de la mise en œuvre du projet.

Lorsqu'il s'agit de s'interroger sur les évolutions possibles de la filière de production de France Télévisions, les impératifs de rentabilité et de compétitivité se substituent à toute considération sur les missions de service public. Il est toutefois indispensable de restaurer la compétitivité de la filière en poursuivant les efforts de gestion. [...] D'autres groupes européens ont réussi à faire de leurs moyens de fabrication interne un avantage concurrentiel, comme le montre l'exemple de la BBC.

Mais cela suppose une meilleure adaptation aux contraintes économiques et une flexibilité accrue, propres à assurer la viabilité de la filière dans le long terme. C'est cette approche que l'État actionnaire est prêt à soutenir pour le prochain mandat. Quant à la conclusion du rapport, on peut se demander si Marc Schwartz ne s'est pas adonné aux joies de l'écriture automatique pour la rédiger, tant elle est convenue et stéréotypée : France Télévisions en 2020 ? Une entreprise agile, performante, réactive, autonome ; une entreprise fière d'elle-même, qui a réussi à libérer les énergies et les talents de ses équipes ; une collectivité humaine qui a retrouvé confiance en elle et a reconquis le chemin de l'ambition. [...] Le secteur des médias est en mutation rapide, les ressources publiques demeurent contraintes, et le modèle économique des diffuseurs est confronté à un risque d'affaiblissement structurel, en raison de l'arrivée de nouveaux concurrents et de l'organisation segmentée du marché, qui freine la capacité des acteurs à se positionner au mieux au sein d'une chaîne de valeur transformée par l'ouverture des marchés. France Télévisions devra rapidement tracer un chemin qui lui permette de retrouver de l'agilité et reprendre le contrôle de son destin, afin de compter en 2020 parmi les leaders européens du secteur et redresser durablement sa situation financière. Après la lecture du programme du président nouvellement élu (et du rapport remis en 2015 par celui qui a coordonné son projet pour les médias), si on peut être certain que ne sera pas mis un coup d'arrêt à l'appétence des oligarques pour les entreprises médiatiques, il est bien difficile de dire précisément à quelle sauce France Télévisions sera mangée durant ce quinquennat... Pour que le secteur public de l'audiovisuel ait quelque chance de devenir vraiment un service public, c'est une voie complètement opposée qu'il conviendrait d'emprunter : élargir le périmètre, renforcer le financement et démocratiser le tout, comme nous le proposons dans « Pour une refondation de l'audiovisuel public : histoire, diagnostic et propositions », mars 2017. ●

Éducation populaire et féminisme

Comment actualiser le slogan féministe « le privé est politique » au sein des collectifs militants ?

— PAR ONZE FEMMES DU RÉSEAU LA GRENAILLE DONT ALEXIA M., ANAIG MESNIL ET ÉMILIE VIARD* —

Nous sommes onze femmes qui tentons d'être militantes anti-capitalistes, marxistes, libertaires, anticolonialistes, féministes ; nous nous sommes pour la plupart rencontrées dans le cadre de notre métier d'éducatrices populaires et du réseau de nos cinq structures d'éducation populaire « La Grenaille ». Lors d'un rassemblement annuel entre nos coopératives, l'une d'entre nous a été agressée sexuellement par un collègue.

NOTRE CHEMINEMENT

Ce n'est qu'un an après que nos coopératives créent les conditions matérielles pour travailler sur cette agression et ne pas la laisser sans suite, impunie, invisibilisée. Mandat est donné à un comité de rédaction non mixte (dont fait partie la collègue agressée) pour faire un travail de fond sur comment nos collectifs sont traversés par les effets du système patriarcal. C'est ce que nous avons souhaité partager au travers de cette brochure. Nous avons voulu témoigner de ce qui avait rendu possible cette agression dans un cadre pro-

fessionnel et de ce qui avait rendu possible sa mise sous silence. Témoigner de la souffrance et de la complexité à dévoiler, à dénoncer et analyser les différentes expressions de la domination qui traversent nos collectifs militants. Expliquer comment, avec nos camarades et collègues, pour certains amies et amis, il faut

« Préférer la lutte parfois épuisante à la fuite plus paisible. »

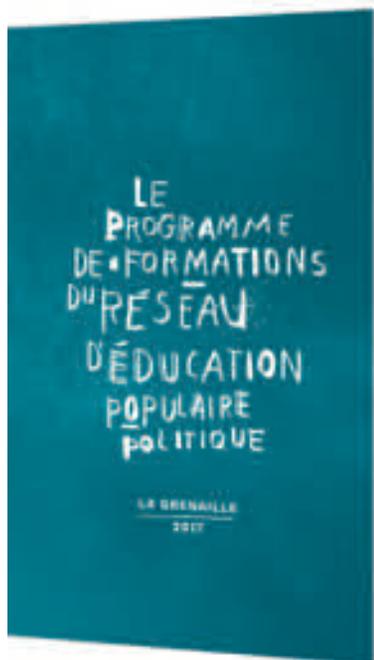
parfois sortir de la pédagogie pour entrer dans un rapport de force afin de faire reconnaître des inégalités et des oppressions. Et aussi témoigner que malgré tout cette bataille est pleine de moments enthousiasmants. Et puis nous souhaitons transmettre ce que nous avons compris et appris,

les lectures et les échanges qui nous ont nourris et qui sont comme des compagnons de route pour ne pas plier, ne pas baisser les bras, préférer la lutte parfois épuisante à la fuite plus paisible. Nous nous inspirons principalement de la théorie du féminisme matérialiste qui nous aide à penser et à lutter au quotidien. Cette agression et son dévoilement ont été le point de départ de la volonté de travailler collectivement cette question en interne et de rendre public notre cheminement. Au moment où nous avons commencé à partager nos intimités et les oppressions subies, à nous raconter comment pour chacune l'intime est politique, nous avons pu commencer un travail d'analyse qui a ouvert des perspectives de lutte. Nous nous sommes senties « faire classe », partager du vécu commun en tant que femmes. Ça nous a donné beaucoup de force. Et comme dirait une de nos camarades : « C'est lors d'un temps collectif que j'ai pris conscience que je suis une femme. » Nous avons été aussi parfois divisées, n'occupant pas les mêmes positions ou n'endossant pas les mêmes fonc-

tions dans ce qui se jouait dans notre réseau, ayant des intérêts contradictoires, ne saisissant pas aussi souvent que possible l'opportunité d'un espace non mixte entre femmes pour se parler. Cette brochure est une photographie de ce cheminement en cours. Nous sommes conscientes que nos propos, intérêts et points de vue

sont porteurs d'hétérocentrisme – norme dominante hétérosexuelle – et qu'ils ne parlent pas des formes particulières de domination que subissent les camarades lesbiennes ou « racisé.e.s ». Nous avons chacune un parcours féministe singulier. Si nous avons toutes des « expériences intimes » de la domination masculine,

de filles ou de femmes, mais on a dû toutes passer par des réactions comme : « C'est intéressant mais c'est exagéré » ou bien à valider l'idée, que « Bon, aujourd'hui en France, l'essentiel est gagné », c'est-à-dire qu'il y a eu beaucoup d'avancées en matière d'égalité hommes-femmes. Réaliser et ressentir nos places de



« Réaliser et ressentir nos places de dominées dans le système patriarcal fut douloureux. Le recours aux espaces collectifs nous a permis de penser l'action pour transformer ces douleurs en outils de lutte. »

nous avons toutes eu des difficultés à accéder, puis à entendre réellement, ou enfin à adhérer, aux analyses féministes quand nous les avons croisées les premières fois. On pouvait être sensibles à la recherche d'égalité ou attirées par des propos critiques qui faisaient écho à nos vies

dominées dans le système patriarcal fut douloureux. Nos prises de conscience se sont faites dans des processus longs. Le recours aux espaces collectifs nous a permis de penser l'action pour transformer ces douleurs en outils de lutte. Nous revendiquons une éducation populaire

C'EST QUOI « LA GRENAILLE » ?

Le réseau La Grenaille au moment du début de l'écriture du livre, c'est une chose, et aujourd'hui, c'en est une autre. Au moment de l'écriture, ce sont quatre structures qui sous forme de SCOP – statut coopératif – sont dans une relation de filiation initiale avec Le Pavé (situé à Rennes). Dans La Grenaille il y a un désir partagé de se réapproprier et de réinventer des pratiques d'éducation populaire politique. Les moyens utilisés sont : la formation professionnelle, l'animation et l'accompagnement de collectifs et de syndicats, ou la diffusion de conférences gesticulées. Ça représente entre quinze et vingt salariés, femmes et hommes, selon les moments. En 2014, il y a eu l'autodissolution du Pavé (manifeste d'autodissolution rédigé du 24 au 28 avril 2014, [en ligne] <http://www.scoplepave.org/>) et la refondation ensuite de deux structures issues de cette étape : Le Contrepied et la Trouvaille. Le premier, sous le statut SCOP, a gardé la même activité

qu'avant. Et La Trouvaille, comme collectif d'éducation populaire sous la forme associative, a choisi en tant que « labo » d'éducation populaire d'accompagner des groupes et des structures dans des expériences, savoirs et stratégies communes pour l'égalité. Le Contrepied a choisi de sortir du réseau en 2015. Donc, malgré ce changement, il y a toujours aujourd'hui quatre structures : La Trouvaille à Rennes, L'Engrenage à Tours, L'Orage à Grenoble et Vent debout à Toulouse. Ce réseau, La Grenaille, a été formalisé en 2012. Au sein de ce réseau, les structures se réunissent dans deux « instances » distinctes. Une d'elles s'appelle Fête à conflits, c'est une instance organisationnelle qui cherche à faire vivre l'autogestion du réseau et à prendre les décisions collectivement. L'autre instance, on l'a appelée Université d'été, c'est plutôt une instance de débat de fond.

politique qui se replace dans l'histoire collective et qui lutte contre toutes les formes de domination structurelle. En écrivant cette brochure et en réfléchissant collectivement à la

la sous-représentation des femmes là où il y a du pouvoir et dans les médias, les différences de revenus, le langage... Aujourd'hui ce système est loin d'avoir été abattu, il perdure dans

de la rédaction de brochure. Nous avons composé plusieurs versions avant d'en arriver à celle que vous avez entre les mains. Nous souhaitons une brochure à la fois conscientisante pour les lecteurs et lectrices – comme ça l'a été pour nous – qui outille, qui donne à voir nos tâtonnements, nos choix, nos erreurs et nos analyses *a posteriori*. Nous souhaitons également une brochure qui partage des éléments théoriques et concepts que nous avons trouvés éclairants et aidants dans la lutte vers davantage d'égalité. Nous avons privilégié une « entrée incarnée » : le fil rouge est autour de notre histoire, nous-femmes du réseau La Grenaille, en amont et hors des coopératives.

« Le féminisme et l'analyse des rapports de domination et de pouvoir font partie intégrante de l'éducation populaire telle que nous voudrions la penser et la vivre. »

suite de l'agression, nous souhaitons redire à quel point le féminisme et l'analyse des rapports de domination et de pouvoir font partie intégrante de l'éducation populaire telle que nous voudrions la penser et la vivre.

CONTRER L'IDÉE QUE L'ESSENTIEL EST FAIT EN MATIÈRE DE FÉMINISME

Aujourd'hui, nous voulons mettre en lumière le gouffre qu'il y a entre la réalité matérielle, concrète de la domination et des oppressions et l'idée communément admise (et relayée) que « ça va, ça avance ». Il ne s'agit pas de nier les conquêtes essentielles des femmes qui se sont battues il y a quarante ans, et avant, et depuis, pour la conquête de droits formels sur l'avortement, la contraception. Ni de taire toutes les victoires administratives, juridiques, médicales, dans les mœurs. Ni de ne pas saluer l'entrée du féminisme dans la production de savoirs. Mais de contrer l'idée que l'essentiel est fait. De contrer l'idée qu'il y a des comportements sexistes et des « malades » qui tapent ou violent des femmes et que ce sont des exceptions à soigner, l'idée qu'il n'y aurait pas de lien entre l'assassinat d'une femme tous les deux jours par son conjoint et la répartition des tâches domestiques,

toutes les institutions (école, justice, famille, média, etc.) et permet des violences, des oppressions, de l'appropriation, de l'exploitation à l'aide d'un appareil idéologique dont la première fonction est de le rendre invisible, dont le premier effet est de maintenir des oppressions pour les unes et des privilèges pour les autres. Nous ne sommes pas coutumières

Notre cadre professionnel est en quelque sorte, le « terrain de recherche » de cette brochure. Les récits et anecdotes sont tirés de nos vécus au sein de chacune de nos structures ou au sein du réseau. Nous avons essayé de vous faire part exclusivement des éléments contextuels qui nous semblaient nécessaires à la compréhension des enjeux liés à l'histoire commune que nous vous racontons.

Et on peut dire que notre démarche a pris naissance lors d'une Fête à conflits, deuxième regroupement de La Grenaille, en juillet 2012, dans les Cévennes, où il y avait un enjeu de structuration du réseau. C'est dans les Cévennes qu'a eu lieu l'agression sexuelle que nous racontons dans la première partie. ●



***Alexia M., Anaig Mesnil, Émilie Viard**, sont membres du réseau La Grenaille.

Ce texte est extrait de la brochure *Éducation populaire et féminisme. Récit d'un combat (trop) ordinaire. Analyses et stratégies pour l'égalité*, éditions La Grenaille.

Sartre, ou « l'enfant terrible de la bourgeoisie »

Jean-Paul Sartre, brebis galeuse issue de la bourgeoisie, ne cesse de déstabiliser sa classe de l'intérieur, ce qui explique le silence à son égard aujourd'hui.

— PAR **BRADLEY SMITH*** —



Jean-Paul Sartre à Pékin en 1955.

Les idées dominantes, comme le dit Marx, sont celles de la classe dominante — et si un des fils de cette classe, indigné par ce que ces idées prétendaient justifier, s'engageait à les mettre à mal ? Le sale gosse ! Que faire de ce traître qui scandalise ceux-là mêmes qui le mirent au monde ? Parfois, à l'aide de quelques ruses, le trublion peut être « récupéré » ; dans d'autres cas, en revanche, il se montre plus résistant... À l'époque de Socrate, la solution s'appelait la ciguë. Mais à l'époque bourgeoise, où l'on prétend à la liberté d'expression, nos bien-pensants doivent se contenter d'un autre recours ; si la brebis galeuse ne peut être ni récupérée ni exécutée, il reste une solution : l'occulter. À l'évidence, c'est le sort que l'on a réservé à Jean-Paul Sartre.

LA « DÉSUÉTUDE DE LA PENSÉE SARTRIENNE ?

En effet, l'idéologie dominante veut aujourd'hui que la pensée sartrienne se caractérise avant tout par son « inactualité ». Mais l'acharnement même avec lequel on insiste — depuis de nombreuses années... — sur sa « désuétude » ne témoigne-t-il pas, au contraire, d'une volonté d'étouffer une voix potentiellement lumineuse ? Alors pourquoi Sartre gêne-t-il tant la bourgeoisie ? De fait, si celle-ci n'évoque jamais celui-là que pour mieux l'enterrer, force est de constater qu'elle n'a jamais su récupérer cet « enfant terrible » issu de son sein, et qui ne cesse de déstabiliser sa classe de l'intérieur.

Dès ses premiers écrits, Sartre se livre à une guerre sans merci, tant sur le plan philosophique que sur le plan littéraire, contre l'idéologie bourgeoise. Cela se manifeste notamment dans sa critique de tout ce qui relève de la *réification*, à laquelle il donne, fort souvent, l'image d'*engloutissement*. Que ce soit « l'Esprit-Araignée » qui, dans *Une idée fondamentale de la phénoménologie de Husserl* (1939), « attirait les choses dans sa toile, les couvrait d'une bave blanche et lentement les déglutissait » ; ou cette « bête lymphatique » qui, dans *La Nausée* (1938), voulait s'engraisser du sang de Roquentin en le réduisant à une catégorie sociale toute faite — on constate une répugnance soutenue dans l'œuvre de Sartre pour le *visqueux*, le *glutineux*, c'est-à-dire, tout ce qui brise l'élan du vivant, le colle à une position fixe et le réduit ainsi à l'impuissance. Il s'agit là, certes, d'un éloge de la vie contre la mort, de la liberté contre l'oppression ; mais il faut y voir également ce fameux « travail contre soi » — contre soi en tant que *bourgeois*, notamment — que Sartre mena toute sa vie. Agacé par sa classe, il refuse de s'y laisser engloutir ; et, par l'écriture, ce dialogue avec soi et contre soi se traduit par un long dialogue avec la bourgeoisie et contre elle.

C'est un des paradoxes de cet homme à contradictions : il se sent solidaire de ceux qui veulent renverser la bourgeoisie, et pourtant presque toutes ses œuvres s'adressent à elle. Notons, cependant, que c'est pour lui dire *ce qu'elle ne veut pas entendre*. En lisant

La Nausée, par exemple, le lecteur bourgeois se reconnaît aisément dans ce journal intime d'un petit-bourgeois à la recherche de la liberté ; au cours de la lecture, cependant, il découvre que les « honnêtes gens », avec leurs petites cérémonies, leurs pratiques de distinction, leurs statues en bronze et leur prétendu humanisme, sont, en fait, des « salauds ». Et par là, Sartre entend, non pas un simple trait de caractère, mais un mode de vie élitiste qui met un masque de noblesse sur des pratiques d'oppression. Sartre s'en prend encore aux « salauds », notamment au temps de la guerre d'Algérie : pendant que les Français digéraient passivement les rumeurs sur la torture, les massacres et les violences policières ; pendant que, à Paris même, on découvrait les cadavres d'Arabes jetés dans la Seine ou pendus dans le bois de Boulogne ; pendant que la France, afin de conserver sa fierté de grande nation, s'endormait, ne voyant que les violences commises par le FLN ; et pendant que la presse respectueuse, soucieuse de ne pas « démoraliser » un peuple pointé du doigt, disait aux Français : « Vous êtes formidables », Sartre leur disait : « Nous sommes tous des assassins » — et leur ouvrait les yeux sur la violence *institu-* ►►

► *tionnelle* sur laquelle était fondé le système colonial (voir *Situations V*, 1964). Cela, la bourgeoisie paternaliste ne voulait pas l'entendre. Pour les Algériens, en revanche, quelle bouffée d'air frais que d'avoir un des plus grands écrivains français de leur côté !

L'INTELLECTUEL « ENGAGÉ »

C'est que, pour Sartre, l'intellectuel « engagé » doit toujours se mettre du côté des opprimés. Qu'est-ce qui le pousse à s'engager ainsi ? L'intellectuel occidental contemporain, selon Sartre, est une figure qui se recrute parmi ce qu'il appelle les « techniciens du savoir pratique » — c'est-à-dire, les professeurs, les scientifiques, les ingénieurs, les écrivains, les médecins, etc. — et qui apparaît lorsque les lois universelles de son travail entrent en contradiction avec les lois particularistes de la structure capitaliste. Un remède que découvrent des chercheurs en médecine, par exemple, peut guérir, en principe, *n'importe quel* corps humain ; mais la recherche du profit et les lois du marché qui règlent la production capitaliste font que ce remède universel ne sera probablement accessible qu'à une élite privilégiée. De même, les recherches que mènent des savants nucléaires débouchent sur la découverte de lois universelles dans le domaine de la science ; mais à l'ère du capitalisme monopolistique, l'armée américaine, par exemple, peut se servir de ces recherches pour mettre au point des armes très destructrices, dans le cadre d'une politique impérialiste servant les intérêts particuliers d'une minorité très puissante. Dans la mesure où ces chercheurs en médecine et en physique nucléaire touchent dans leurs recherches à l'universel, ce ne sont pas encore des intellectuels : ce sont des techniciens du savoir pratique. Mais si ces mêmes chercheurs, indignés par les fins que sert leur travail, se rassemblaient afin d'y résister et de mettre l'opinion publique contre cette exploitation de leurs recherches — alors, dit Sartre, ils deviennent des intellectuels (voir *Plaidoyer pour les intellectuels*, 1972). Cette découverte de l'alié-

nation, en soi et hors de soi, est ce qui rapproche l'intellectuel des autres personnes exploitées et aliénées. La contradiction dont il souffre étant celle de la société capitaliste elle-même, il se met du côté de ceux qui veulent la dépasser. Mais il existe d'autres techniciens du savoir pratique qui arrivent à s'accommoder de leur contradiction. En effet, il faut se rappeler que la plupart d'entre eux sont issus de la bourgeoisie, qu'ils ont reçu une éducation bourgeoise, et que, par conséquent, ils sont imprégnés, malgré eux, de préjugés et de l'élitisme bourgeois. Prédisposés par leur salaire et leur prestige supérieurs à se sentir au-dessus des catégories populaires, certains d'entre eux, écrit Sartre, « se sont,

réiproques qui lui étaient si chers — réciprocité affirmée avec rigueur dans les dernières lignes des *Mots* (1964) : « Ce que j'aime en ma folie, c'est qu'elle m'a protégé, du premier jour, contre les séductions de "l'élite" : jamais je ne me suis cru l'heureux propriétaire d'un "talent" : ma seule affaire était de me sauver — rien dans les mains, rien dans les poches — par le travail et la foi. Du coup ma pure option ne m'élevait au-dessus de personne : sans équipement, sans outillage je me suis mis tout entier à l'œuvre pour me sauver tout entier. Si je range l'impossible Salut au magasin des accessoires, que reste-t-il ? Tout un homme, fait de tous les hommes et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui. »

« C'est un des paradoxes de cet homme à contradictions : il se sent solidaire de ceux qui veulent renverser la bourgeoisie, et pourtant presque toutes ses œuvres s'adressent à elle. »

tôt ou tard, faits [les] chiens de garde [de la bourgeoisie], comme a dit Nizan. Les autres, ayant été sélectionnés, demeurent élitistes, même quand ils professent des idées révolutionnaires. Ceux-là, on les laisse contester : ils parlent le langage bourgeois. Mais doucement on les tourne et, le moment venu, il suffira d'un fauteuil à l'Académie française ou d'un prix Nobel ou de quelque autre manœuvre pour les récupérer » (« Justice et État », 1972). C'est le piège que l'on tendit à Sartre en 1964 — et qu'il évita en devenant le premier écrivain à décliner volontairement le prix Nobel de littérature. C'est que ce prix, pour Sartre, renforce les rapports d'*inégalité* entre les hommes ; il s'agit d'une petite *distinction* qui, en brisant les liens humains de solidarité et d'égalité, relève du monde élitiste des « salauds ». Accepter ce prix l'aurait donc mis en contradiction avec les rapports humains

Ainsi, que ce soit en s'adressant sans cesse aux bourgeois pour leur dire ce qu'ils ne veulent pas entendre ; en se faisant un intellectuel engagé du côté des opprimés, à l'inverse des « chiens de garde » ; ou en déclinant le prix Nobel de littérature, institution de la distinction bourgeoise par laquelle la classe dominante peut récupérer ses enfants ayant « erré du droit chemin », on comprend que Sartre gêne tant la bourgeoisie, tel un fils qui révèle la vraie nature de ses parents, et que sa voix soit occultée par l'idéologie dominante. Pour nous qui luttons contre la domination bourgeoise, en revanche, voilà pourquoi cette voix lumineuse nous manque tellement aujourd'hui.. ●

► **Bradley Smith** est responsable de la rubrique Philosophiques. Il est maître de conférences à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.

Combien de femmes au travail en France, au XX^e siècle ?

Sur la base d'une reconstitution des séries de chiffres en gardant les définitions de chaque époque, vue d'ensemble et évolution du travail des femmes au cours de ce siècle. Un chiffrage politique.

— PAR MARGARET MARUANI ET MONIQUE MERON* —

Le chiffre est politique. On le sait pour le taux de chômage ou pour l'indice des prix. Il en est de même pour le travail des femmes. Chaque société, chaque époque, chaque culture produit ses formes de travail féminin et secrète ses images et ses représentations. Et les chiffres participent très activement à cette construction sociale. C'est le résultat d'une recherche au long cours sur *Un siècle de travail des femmes en France – 1901-2011* (Paris, La Découverte, 2012). Nous avons recompté le travail des femmes au XX^e siècle et, en même temps, décrypté la façon de compter : chiffrer et déchiffrer, ausculter l'art et la manière de fabriquer les statistiques. Rappelons que conter et compter ont la même étymologie : ils viennent du verbe latin *computare* ; ce n'est pas un hasard.

Sans regarder le monde d'hier en l'ajustant aux lunettes d'aujourd'hui, il s'agissait de retrouver les logiques qui présidaient aux chiffres de chaque époque, de comprendre, à travers les statistiques et les définitions de l'activité, les contes et codes sociaux qui délimitent les frontières de ce que l'on nomme le travail des femmes. Nous n'avons pas recalculé le travail des femmes tout au long du XX^e siècle avec les définitions d'aujourd'hui, nous avons reconstitué des séries de chiffres en gardant les définitions de chaque époque.

LES FRONTIÈRES MOUVANTES DU TRAVAIL

La difficulté à délimiter ce que l'on compte et nomme comme du « travail » pour les femmes est un leitmotiv dans les notes des recensements, de la pre-

mière moitié du XX^e siècle : « Le classement des femmes est souvent affaire d'interprétation » (Françoise Battagliola, *Histoire du travail des femmes*). Repérer précisément l'évolution de ces « interprétations », et tenter de les comprendre, montre bien qu'aux problèmes de lisibilité des chiffres de l'activité s'ajoutent les interrogations sur la visibilité du travail des femmes. Où passent les frontières entre l'emploi repérable et le travail informel ? Comment les femmes ont-elles été, au fil des ans, recensées, omises ou recalculées, effacées ou reconnues ? Sur les femmes pèse toujours le soupçon implicite de l'inactivité : une paysanne dans un champ travaille-t-elle ou regarde-t-elle le paysage ? Une ouvrière licenciée est-ce une chômeuse ou une femme qui « rentre au foyer » ? Ces questions récurrentes, que l'on réserve aux seules femmes, nous disent le contraste entre l'évidence du travail masculin et la contingence du travail féminin.

Le fait de déclarer ou non une activité rémunérée ou une profession, de distinguer la fonction sociale de travailler, d'avoir un emploi, un métier, des autres fonctions plus domestiques ou strictement familiales, c'est s'affirmer comme ►►

« En dépit des crises et des récessions, par-delà les périodes de guerre et d'après-guerre, les femmes ont vraiment beaucoup travaillé en France à toutes les époques de ce siècle. »

► membre d'une société économique. Ce sont des actes symptomatiques des représentations de l'époque sur le travail et, plus largement, sur le rôle des femmes dans la société. En regardant comment se construisent au fil des ans les statistiques de l'activité professionnelle des femmes, on peut dire quelque chose de l'histoire de leur statut. Car le travail féminin est un fil rouge pour lire la place des femmes dans la société, dans toutes les sociétés contemporaines. En ce sens, la délimitation des frontières du travail des femmes est une question éminemment politique.

UNE ILLUSION D'OPTIQUE STATISTIQUE

L'histoire habituellement contée du travail des femmes au XX^e siècle nous disait une baisse continue de leur activité professionnelle de la fin de la Seconde Guerre mondiale aux années 1960. Or, si l'on tient compte des changements de définition de l'activité agricole, il semble bien qu'il n'y a pas eu durant la première moitié du siècle de tendance

« La fameuse baisse tendancielle de l'activité féminine de 1918 à 1962 résulte d'un changement de définition au recensement de 1954. »

générale à la diminution de l'activité féminine. La fameuse baisse tendancielle de l'activité féminine de 1918 à 1962 résulte d'un changement de définition au recensement de 1954. C'est, tout simplement, le produit d'une illusion d'optique statistique. À partir de 1954, l'INSEE change la définition du

travail agricole : pour être recensé comme agriculteur ou agricultrice, il faut désormais se déclarer tel, ce qui n'était pas le cas jusque-là. De fait, on a recalculé l'activité féminine à partir d'une hypothèse forte mais non explicitée, celle que, dans l'agriculture, les femmes qui ne se déclarent pas agricultrices étaient des inactives, alors qu'on trouvait jusque-là que l'hypothèse inverse allait de soi. C'est le nouveau parti pris par l'INSEE à partir de 1954, à un moment où le déclin de l'agriculture est fortement engagé – et à une époque où l'idéologie de la femme au foyer s'épanouit. Ce nouveau parti pris sous-trait brusquement 1,2 million de personnes – dont près d'1 million de femmes – de la population active. Et l'on a recalculé à la baisse le travail des femmes durant toute la première moitié du XX^e siècle

À rebours des idées reçues, le résultat le plus marquant de cette recherche, c'est l'importance et la permanence du travail des femmes. L'apport de leur force de travail a toujours été massif et indispensable. Nos chiffres montrent la constance du poids de l'activité féminine en France : jamais moins d'un tiers de la population active, quasiment la moitié aujourd'hui. 6,8 millions de femmes actives en 1901, 14,4 en 2013. Du côté des hommes, on passe de 12,9 millions en 1901 à 15,4 en 2013. En 2016 : 14,2 millions de femmes et 15,3 millions d'hommes, d'après les derniers chiffres de l'enquête Emploi.

LA DISCONTINUITÉ DES TRAJECTOIRES FÉMININES : UNE PARENTHÈSE

Si le niveau d'activité des femmes est traditionnellement moins élevé que celui des hommes, elles se distinguent aussi par leurs interruptions : s'arrêter de travailler quelques années ou plus lorsque l'enfant paraît est une particularité de l'activité féminine qui la rend « spécifique » et par là même perméable aux discriminations.

L'homogénéisation des comportements masculins et féminins est le premier fait

marquant qui se dessine au fil des courbes d'activité jalonnant ce siècle. Elles témoignent d'un très spectaculaire « rattrapage » de l'activité des femmes de 25 à 50 ans par rapport à celle des hommes, rattrapage qui démarre dans les années 1960 et se poursuit aujourd'hui. D'où la question : de quand date la « tradition » ? En fait, entre 1946 et 1968, les comportements des femmes étaient particulièrement « spécifiques », mais il ne s'agit pas d'une tendance longue. Les statistiques révèlent un aspect bien peu connu de l'histoire de l'activité féminine : les trajectoires professionnelles des femmes étaient beaucoup plus discontinues entre 1946 et 1968 qu'au début du XX^e siècle. Cet effet est amplifié par l'élimination, en 1954, de nombre d'agricultrices comptées soudain comme « inactives ». Ces années correspondent également au *baby-boom*, période où la fécondité a été particulièrement forte en France. De fait, la discontinuité n'a été qu'une parenthèse.

PÉNURIES D'EMPLOI : LES PERMANENCES

Sur le front des pénuries d'emploi, on observe, en dépit des apparences, de sérieuses régularités. Chômage, sous-emploi et travail à temps partiel existent tout au long du XX^e siècle, mais avec des appellations, des désignations et des définitions très diverses. Encore plus que pour l'activité et l'emploi, la question du repérage est ici cruciale et la reconstitution statistique n'en est que plus problématique. Sur aucun de ces phénomènes nous ne pouvons dresser le tableau exhaustif du XX^e siècle.

Le chômage, le travail à temps partiel et le sous-emploi ont au moins un point commun : leur chiffrage est incertain, polémique et politique. De plus en plus, ils servent d'indicateurs de l'état de la « question sociale ». Les chiffres du chômage des femmes sont particulièrement délicats, incertains, fragiles : pour elles, l'ombre de l'inactivité plane souvent sur la privation d'emploi.

Pour le sous-emploi et le travail à temps partiel, les choses sont, de ce point de

vue, plus simples : depuis qu'ils sont recensés, on voit bien qu'il s'agit, pour l'essentiel, d'une affaire de femmes : 30 % des femmes et 8 % des hommes qui ont un emploi en 2016 sont à temps partiel, et ces proportions ont à peine frôlé en 20 ans (+3 % pour les hommes et +1 % pour les femmes).

Dans l'histoire du travail du XX^e siècle, le travail à temps partiel pose un problème particulier : on a construit une forme d'emploi spécifiquement féminine qui vient contrecarrer la tendance à l'homogénéisation des comportements d'activité masculins et féminins observée depuis les années 1960. Il a été créé de toutes pièces pour elles – du « sur-mesure » en quelque sorte. Mais de là à raconter qu'il sied bien aux femmes, c'est une autre histoire.

MÉTIER D'ANTAN, PROFESSION D'AUJOURD'HUI

Une cartographie du sexe des métiers et de leur évolution montre que l'histoire des professions et des emplois n'est pas tout à fait la même pour les femmes et pour les hommes : le déclin de l'agriculture ne s'est pas fait au même rythme pour les unes et pour les autres ; la classe ouvrière a toujours été plus masculine ; la tertiarisation des emplois a été plus rapide et plus importante pour les femmes.

Tout au long du siècle, on voit à la fois de la constance, des résistances et des subversions. La permanence réside dans le maintien d'indéracinables bastions masculins et féminins : très peu de femmes sur les chantiers, quasiment pas d'hommes dans les pouponnières ni chez les particuliers pour aider les personnes ou faire le ménage. Il faut bien noter que, en la matière, la constance est masculine autant que féminine. Les subversions apparaissent du côté des professions dites « supérieures », parmi les catégories les plus diplômées où l'on voit des professions qualifiées, autrefois hégémoniquement masculines, se féminiser sans perdre de leur valeur sociale – sans se dévaloriser.

On peut remarquer que cette dualité

entre bastions très sexués et métiers mixtes sépare aussi les qualifications et les âges : les métiers les plus sexués sont souvent tenus par des personnes relativement âgées et peu qualifiées, tandis que les professions qui se féminisent s'adressent, en moyenne, à un public plus jeune et plus qualifié. Sur le front de la mixité, les pesanteurs sont omniprésentes. Mais les changements observés du côté des jeunes générations et des salariés les plus qualifiés sont

divorce entre statut professionnel et familial. Et cela change tout. Le salariat, depuis plusieurs décennies, n'est plus cette situation « indigne et misérable », dont Robert Castel retrace bien l'histoire dans *Les Métamorphoses de la question sociale*. Pour les femmes, au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, il constitue un marchepied vers l'autonomie économique – un grand pas vers la liberté. La montée actuelle des métiers dits indépendants, l'extension de la pré-

« L'histoire des professions et des emplois n'est pas tout à fait la même pour les femmes et pour les hommes. »

indéniables sans pour autant résoudre tous les problèmes. Le « plafond de verre » opposé aux femmes pour atteindre les postes les plus importants, s'il craquelle par endroits, reste une réalité forte. Les spécialités de certains métiers demeurent (ou deviennent) parfois très sexués (notamment en médecine, chez les ingénieurs, dans les métiers de la justice...). D'autres lignes de partage se profilent, posant de nouvelles questions entre les types d'emplois et de métiers exercés par les hommes et les femmes.

CE QUE COMPTER VEUT DIRE

Au début du siècle, la majorité des femmes travaillaient à domicile — agricultrices, « isolées », travailleuses spécialisées dans les travaux de couture payés à la tâche... Au XXI^e siècle, la quasi-totalité des femmes sont salariées et sortent de chez elles pour aller travailler, même « pour quelques heures ». Avec la diffusion du salariat, leur labeur est désormais devenu visible et autonome, déconnecté de leur statut familial. Les femmes salariées travaillent et gagnent leur vie, quelles que soient leur situation familiale et la profession de leur conjoint. Le salariat consomme le

carité et la permanence du chômage, désormais autant (sinon plus) masculin que féminin, dessinent un marché du travail difficile, pour les femmes comme pour les hommes, une nouvelle donne où les unes comme les autres cherchent leur place.

L'étude précise des chiffres montre toute l'étendue, l'ampleur et la constance de l'activité féminine durant le XX^e siècle. Dans le monde du travail professionnel, les femmes n'ont jamais été une « minorité ». Car c'est bien ce que ce voyage dans les méandres de la statistique descriptive met en évidence : en dépit des crises et des récessions, par-delà les périodes de guerre et d'après-guerre, les femmes ont vraiment beaucoup travaillé en France à toutes les époques de ce siècle. Mais leur travail a souvent été recalculé, recalé, redéfini. Avec des hésitations et des partis pris qu'il s'agit de décrypter, aujourd'hui comme hier : ce que compter veut dire. ●

*Margaret Maruani est sociologue. Elle est directrice de recherche au CNRS.

Monique Meron est statisticienne. Elle est administratrice à l'INSEE.

Bancs publics

Lieux politiques de conflits urbains ou révélateur de ce que l'urbanisme néolibéral fait à la ville.

— PAR CORINNE LUXEMBOURG* —

L'urbanisme de la modernité s'est construit autour des circulations automobiles. Ainsi en même temps que l'espace de la ville est passé des 5 km/h de la marche aux 50 km/h de la voiture, il s'est peu à peu déshabitué des rencontres et du bruit qu'elles font. Alors, se trouve cet étrange paradoxe fait de la multiplication des discours sur le vivre ensemble, le développement de l'urbanité, et la fonction

ou autres lieux de sports collectifs, et là c'est plutôt en majorité des habitants. Il y a donc là quelque chose de la ville qui se construit autour du banc, de l'assise comme corolaire aux déplacements piétons. Un quelque chose comme un projet collectif de ce qui fait qu'en habitant la ville on ne fait pas qu'y loger, mais qu'il s'agit de pratiques, de déplacements, de stationnements, de rencontres, mais aussi d'installer son corps dans l'espace

lation ? Qu'est-ce qui fait que les bancs sont l'objet de polémiques à Angoulême, lorsque la municipalité décide de les engrillager, qu'ailleurs ils sont raccourcis pour qu'un corps humain de taille moyenne ne puisse s'y allonger que recroquevillé, ou bien que les places assises matérialisées par des accoudoirs rompent la totalité de l'assise et que l'inconfort finalement dissuade de s'y installer... qu'ailleurs encore ils sont transparents et, à la nuit tombée, éclairés par le dessous d'une lumière bleue incompatible avec le sommeil. L'association « Canal Marches » a produit en 2003 un court métrage de six minutes intitulé *Le Repos du fakir*, répertoriant les sièges pour ne pas se parler, les sièges pour ne pas s'enlacer, les pics à humains pour empêcher qu'un rebord devienne un banc, et autres miséricordes (sortes de sièges assis-debout)... comme autant de témoignages de la ville dissuasive en train de se faire.

Le banc est dans la ville le lieu de l'asile, du repos, de la reprise du souffle avant l'effort renouvelé. Il y a sur le banc lieu de regarder le paysage, de s'en imprégner, de se l'approprier. Le paysage est mouvant, tout dépend du temps qu'on y passe. Bref, c'est du temps de mobilité à l'arrêt. Pas seulement. Et c'est sans aucun doute là que réside tout son problème, au banc.

« Selon qui l'occupe, le banc peut offrir au monde l'image de la disqualification, de la ligne de faille de la société au milieu de l'espace public. »

de plus en plus circulaire ou commerçante de l'espace public. Ou bien, on s'attarde aux terrasses des cafés, ou dans d'autres lieux où il est possible de consommer, ou bien on circule. Évidemment, ce n'est pas si simple. Il y a des lieux où l'on peut stationner, s'asseoir et rencontrer d'autres habitantes et habitants, comme autour des jeux pour enfants, en l'occurrence c'est plutôt des habitantes, comme autour des stades

public confortablement quels qu'en soient l'âge, le genre, la couleur, la taille...

LE BANC, LIEU DU REPOS, DE RENCONTRE ?

Le banc est donc le lieu de l'arrêt, de la pause, avant de reprendre le chemin, le parcours. Le lieu de rencontre. Alors pourquoi est-il ce problème ? Qu'est-ce qui le rend ce lieu que l'on supprime parfois quelques mois après son instal-



Selon qui l'occupe, le banc peut offrir au monde l'image de la disqualification, de la ligne de faille de la société au milieu de l'espace public : faille générationnelle, faille genrée, faille de classe... bruyante, visible.

LE BANC, TÉMOIN SPATIAL DE LA VIOLENCE DE LA MONDIALISATION

Le récit que rapporte Maurice Goldring dans la revue *Esprit* de septembre 2014 à propos d'un banc parisien du quartier de la Goutte-d'Or est une illustration forte de ce qui se noue autour du mobilier urbain :

« Au début du boulevard Barbès, entre l'échafaudage de la nouvelle brasserie et la rue de la Goutte-d'Or, un banc. Un banc public. Un banc de bois posé sur des infrastructures en fonte entrelacée. Sur ce banc, prévu pour les amoureux et pour les personnes fatiguées, depuis l'apparition d'un marché aux cigarettes de contrebande, les vendeurs s'installent, assis sur le dossier, les pieds sur les planches prévues comme sièges. Installés ainsi en hauteur, ils interpellent les passants. Les habitants et les commerçants de ce bout de trottoir n'aiment

pas les vendeurs à la sauvette. Ils sont en guerre quotidienne avec eux. Ils ont d'abord réagi en collant du papier journal. Si on pose les pieds, on emporte des lambeaux de journaux sous les semelles. L'étape suivante fut une pétition pour demander la destruction de ce banc. Depuis l'automne 2013, la pétition a été entendue et le banc a été détruit. Les commerçants et les résidents ont été entendus. »

Il est témoin spatial de la violence de la mondialisation, de l'inaptitude à la mobilité enjointe. Autant le banc est approuvé comme extension des activités reproductives domestiques, lorsqu'il s'agit de permettre aux personnes accompagnant des enfants (très majoritairement des femmes) de les surveiller en train de jouer, autant l'appropriation du banc public comme espace privé pose problème en ce qu'il renvoie à la précarité économique et à la peur de chacun.

Le banc reflète et rend insupportable ce qu'il donne à voir d'un urbanisme néolibéral où la frontière entre espaces privé et public ne cesse de s'épaissir et de s'étanchéifier depuis les années 1970 à mesure de résidentialisation, de sécurisation, de surveillance. La suppression

des bancs implique une marginalisation toujours plus importante des gens en marge, les repoussant vers des lieux où s'asseoir est encore envisageable, voire parfois encore où le banc peut être autre chose qu'une assise. C'est finalement ce qui est le plus visible. Avec eux sont conduits en marge ces « jeunes » (souvent de jeunes hommes) décidément trop bruyants le soir ou en journée et les personnes âgées (souvent des femmes) qui n'ayant l'assurance de pouvoir faire une halte en chemin réduisent leurs parcours en ville et sortent moins. Pour conclure temporairement, s'asseoir dans l'espace public est sans doute un geste éminemment politique. Le rendre possible plus encore, puisqu'il s'agira d'entreprendre réellement la ville bienveillante contre la ville dissuasive. S'appuyer sur l'un ou l'autre groupe pour justifier, à des fins sécuritaires, la disparition de mobilier urbain permettant l'assise, a plus les atours d'un prétexte que d'un réel questionnement de la fabrique de la ville. ●

***Corinne Luxembourg** est géographe. Elle est maître-assistante en géographie à l'École nationale supérieure d'architecture Paris-La-Villette.

Les insectes : utiles, nuisibles ou à étudier ?

— ENTRETIEN AVEC **PATRICIA GIBERT*** —

« Les petites mouches s'attaquent aux fruits qui pourrissent. Si ceux-ci sont sains, il n'y a rien à craindre. » C'était encore vrai il y a dix ans, mais plus aujourd'hui. Une mouche drosophile venue de Chine est arrivée en France en 2010. La recherche fondamentale sur les insectes défriche un certain nombre de pistes pour la combattre.

On a eu le moustique tigre en 2004, le frelon asiatique en 2005, la pyrale du buis en 2008, maintenant la *drosophila suzukii*. De quoi s'agit-il ?

Les biologistes et généticiens s'intéressent depuis longtemps à la mouche dite « drosophile » (cela veut dire « qui aime l'humidité »), parce qu'elle est petite (2 ou 3 mm) et se reproduit très vite (une génération tous les quinze jours) : il est donc plus facile d'étudier les lois de l'hérédité chez elle que chez les éléphants. Et comme beaucoup de ces lois sont indépendantes de l'espèce, la mouche drosophile apparaissait comme un vrai bonheur pour le chercheur. Les drosophiles classiques (dites « melanogaster », c'est-à-dire : au ventre noir) aiment les fruits pourris, leurs larves s'en nourrissent. La *suzukii* est plus perverse : son organe qui pond les œufs est volumineux et rigide, elle s'en sert comme d'une arme pour percer la peau des fruits sains arrivés à maturité. La larve se développe alors dans le trou, attire les bactéries, les moisissures. Ses fruits favoris sont les cerises, les fraises, les framboises... En 2016, saison certes particulièrement mauvaise, on considère qu'elle a détruit près de 35 % de la production française.

D'où vient-elle ?

Elle vient de Chine, du Japon et de Corée et a été introduite accidentellement par le commerce international, comme les autres espèces invasives. C'est un phénomène analogue à l'arrivée du phylloxéra (venu des États-Unis) dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Ces invasions sont plus nombreuses aujourd'hui avec la mondialisation, malgré les réglementations et les contrôles.

Comment lutter contre cet insecte ?

Les intrants chimiques qui permettent de le tuer posent deux problèmes. 1) La *suzukii* pond juste avant la mise des fruits sur le marché, or il est interdit de traiter ainsi, par la chimie, pendant une période de latence précédant la vente. 2) Il y a (à juste titre) une politique volontariste pour limiter les insecticides. Il faut donc trouver des méthodes alternatives. En général, les producteurs n'y sont pas opposés. Évidemment, il y a une pression des syndicats de producteurs (et probablement des industries chimiques) pour diminuer la période de latence.

Alors que faire ?

On a d'abord des méthodes préventives (nettoyer les vergers, récolter fréquem-

ment, bien gérer les déchets, bien aérer, isoler le verger des plantes aimées de la mouche, bien contrôler la présence du ravageur à la sortie de l'hiver, etc.). Il existe des protections par filets, mais elles sont chères et empêchent aussi le passage d'insectes, ennemis potentiels naturels, qui pourraient réguler naturellement les populations de *suzukii*. Il y a le piégeage massif, mais ça ne marche pas très bien. L'idéal serait de mettre en place une lutte biologique, c'est-à-dire de trouver un ennemi naturel des *suzukii* qui ne fasse pas de dégâts par ailleurs, un peu comme les coccinelles pour les pucerons. Pour le moment, on n'en connaît pas.

Comment fait-on en Chine ?

Aller chercher un ennemi naturel dans l'aire d'origine (ici en Chine) est une bonne idée. Il semble qu'il pourrait en exister de meilleurs qu'en France. Mais on ne peut pas importer sans précautions de nouvelles espèces, il y a trop d'effets secondaires possibles : on doit procéder à des confinements, des quarantaines, se conformer à de nombreux contrôles. Seul l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a les structures pour cela, ce sera un processus très lent, comme pour mettre un nouveau médicament sur le marché.

Il s'agit forcément d'une recherche collective impliquant beaucoup de monde.

Effectivement. Par exemple, le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (CTIFL), organisme privé sans but lucratif et d'utilité publique,

créé en 1952, coordonne de nombreuses études avec des laboratoires de recherche, des associations, des centres expérimentaux. Notre laboratoire (de biométrie et biologie évolutive) participe au projet dit « CASDAR » (2013-2016) sur ce sujet.

Quelle a été la nature de ta participation ?

Mes thèmes de recherche ne sont pas *a priori* « appliqués » à l'agronomie. J'essaie particulièrement de comprendre par quels mécanismes une espèce s'adapte à son environnement. Les insectes sont très sensibles aux variations de températures. Comment s'y adaptent-ils ? Comment et où passent-ils l'hiver ? D'où viennent les populations du printemps ?

Au début, j'avais un peu peur, parce qu'on sait bien que le temps de la recherche n'est pas le même que le temps de la production. Mais les cultivateurs sont ouverts, ils sont contents qu'on ne les abandonne pas face à ces calamités et ils comprennent qu'il n'y a pas toujours de solution immédiate

Est-il question de l'adaptation au changement climatique ?

Oui, c'est essentiel. Un insecte a en gros trois possibilités : mourir, rester sur place et s'adapter, enfin migrer. Tout le monde constate les migrations : on a aujourd'hui des cigales à Lyon, alors qu'elles ne se trouvaient qu'en Provence il n'y a pas si longtemps. Le moustique tigre, diverses petites guêpes remontent, année après année, la vallée du Rhône et de la Saône. Ce peut donc être un élargissement de l'aire de vie d'une espèce. Mais il ne faut pas voir ce processus comme linéaire : une espèce peut être chassée par une autre ; quand une espèce se déplace, elle peut rencontrer de nouveaux compétiteurs. Il y a de nombreuses interactions, il convient donc de ne pas avoir trop *d'a priori*.

S'agit-il uniquement d'une affaire entre insectes ?

Non, les insectes ont partie liée avec les bactéries ; il existe des interactions (qui peuvent être positives, négatives ou neutres) entre ces deux sortes d'êtres vivants. Ce sont des phénomènes dits

« Les insectes ont partie liée avec les bactéries, il existe des interactions (qui peuvent être positives, négatives ou neutres) entre ces deux sortes d'êtres vivants. »

simple. Il est très utile pour nous d'avoir le retour du terrain ; si on reste dans notre monde de laboratoire, on peut s'enfermer dans des situations artificielles et manquer des aspects essentiels de la vie qu'on cherche à connaître. Cependant, pour moi, cette recherche sur les mouches *suzukii* est plutôt une parenthèse, je reste dans la recherche fondamentale.

de « symbiose », les relations entre hôtes et parasites divers sont variées et assez compliquées. Une bactérie très curieuse, nommée *wolbachia*, peut manipuler la reproduction de son hôte pour supprimer les mâles ; une autre peut augmenter la protection contre les virus ou au contraire favoriser sa transmission. C'est grâce à des recherches de nature fondamentale et non appli-

quée que nous avons pu, avec ma collègue, Laurence Mouton, dégager une piste sérieuse pour lutter contre *drosophila suzukii*.

Voici un autre exemple : une équipe de Montpellier et une autre en Grande-Bretagne étudient les mésanges charbonnières. Elles constatent que leur date de ponte a avancé de quatorze jours en dix ans. C'est dû au fait qu'il faut des chenilles pour nourrir les poussins et que le cycle de celles-ci est également avancé de deux semaines en relation avec la période de fructification des arbres qui dépend des conditions climatiques. On voit bien dans cet exemple les cascades d'interactions entre espèces.

Tu es secrétaire de section FSU. Ton engagement syndical et ton activité de recherche sont-ils liés ?

Assez peu. Ce sont pour moi deux univers relativement autonomes. Là où il y a confluence, c'est plutôt dans la nécessité de défendre la recherche fondamentale et de ne pas se lancer uniquement dans la résolution de problèmes techniques sous prétexte de leur importance économique, sanitaire ou autre. Les deux ont leur nécessité et c'est la première qu'on a tendance à sacrifier parce que ses fruits ne rapportent pas, peuvent être lointains, aléatoires ou difficiles à imaginer. C'est pourquoi je cite toujours en signature automatique de mes courriers électroniques cette réflexion de Georges Teissier (directeur du CNRS de 1946 à 1950), lors d'une conférence à l'Union française universitaire le 21 juin 1946 : « Il ne faut pas qu'une politique stupidement utilitaire prétende discriminer, parmi les disciplines scientifiques, celles qui sont rentables et celles qui ne le sont pas. Il ne faut pas, enfin, que le contrôle nécessaire de ces activités de recherche soit abandonné aux financiers ou aux économistes. » ●

***Patricia Gibert** est biologiste. Elle est chargée de recherches au CNRS.

Propos recueillis par Pierre Crépel.



En partenariat avec les Éditions sociales, la fondation Gabriel-Péri a lancé un site internet : <http://silogora.org/>. *Silo* est un projet participatif dédié aux pensées critiques, à l'actualité du débat et au mouvement des idées. Il veut contribuer à organiser et à faire connaître l'immense patrimoine intellectuel dont l'humanité s'est doté et continue de se doter pour penser l'ordre existant et sa transformation progressiste. Nous publions ici un extrait d'un article paru dans le dernier numéro.

La révolution du commun

— PAR CHRISTIAN LAVAL* —

On sait le paradoxe de l'époque : le néolibéralisme a fait faillite et pourtant il se renforce. Sa faillite tient à ce que la logique de concurrence généralisée est incapable de résoudre les problèmes de la société et de l'humanité ; la raison de son renforcement est qu'il a réveillé des monstres néofascistes et xénophobes dont il se sert comme repoussoirs. Les dernières élections françaises en ont constitué le parfait exemple. Pourtant, une exigence politique est en train de naître d'une multitude de pratiques, d'expérimentations et de mobilisations collectives. Le présent est déjà riche d'un autre avenir. Cette exigence prend aujourd'hui le nom de *commun*. D'où vient le succès de ce mot et que peut-il bien dire lorsqu'il est employé aux quatre coins du monde ?

LE DÉSIR D'UN NOUVEAU SENS À DONNER AU MONDE

« Commun » : c'est le mot qui surgit d'une époque sombre, le symptôme d'un monde pourrissant. Mais il est lancé *contre* ce monde, et il vise un *au-delà* de ce monde. Comme symptôme il est appel. « Commun » est le signifiant d'une absence, et cette absence, ce grand trou dans nos existences, est le désir qu'un autre monde advienne. « Commun » n'est pas tant l'attente d'un « monde commun », le rêve d'une humanité sans

conflit, que le désir d'une certaine forme d'existence, d'un nouveau sens à donner au monde. Commun est le nom d'un désir. Et ce désir est profondément politique. En ce sens, commun est un concept politique. Sans ce contenu politique, le mot n'est

qu'un vain bavardage sentimental, une consolation aux malheurs du temps, une façon illusoire de conjurer les menaces qui pèsent sur l'humanité. « Commun » est le concept qui émerge et circule dans les luttes et les pratiques alternatives les plus diverses pour signifier ce que l'on veut, « en positif ». Mais il est, plus encore, ce qui fait le lien entre des pratiques

actuelles, situées et limitées, et une transformation complète de la société et du monde. En un mot, « commun » est le terme d'une articulation entre une micropolitique et une macropolitique, entre un présent et un avenir.

Commun désigne donc le nom d'un régime de pratiques, de luttes, d'expériences, d'institutions et de recherches qui visent à passer à un monde *d'après* le capitalisme. Il n'est ni la communion, ni la communauté. Il est un principe de combat. Il est dirigé tout à la fois contre l'appropriation politique des institutions publiques par des dirigeants qui ont accaparé le pouvoir à leur profit et contre l'appropriation économique des ressources produites par d'étroites oligarchies qui s'enrichissent de façon illimitée.

« Le bien commun ne se décide
jamais en dehors
d'une délibération collective
sur une base égalitaire. »

LA MARQUE D'UNE NOUVELLE PHASE DE LUTTES POUR UNE « DÉMOCRATIE RÉELLE »

La démocratie est un bien commun à défendre contre des oligarchies qui se sont emparées des institutions et ont confisqué la décision politique. La souveraineté démocratique dont les peuples sont dépossédés est à reconquérir. Les combats pour la « démocratie réelle », le « mouvement des places », les nouveaux « printemps » des peuples, ne sont pas des éruptions accidentelles et passagères, des jacqueries dispersées et sans but. Elles visent à dénoncer la confiscation des institutions politiques par les oligarchies partidaires, administratives et économiques. Ces luttes politiques se présentent comme des recherches collectives de formes démocratiques nouvelles, de modes de travail plus coopératif, d'usages des ressources plus égalitaires, plus justes, plus durables. Elles prennent la forme de vastes mobilisations qui ébranlent les sociétés.

Trois ans après la crise de 2008, un grand cycle mondial s'est ouvert à partir de 2011 avec ce que l'on a appelé le « mouvement des places » : de la Puerta

del Sol à Madrid jusqu'à Nuit debout à Paris en 2016, en passant par Istanbul, Le Caire, Tel-Aviv, New York, Hong Kong. Le véritable sens de ces mouvements porte la revendication d'une « démocratie réelle » : nous ne pouvons remettre entre les mains d'une petite minorité de professionnels de la politique le soin de décider et d'agir en notre nom et à notre place de ce qui nous concerne tous. La représentation politique consiste en une véritable expropriation de la capacité collective des citoyens. Il ne s'agit pas simplement de la « démocratie de proximité » requise par la gestion collective des espaces urbains ou, au-delà, de ce que l'on convient souvent d'appeler les « biens communs » (la connaissance, l'eau, le climat, les services publics, etc.). Il s'agit de la démocratie comprise dans son sens le plus radical, comme coparticipation de tous les citoyens aux affaires publiques. Ce n'est pas une exigence abstraite, c'est une condition de possibilité du gouvernement des « biens communs » eux-mêmes.

Parler de « commun » est à la fois symptôme de ce qui manque, désir de ce qu'il nous faudrait, combat contre tout ce qui impose une régression des droits humains, projet de société postcapitaliste. Nous n'en sommes qu'à l'ébauche d'une alternative. Mais d'ores et déjà, commun est le terme central de l'alternative au néolibéralisme, le nom d'une résistance à l'appropriation capitaliste et étatique, la marque d'une nouvelle phase de luttes pour une « démocratie réelle ». [...]



La Revue du projet n° 60 a consacré son dossier à ce thème. Lire en particulier : Florian Gulli, « Le commun comme principe politique » projet.pcf.fr/92349

CE QUE NOUS ENTENDONS PAR « PRINCIPE DU COMMUN »

Le commun est un principe politique. Il noue deux notions présentes dans les mouvements, les luttes et les pratiques alternatives : d'une part, la prévalence de *l'usage collectif* des ressources mises en commun sur le droit de propriété ; d'autre part, la mise en œuvre de pratiques démocratiques dans le gouvernement de cette mise en commun. Le mot « commun », pris en ce sens, ne renvoie pas à une naturalité de ce qui serait commun dans les choses ou même dans la condition humaine, mais à une décision collective de « mise en commun », décision qui suppose une obligation réciproque à entretenir, à développer, à défendre, ce qui a été mis en commun. Ce principe du commun doublement articulé débouche sur un ensemble de propositions politiques qui, pour les résumer, consistent à réinstaurer la société, c'est-à-dire à édifier de nouvelles institutions que l'on peut appeler des « communs » : communs politiques territoriaux, communs socio-économiques producteurs de biens et de services et régis par des règles de justice sociale.

Le commun est donc un principe qui articule démocratie directe ou autogouvernement, destination sociale des biens et ressources pour l'usage collectif. Le commun

est le principe même de toute activité démocratique quand elle est bien comprise : égal accès aux moyens de vivre et de bien vivre, qui est aussi, en son fond, participation directe à la délibération et à la décision démocratique. Cette politique nouvelle est en train de s'élaborer et de s'expérimenter dans les mouvements sociaux, les luttes, les pratiques alternatives, les formes politiques neuves. Nous sortons d'un moment mélancolique pour entrer dans un nouveau moment utopique, non pas celui des *idées* utopiques, mais celui des *pratiques* utopiques.

L'autogouvernement est la forme politique universelle du commun le plus authentique dans une société qui serait le plus complètement possible démocratique, qui aurait achevé son processus de démocratisation. Le commun est ce principe qui met en cohérence la forme d'organisation de l'activité et son but social. C'est le propre de la démocratie véritable : le bien commun ne se décide jamais en dehors d'une délibération collective sur une base égalitaire, de tous ceux qui entendent mener une activité qui aura pour effet de renforcer la capacité de réflexion, de décision, de bien être, de jouissance esthétique non seulement des acteurs directs de l'activité, mais de toute la société. ●

***Christian Laval** est sociologue. Il est professeur de sociologie à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.

Un travail en profondeur

Le collectif d'étude du « Mouvement des idées » se met en place pour se mettre au service du combat émancipateur.

— PAR **MARC BRYNHOLE*** —

Après la séquence électorale et le séisme politique qu'elle a engendré, le PCF entreprend un vaste chantier de travail sur lui-même et sur la construction à gauche. Son Conseil national a adopté une résolution qui fait état des analyses, des méthodes, et établit un calendrier pour aller vers un congrès extraordinaire en 2018. S'il veut véritablement être extraordinaire, le déroulement de sa préparation doit devenir aussi un acte politique majeur

prenante et décisionnaire afin de réussir les révolutions à opérer. Dans le même mouvement, l'ouverture et les échanges avec toutes celles et tous ceux qui sont sensibles à l'existence d'une alternative de transformation sociale de progrès qui font une priorité de l'émancipation humaine sont nécessaires et utiles. Leur apport, qu'elles ou ils soient chercheurs, syndicalistes, associatifs, intellectuels, et les échanges constructifs avec toutes

participer à cet immense travail. Nous avons beaucoup à partager et à construire ensemble.

APPRÉHENDER LE MONDE POUR MIEUX AGIR

Un des objectifs de travail du collectif « Mouvement des idées » est de contribuer à ce travail en profondeur. Il y a besoin d'appréhender le monde, de recenser les travaux mais aussi d'améliorer les coordinations et les enrichissements mutuels entre les lieux de réflexion que sont les revues, les fondations...

Collectif de la direction du PCF, le collectif se fixe des objectifs politiques et met en œuvre des travaux. Il organisera les auditions et les rencontres nécessaires. Ce collectif a commencé le travail pour instruire des débats. Il fournira des notes de synthèse pour le parti, et éditera des documents. Il concentrera les données de la bataille idéologique en favorisant les passerelles avec toutes les productions déjà engagées.

Les outils à notre disposition sont efficaces : nos revues au sein desquelles

« Le collectif se mobilisera pour dépasser une certaine confidentialité, parfois, dans la diffusion des travaux et favorisera aussi toutes les coopérations fructueuses. »

riche de nombreux débats, de bilans et d'explorations de pistes d'avenir. Des questions et des thèmes seront ouverts, instruits et débattus et les communistes en seront entièrement partie

et tous seront d'une très grande utilité. Et il est tout autant utile que toutes et tous peuvent vérifier ce que nous disons et faisons, et non pas ce qu'on nous fait dire. Elles et ils sont et seront invités à

des intelligences collectives et individuelles travaillent, écrivent, se confrontent et produisent. La fondation Gabriel-Péri et Espace Marx, chacun dans ses domaines de compétences et avec caractéristiques et statuts propres, entretiennent un travail collectif et produisent eux aussi. Les travaux du LEM qui, des années durant a labouré le terrain des idées se sont inscrits dans l'état

cela fait face à des attentes sourdes mais fortement présentes pour un avenir se libérant des dominations. Nous vivons un bras de fer historique. Mettre notre énergie à donner sens et force aux contenus transformateurs, tisser du lien interactif avec celles et ceux qui appréhendent à leur manière cet enjeu et refusent les démissions est donc une dimension essentielle de notre activité.

« Mettre notre énergie à donner sens et force aux contenus transformateurs, tisser du lien interactif avec celles et ceux qui appréhendent à leur manière cet enjeu et refusent les démissions est donc une dimension essentielle de notre activité. »

d'esprit de ces constructions transversales. Le collectif se mobilisera pour dépasser une certaine confidentialité parfois dans la diffusion des travaux et favorisera aussi toutes les coopérations fructueuses.

Comprendre mieux le monde d'aujourd'hui, mesurer ses défis, agir sur ces réalités en mouvement, nécessite bien plus que la foi du charbonnier ou la répétition de concepts solidifiés par le temps. Comprendre pour mieux agir, pour gagner en pertinence, appréhender les idées dans leur mouvement, n'est pas de toute nouveauté certes, mais les ressauts de notre société, les accélérations, les changements de paradigme dans bien des domaines questionnent notre ambition de transformation sociale.

TRAVAIL EN PROFONDEUR ET URGENCE POLITIQUE

J'y ajoute que la dimension d'urgence est là aussi : la montée en puissance des idées liberticides ou rétrogrades, les usurpations du domaine social par les nouveaux national-populismes, tout

L'ensemble de ce travail passe par la politique. Il est la politique. Mettre en commun travaux et recherches en cours au sein de notre parti aidera à faire plus de commun et plus de pertinence. Pousser les débats et les recherches, auditionner chercheurs et penseurs et échanger avec eux, en passant de l'écoute à la coconstruction quand c'est possible enrichira réflexions et prises de décision. Susciter intérêt et envie aux militants du Parti communiste ce sera aider au militantisme et à l'engagement.

MÉTHODES ET MOYENS

« Le désespoir des uns et les humiliations sociales des autres peuvent conduire au pire. La réalité et le sentiment de déclassement des classes moyennes, les colères et les frustrations des classes populaires peuvent les faire basculer du côté des populistes, des nationalistes ou bien du côté de cette vieille droite maurassienne réconciliée aujourd'hui avec le néolibéralisme et la globalisation.[...] Pour être crédible et en finir avec les paroles à responsabi-

lités limitées aux échéances électorales, il nous faut à la fois être réalistes et utopiques » Roland Gori

Pour être réalistes et utopiques, nous avons besoin de travailler. Des questions lourdes sont et seront à traiter : avec Macron, le libéralisme aurait-il emporté la partie alors que tel n'expriment pas les aspirations populaires ? Comment en est-on arrivé à des personnalisations à outrance de la politique ? Les représentations de la société sont-elles toujours majoritairement forgées par les conditions sociales objectives ou bien la complexité des situations les occultent-elles ? La perception de classe est-elle si dévaluée au point que des rhétoriques simplistes du « peuple » ou des « gens » l'emportent. Est-ce qu'on ne passe pas d'une logique de présentation à une forte logique d'identification ?

Le collectif s'est donné comme feuille de route de les traiter par des notes et des auditions.

Au sein de ces questions structurelles, six items sont en travaux pour la rentrée de septembre : sur les populismes, le clivage gauche/droite ; sur le vécu de la politique ; sur la notion de communs ; sur les causes idéologiques de la réussite de Macron ; sur Europe-monde avec cette question : « Sur quoi butons-nous ? » ; sur le progrès scientifique : potentiel et peurs.

Ces notes feront le point sur les enjeux idéologiques, sur l'état des questionnements, les pistes de réponses et feront des propositions afin de nourrir les débats. Des auditions sur ces thématiques seront organisées et des publications dans la revue *Cause commune* feront partager régulièrement ce travail afin de l'enrichir. Une initiative publique de débats sur ces enjeux devrait également se tenir à la Fête de l'*Humanité* à laquelle nous vous donnons rendez-vous. ●

***Marc Brynhole** est membre du Comité exécutif national, chargé du collectif Idées.

Syndiqués électeurs

Deux enquêtes ont été menées au printemps dernier sur le vote des actifs, proches ou non d'un syndicat, lors du premier tour de l'élection présidentielle. Un sondage IFOP pour *L'Humanité* (publié le 26 avril 2017). Et un sondage Harris Interactive pour *Liaisons sociales* (24 avril).

Les actifs se partagent à parts égales (23 %) entre Mélenchon, Macron et Le Pen. Fillon s'effondre à 13 %, une baisse sensible dès l'annonce de son programme, selon les sondeurs (coupes chez les fonctionnaires, attaques contre la protection sociale, fin des 35 heures).

Les proches d'un syndicat ont voté Mélenchon à 31 %, Macron (25) et Le Pen (19).

Les proches de la CGT sont 48 % à avoir voté Mélenchon (+20 % depuis 2012), 22 % Le Pen (+6 % sur 2012), 12 % Macron et 7 % Hamon.

« Le FN a un peu progressé dans la sphère d'influence de la CGT, il a été relativement contenu, note Jérôme Fourquet,

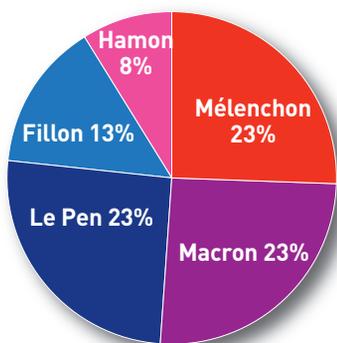
directeur du département opinion publique de l'IFOP, et reste très minoritaire. Si l'organisation syndicale a été si offensive (contre le FN), c'est parce qu'elle a senti qu'une partie de sa base était sensible au vote FN. Si elle ne l'avait pas fait, le résultat de Marine Le Pen aurait été plus important. »

Côté CFDT, on penche vers Macron (44 %) ; Mélenchon, avec 19 %, grimpe de 10 points sur 2012 : « Ce qui signifie qu'une tranche des proches de la CFDT a désavoué la ligne de l'organisation syndicale », estime Jérôme Fourquet, 12 % Le Pen et 10 % Fillon.

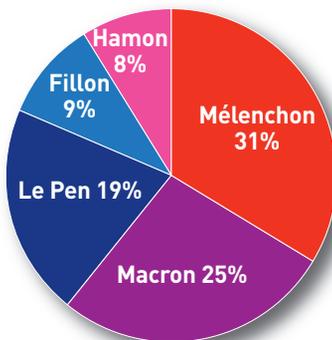
Pour FO, 34 % Mélenchon, 24 % Le Pen et 14 % pour Hamon comme pour Macron.

On notera que l'appartenance ou la proximité avec un syndicat constitue une forme de résistance à l'extrême droite puisque si 28 % des actifs proches d'aucun syndicat votent FN, ils ne sont que 19 % des actifs proches d'un syndicat à faire de même. ●

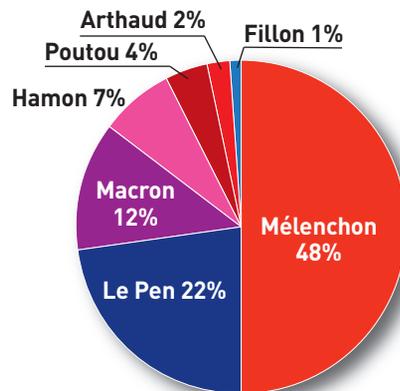
VOTE DES ACTIFS



VOTE DES ACTIFS PROCHES D'UN SYNDICAT :



VOTE DES SYMPATHISANTS CGT



— PAR FANNY CHARTIER —

Prénom et réussite au baccalauréat

Chaque année, quelque 700 000 candidats se présentent aux examens du baccalauréat toutes filières confondues. Une façon originale d'observer les inégalités sociales entre les candidats est d'étudier les différentes notes au baccalauréat en fonction du prénom. C'est ce que réalise Baptiste Coulmont tous les ans depuis 2011. Et les résultats sont assez parlants : si 17% des Louise et des Théophile ont une mention *TB*, seuls 3% des Anissa et des Dylan l'obtiennent ; à l'inverse, seulement 8% des Joséphine ont leur baccalauréat suite aux oraux de rattrapage contre 24% des Bryan. Bien qu'ils soient un reflet indirect et donc imparfait de l'origine sociale, les prénoms donnent un aperçu des inégalités qu'il peut exister entre les candidats. Ces différences entre prénoms sont globalement stables d'une année sur l'autre (sauf pour les prénoms rares), alors même que la proportion d'élèves obtenant la mention augmente d'année en année.

Ces différences ne tiennent évidemment pas aux prénoms en eux-mêmes. En revanche, le choix du prénom ainsi que la réussite scolaire sont en partie déterminés par l'origine sociale des parents. Bryan, Anissa, Dylan ou Brandon ne sont pas

dans les mêmes lycées, dans les mêmes séries, dans les mêmes filières que Joséphine, Théophile ou Louise, parce qu'ils n'ont pas les mêmes parents.

« Bien qu'ils soient un reflet indirect et donc imparfait de l'origine sociale, les prénoms donnent un aperçu des inégalités qu'il peut exister entre les candidats. »

Choisir les variables mention *TB* ou rattrapage intensifient *a priori* les écarts entre groupes de prénoms : on pourrait par exemple relever que 81% des Joséphine n'obtiennent pas la mention *TB* et que 75% des Bryan obtiennent leur baccalauréat sans passer par les épreuves de rattrapage. Or le calcul d'un « taux de survie » dans le système scolaire montre les mêmes résultats : faire le rapport entre le nombre de candidats au bac par prénom et le nombre d'enfants nés avec ce même prénom dix-huit ans auparavant montre des écarts tout aussi criants entre les prénoms. Ainsi, sur les 969 Brandon nés en 1997, seuls 112 (11%) avaient ensuite passé le bac général

et technologique en 2015. À l'inverse, sur les 1162 Joséphine nées en 1997, 76% d'entre elles avaient passé le bac en 2015. Évidemment, ce taux présente des biais à cause des redoublements et sauts de classe par exemple, mais cela montre bien que le prénom est indicateur des origines sociales de celui ou celle qui le porte. ●

RÉSULTATS DES CANDIDATS ADMIS AU BACCALAURÉAT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE ENTRE 2012 ET 2017* ET TAUX DE SURVIE EN 2015**, EN %

Prénom	TB	B	AB	Passable	Rattrapage	Nombre	Taux de survie (2015)
Bryan	3	10	25	38	25	1325	11
Anissa	8	11	26	37	21	1518	38
Dylan	3	11	25	38	22	5433	16
Brandon	3	10	24	38	25	689	12
Owendoline	4	12	29	35	19	1587	30
Dorian	6	14	27	35	18	3020	36
Anais	7	15	29	34	15	13876	45
Marine	8	16	29	33	15	18573	53
Guillaume	10	17	28	32	14	24848	46
Pierre	11	17	29	30	12	16418	56
Théophile	18	22	27	8	8	1101	69
Joséphine	19	22	28	22	8	1831	76
Louise	19	23	28	23	8	8076	73

*Données produites par Baptiste Coulmont, sociologue au CNRS, et disponibles sur le site : coulmont.com/bac/nuage.html

**Données obtenues sur le site dataaddict.fr/prénoms

Depuis un an, Michel Migette ne cesse d'assister à des débats, des initiatives, des rencontres, des ventes et des dédicaces autour de son livre et du lien entre la politique, celle du PCF surtout, et de la culture. Cela a commencé en Avignon, lorsque le livre *Théâtre Saint-Denis, TGP, 100 ans de création en banlieue* a été lancé à l'occasion de la représentation des *Frères Karamazov* de Jean Bellorini (actuel directeur du théâtre Gérard-Philipe), en juillet 2016. Cela se continue dans de multiples lieux, maisons de quartier, médiathèques, à Saint-Denis et ailleurs. Trois mille cinq cent exemplaires de ce beau livre, au sens éditorial, ont été vendus. L'ouvrage en grand format est abondamment illustré de photographies d'époque, sourcé avec des entretiens, des portraits, des interviews, des archives et des témoignages. Il est découpé en petits chapitres nombreux et aérés.

UN THÉÂTRE ÉLITAIRE POUR TOUS

Le théâtre Gérard-Philipe (TGP) a d'abord été une salle municipale, ouverte au début du XX^e siècle, dans un mouvement de création de salles de spectacles en périphérie de Paris. Pièces populaires et accessibles, galas, music-hall, spectacles de boxe et de catch, cinéma mais aussi réunions associatives, meetings politiques et débats (entre Doriot et les communistes, par exemple) s'enchaînent sur ses planches. À la Libération, une nouvelle page se tourne sous la recommandation d'Auguste Gillot, maire de Saint-Denis : « Ne pas faire du théâtre municipal une affaire commerciale mais un moyen d'éducation culturelle et intellectuelle des masses laborieuses. » En 1959, Jacques Roussillon, proposé par Aragon, est nommé directeur du théâtre et veut en faire une « expérience pilote du parti dans le domaine culturel » : construction d'une vraie salle de théâtre avec une troupe permanente qui monte une pièce classique tous les mois et demi, lien avec la Comédie française ou le Théâtre national populaire pour faire venir leurs représentations et leurs vedettes, théâtre engagé, spectacles pour les enfants, ciné-clubs... Jacques Roussillon développe l'idée d'un « théâtre élitare pour tous » (selon une citation ultérieure d'Antoine Vitez), c'est-à-dire un théâtre où l'on juge que chaque spectateur peut comprendre le propos d'un artiste, quelle que

soit sa difficulté. Cette position lui vaut cependant un certain scepticisme de la plupart des élus, partisans d'un théâtre plus engagé et à leurs yeux plus populaire ; il quitte le TGP en 1965. « À Saint-Denis, on a vécu la démarche ouvriériste : faire du théâtre pour les gens des cités. Mais pourquoi ces personnes-là ne pourraient-elles pas se retrouver dans les grandes pièces ? Le théâtre Gérard-Philipe, ainsi dénommé en 1961, a permis une avance de la ville sur ces questions-là, mais il y a eu, de la part des élus, une volonté d'aller vers

un théâtre pour les ouvriers, avec des pièces sur le Chili, le Vietnam, avec des intervenants qui plaisaient aux militants communistes de la salle. On venait au théâtre comme à un meeting politique jusqu'à la fin des années 1970. » Le théâtre se tourne aussi de plus en plus sur le monde dans les années 1970, même si cela existait déjà avant : il s'ouvre à d'autres créateurs, d'autres cultures et monte des pièces contemporaines. Il fait venir des musiciens anglais ou américains ignorés jusque-là, mais aussi des russes comme Rostropovitch. Le festival de Saint-Denis créé

en 1969 connaît le même virage. Il fallait l'ouvrir, tout en conservant son ambition artistique. Le théâtre acquiert dans ces années-là une reconnaissance plus jamais démentie, jusqu'à être transformé en Centre dramatique national en 1983.

L'HISTOIRE DE SAINT-DENIS ET L'HISTOIRE DU TGP

La somme de Michel Migette vient combler un manque, une histoire qui était en train de s'effacer. C'est en se rendant à la maison d'Elsa Triolet et de Louis Aragon à Saint-Arnoult que Michel Migette a eu l'idée d'écrire un livre sur l'histoire du TGP, avec, en filigrane, un travail sur l'histoire de Saint-Denis. Il y découvre en effet une invitation pour une soirée au théâtre municipal de Saint-Denis, le 28 février 1959, organisée par la section locale du PCF pour rendre hommage à Aragon et à son ouvrage *La Semaine sainte* qui décrit Saint-Denis en 1815, et à Elsa Triolet, auteure du *Roman des étrangers*, qui dépeint minutieusement La Plaine Saint-Denis dans les années 1950. En même temps, ce soir-là, Catherine Sauvage et Léo Ferré mettent en chants les poèmes d'Aragon comme *L'Affiche rouge*. Cet événement, inconnu de la très

Le théâtre Gérard-Philipe

Un théâtre de création et de combat dans une ville rouge et populaire

— PAR CAMILLE DUCROT* —

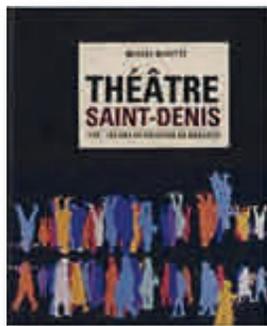
grande partie des Dionysiens, fait prendre conscience à Michel Migette de l'ampleur de l'histoire du théâtre et lui fait craindre que tout cela ne se perde. Il est temps de rassembler témoignages et sources pour écrire l'histoire d'une salle municipale appelée « théâtre municipal » dès le départ, comme preuve de la volonté politique de donner accès au plus grand nombre à la création. « J'ai redécouvert en travaillant que des gens avaient disparu de l'histoire de la ville : Jacques Roussillon, le premier directeur du théâtre, et René Benhamou, le maire-adjoint aux affaires culturelles, qui ont créé le théâtre, étaient, par exemple, effacés de la mémoire de Saint-Denis. Leurs enfants étaient très affectés de cette mise à l'écart et ils ont été émus qu'on leur demande d'apporter les souvenirs et les archives de leurs parents. À part ces témoignages directs, l'étude s'appuie sur le fonds documentaire de la Bibliothèque nationale de France, les archives municipales, les archives de la médiathèque municipale, ainsi que sur la presse hebdomadaire communiste locale le *Saint-Denis républicain* qui est publié à partir de 1946. Cet outil n'a cependant pas pu être utilisé de façon exhaustive puisqu'il aurait fallu dépouiller les cinquante exemplaires publiés annuellement pendant quarante ans. Tous les directeurs vivants, ou les proches de ceux décédés, ont été interviewés. Certains étaient sympathisants du parti, d'autres non, mais aujourd'hui ils sont prêts à discuter du communisme. On en revient à la question initiale : le communisme n'est plus un mot tabou, il est plus confronté aux questions sociales actuelles qu'aux questions liées à l'URSS. Il y a un espace pour une discussion créateurs/politiques. » Le TGP a d'ailleurs toujours été au centre de cette discussion. Les acteurs et les élus de Saint-Denis se sont interrogés sur le rôle d'un théâtre populaire, engagé, pour tous, ou encore sur son financement, mettant en avant la nécessité de consacrer 1 % du budget national à la culture. « Le théâtre s'inscrit en cela dans la lignée des décisions du comité central d'Argenteuil du PCF en 1966. Celui-ci affirme une position originale du PCF dans un monde communiste où les Chinois prônent la révolution culturelle, les Soviétiques appliquent la censure, les communistes italiens s'en remettent aux créateurs pour changer la société. Le PCF affirme alors la liberté de création pour les artistes et le dialogue fécond entre PCF et créateurs à Avignon, mais aussi partout en France sur les questions jusqu'alors ignorées comme la théorie de la personnalité. Cette politique s'appuie donc sur une rencontre avec les créateurs, un travail avec les élus (communistes mais pas seulement) et des militants de la culture (comités d'entreprise, usagers, amis du théâtre). La politique d'Argenteuil est concomitante au plan local de la mise en œuvre de politiques locales municipales telles que le théâtre à Aubervilliers, à Nanterre, à Ivry, à Gennevilliers ou encore à Malakoff, mais aussi en province, qui sont développées dans la plupart des villes de France (maire-adjoint à la culture, médiathèques, équipements culturels, budgets alloués...). Tout cela précé-

nisait le 1 % du budget de la France à la politique culturelle qui aboutit en 1982 lors de l'élection de Mitterrand. »

UN LIEN FORT ENTRE LES COLLÈGES, LES JEUNES ET LE TGP

L'ouvrage de Michel Migette et Étienne Labrunie permet aussi d'aborder la problématique des banlieues, en sortant des clichés médiatiques, pour montrer que ce sont avant tout des territoires où beaucoup de jeunes s'expriment artistiquement, où les talents sont accompagnés par des festivals et des théâtres. À Saint-Denis d'ailleurs, le lien est fort entre les collèges, les jeunes et le TGP. Le Centre national dramatique propose par exemple à son public, tous les ans, la création d'une troupe éphémère d'adolescents ayant entre quinze et vingt ans. Il accueille aussi, quotidiennement, les classes en les accompagnant avec sa troupe permanente dans leurs découvertes des pièces. « On s'aperçoit alors que l'on n'est pas obligé de faire de la démagogie, de racoler, pour attirer les adolescents, mais que proposer du théâtre de très haut niveau permet de les toucher encore plus fortement. » En Avignon, soixante-dix adolescents enthousiastes ont ainsi été invités à la première des *Frères Karamazov* et se sont vus offrir le livre de Michel Migette. Ce débat revient cependant en permanence. Il se retrouve dans le domaine de la littérature avec une certaine désaffection des bibliothèques et une baisse supposée de la lecture, mais « ce n'est pas en baissant la qualité de l'offre que l'on va gagner », selon Migette. « Dans la programmation de trop d'équipements (des théâtres, des cinémas ou des médiathèques) ou les acquisitions des livres des médiathèques, il y a l'idée d'attirer le plus grand nombre, notamment les jeunes, pour les emmener ensuite vers autre chose. Mais je ne crois pas à ça. Il faut leur mettre entre les mains des œuvres très belles tout de suite. » Tout en évitant d'être élitiste, ajoute-t-il, en tenant les deux bouts de la création.

Il nous offre donc à lire l'histoire d'un théâtre de création et de combat qui s'épanouit dans un milieu singulier, celui d'une ville rouge et populaire, et propose une réflexion pour l'avenir *via* la table ronde rapportée à la fin de l'ouvrage, qui traite du rôle du théâtre aujourd'hui et de son introduction dans les cursus scolaires. ●



Michel Migette,
Étienne Labrunie.
*Théâtre, Saint-Denis, TGP,
100 ans de création
en banlieue.*
Éditions PSD. 2016



Le pouvoir des mots

La Dispute, 2016

JOSIANE BOUTET

PAR **LAURA LJOŠDÓTTIR**

Dans cette nouvelle édition du *Pouvoir des mots*, Josiane Boutet nous invite à nous questionner sur l'usage des mots. Pour ce faire, elle ne choisit pas la démonstration scientifique mais des exemples de pratiques langagières pris dans le quotidien des lecteurs. Elle tire

ses exemples de l'histoire, des médias, des tracts militants, des slogans ou bien encore du marketing. L'ouvrage, composé de dix-sept chapitres, met chaque fois en scène une situation sociale et historique où le pouvoir des mots prend sa place. Cette contextualisation des discours permet au lecteur de mieux comprendre l'action de la langue. L'auteur défend le point de vue selon lequel les combats politiques sont aussi et principalement des combats sur les mots. Ainsi, nommer n'est jamais anodin. Comment désigner ceux qui arrivent de Syrie et d'Irak lors de l'été 2015 ? Des migrants ? Des demandeurs d'asile ? Des réfugiés ? Quel est l'effet de cette dénomination ? Nommer, c'est l'acte d'associer à une catégorie, au même titre que nommer un événement dans un discours politique, c'est donner un point de vue de l'événement ou assumer une certaine prise de position (un des événements pris en exemple dans l'ouvrage est « la crise des migrants »). Il est rappelé avec justesse ici que le langage n'a plus comme seule fonction un transfert d'informations entre deux interlocuteurs, mais également une fonction actionnelle du langage. Pour Malinowski, le langage a également une fonction pragmatique. Il sert à jouer un rôle dans le comportement et non plus reproduire l'activité de la pensée.

L'ouvrage comprend une partie judicieuse sur les techniques de l'efficacité verbale. Il est d'usage en politique comme en marketing de « jouer avec les mots ». Les techniques manipulatoires du langage sur le plan des sonorités sont dénoncées, comme dans les slogans publicitaires de la Manif pour tous : « On veut du boulot, pas du mariage homo » ou bien : « Haribo, c'est beau la vie ». Le choix des mots est à manier avec prudence puisqu'il prête à condamnation en France lorsqu'il dénote d'une injure raciste, quel que soit son support (procès d'Anne-Sophie Leclère du FN pour l'insulte à Christiane Taubira ou les discours de Brice Hortefeux de l'UMP comprenant des mots racistes).

Josiane Boutet nous transporte dans l'univers du langage et du pouvoir magique des mots qui permettent à l'homme et à la femme d'être acteurs de la société, même malgré eux parfois. Elle conclut ainsi : « Depuis la structuration de nos inconscients jusqu'aux productions plus collectives comme des slogans ou des discours politiques, nous sommes façonnés par les mots. » ●



Monsieur désire

Glénat, 2016

HUBERT ET VIRGINIE AUGUSTIN

PAR **CAMILLE DUCROT**

Quand un aristocrate londonien débauché rencontre une de ses domestiques timide, cela donne un récit tout en nuances, en critiques et en douceur, ciselé par Hubert et Virginie Augustin.

En Angleterre, sous le règne de la reine Victoria, Edouard est un très riche aristocrate célibataire, qui, face à l'ennui imposé par son rang et face au cynisme d'un monde qui tend à disparaître, se noie dans les excès de boissons, de jeux et de femmes. Rien ne lui plaît plus que de provoquer la bonne société en racontant ses frasques, alors qu'il est intouchable, puisque cousin de la reine. Face à ce personnage arrogant et perdu, les auteurs placent Lisbeth, jeune domestique effacée mais peu impressionnable, qui de nouvelle arrivante dans le personnel de maison devient rapidement chargée d'accueillir ou plutôt de recueillir Edouard après ses soirées d'excès. Le jeune noble, surpris par sa compassion et son inaccessibilité, en fait alors sa confidente car elle lui paraît d'une pureté propre à effacer ses péchés. La hiérarchie sociale est alors déstabilisée, faisant petit à petit de Lisbeth l'égale d'Edouard, tandis que se met en place une rivalité entre les autres domestiques et elle. Hubert s'est fait une spécialité de raconter des histoires de personnages au caractère complexe, qui évoluent au cours de la lecture, comme dans *Miss pas touche* ou *Beauté*. Ces personnages ici se dévoilent par touches, au gré de ses dialogues joliment écrits et des dessins au trait fin de Virginie Augustin qui travaille particulièrement bien leurs expressions.

L'intérêt de cette bande dessinée réside donc à la fois dans l'histoire de cette relation ambiguë qui se noue entre le maître et la domestique mais aussi dans la reconstitution historique de la période victorienne, si souvent utilisée en toile de fond. Les relations hiérarchiques, qu'elles concernent les hommes et les femmes ou la noblesse et la domesticité, sont décrites très précisément laissant à comprendre les jeux de pouvoirs des différentes composantes de la société : Lisbeth est rapidement contestée par la gouvernante de la maison, qui ne supporte pas le rôle qu'Edouard lui attribue qu'elle ne peut contrôler. La ville de Londres et le contexte de l'histoire sont rendus très précisément *via* les dessins très soignés et documentés des décors. L'intérêt historique des auteurs est manifeste, il se traduit notamment par un dossier d'une quinzaine de pages sur la période victorienne, traitant les questions du libertinage, la condition des femmes, des bas quartiers, de la misère et de la pauvreté, des problèmes d'hygiène ou encore de la vie politique et quotidienne. ●



La Chine et le monde Développement et socialisme

ACTES DU SÉMINAIRE

PAR GIUSEPPE CUGNATA

« Où en est la Chine ? » Telle est la question qui ouvre ce livre, fruit du séminaire « La Chine au XXI^e siècle : présent et futur », tenu à Bruxelles les 6 et 7 juin 2013, sous les auspices du groupe parlementaire de la Gauche unie européenne. Celui-ci a associé intellectuels et responsables politiques « clairement

engagés dans le combat contre l'impérialisme » provenant d'une douzaine de pays, comme l'explique Patrick Theuret dans sa préface.

La Chine suscite de nombreuses questions. Où en est-elle dans la lutte contre la pauvreté, l'enjeu démocratique, les relations internationales, etc. ? Mais, peut-être plus encore : où en est-elle dans sa voie socialiste ?

Tous les auteurs du livre s'accordent à dire que la Chine se trouve encore au début de ce chemin. C'est ce qu'indiquait d'ailleurs le XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois (Pékin, 2012).

Sitaram Yechury, parlementaire, membre du Parti communiste indien (marxiste), explique que la transition chinoise au socialisme représente la plus grande transformation économique de l'histoire, comparable à l'introduction de la NEP en Russie. Le chercheur chinois Jin Feng rappelle, quant à lui, que le développement économique ne se traduit pas seulement sur le plan du PIB, mais surtout par une sécurité sociale, le développement des ONG, l'universalisation de la scolarité primaire qui a atteint 99,8 % de la population...

Sans aucun doute, un tel développement n'est pas exempt de faiblesses et de contradictions. Dominique Bari, journaliste à *L'Humanité*, traite ainsi des grèves dans les usines à Foshan en 2010 ou des discriminations « ouvriers-payans »/« travailleurs urbains ». Sont aussi rappelées les tensions au sein du PCC « entre ceux qui donnaient la priorité au développement des forces productives [...] et ceux qui, comme Mao, mettaient plutôt l'accent, pour y parvenir, sur la transformation des rapports sociaux ». Des contradictions que met en perspective l'économiste Jean-Claude Delaunay. Il illustre d'abord les origines et les caractéristiques des contradictions actuelles (notamment la croissance du marché extérieur mais la faiblesse du marché intérieur) et analyse les solutions déployées par le gouvernement chinois, visant à faire profiter le plus grand nombre de cette croissance – ce qui tend à singulariser la Chine dans son environnement régional où les inégalités explosent sans contrôle ni limite.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la théorie marxiste par rapport à la situation chinoise. L'économiste

Samir Amin, président du Forum mondial des alternatives, explique comment Mao avait construit une alliance stable avec les paysans, de sorte que « l'insertion de la Chine dans la mondialisation est restée, au demeurant, partielle et contrôlée ».

Le philosophe Domenico Losurdo, de l'université d'Urbino, évoque enfin les échos différents de la Révolution d'Octobre en Occident et en Orient, et la scission entre un « marxisme occidental » et un « marxisme oriental ». Le premier se déploie avec le souci premier d'éviter que « l'immense tragédie de 1914-1918 ne se répète » ; le second trouve son origine dans « la tragédie des peuples colonisés et ce qu'on a appelé la crucifixion de la Chine ».

Au total, le livre offre une synthèse solide et originale qui permet de cerner le contexte économique, social et théorique actuel de la marche du géant asiatique vers le socialisme, tout en semant des graines pour de nouvelles questions et études. ●



<https://revue-progressistes.org/2017/07/18/progressistes-n16/>

Progressistes n° 16 Hommage à Jean-Pierre Kahane

Jean-Pierre Kahane, directeur et cofondateur de *Progressistes*, est décédé le 21 juin 2017. Nous tenons à nouveau à exprimer toute notre sympathie à la famille et aux amis de Jean-Pierre. Dans ce numéro, vous trouverez une sélection de ses derniers textes parus dans la presse depuis 2010, ainsi que les hommages de Pierre Laurent, Ivan Lavallée, Catherine Bréchnignac, Cédric Villani et Françoise Varouchas. Dans un prochain numéro, *Progressistes* reviendra sur sa vie, ses convictions, ses combats militants et son apport au monde des sciences. ●

L'aspect de la crise moderne que l'on déplore comme une « vague de matérialisme » est lié à ce que l'on appelle « crise d'autorité ». Si la classe dominante a perdu le consentement, c'est-à-dire si elle n'est plus « dirigeante », mais uniquement « dominante », et seulement détentrice d'une pure force de coercition, cela signifie précisément que les grandes masses se sont détachées des idéologies traditionnelles, qu'elles ne croient plus à ce en quoi elles croyaient auparavant, etc. La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. Il faut relier à ce paragraphe quelques observations déjà faites sur la « question des jeunes ». Celle-ci est déterminée par la « crise d'autorité » des vieilles générations dirigeantes et par les obstacles mécaniques op-

posés à ceux qui pourraient diriger pour les empêcher de mener à bien leur mission. Le problème est le suivant : une rupture entre les masses populaires et l'idéologie dominante aussi grave que celle qui s'est produite après la guerre peut-elle être « guérie » par le pur exercice de la force qui empêche les nouvelles idéologies de s'imposer ? L'interrègne, la crise à laquelle on refuse ainsi une solution historique normale se résoudra-t-elle nécessairement en faveur d'une restauration de l'ancien ? Étant donné le caractère des idéologies, c'est à exclure, mais non dans un sens absolu. [...] Ceci permet également de conclure que se forment les conditions les plus favorables pour une expansion inouïe du matérialisme historique. C'est la pauvreté initiale elle-même, que le matérialisme historique ne peut pas ne pas avoir comme théorie diffuse de masse, qui

renforcera son expansion. La mort des vieilles idéologies prend la forme d'un scepticisme envers toutes les théories et toutes les formules générales, et d'une application au pur fait économique (gain, etc.) et à la politique non seulement réaliste de fait (comme toujours), mais cynique dans ses manifestations immédiates [...]. Mais cette réduction à l'économie et à la politique signifie justement réduction des superstructures les plus élevées à celles qui adhèrent le plus à la structure, c'est-à-dire possibilité [et nécessité] de la formation d'une nouvelle culture.

Antonio GRAMSCI, Cahiers de prison, Tome I, Cahier 3 (1930), §34, Paris, Gallimard, 1996, p. 282 sq. Traduction de Monique Aymard et Françoise Bouillot.

L'ancien meurt et le nouveau ne peut pas naître

La crise moderne est une « crise organique », c'est-à-dire une crise qui fait trembler la société jusque dans ses profondeurs. La crise s'accompagne de nombreux « phénomènes morbides » – cynisme, matérialisme, indifférence morale, etc., qui pourraient faire désespérer de la possibilité de la révolution. Pour Gramsci, ces phénomènes historiques inquiétants sont des effets de la crise et pourraient même paradoxalement contribuer à rendre les masses plus réceptives au communisme.

— PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER —

LA CRISE ORGANIQUE

La crise que traverse l'Europe dans l'après-guerre est une crise « organique », c'est-à-dire une crise qui ébranle les bases profondes de l'ordre social, ses rapports de domination. Une telle crise n'est jamais un événement ponctuel, elle est un développement, une longue période historique. La France, au cours de la séquence révolutionnaire qui va de la prise de la Bastille à Thermidor, traverse une crise organique. De même, pour Gramsci, l'après-guerre en Europe : vague révolutionnaire, réaction

fasciste, crise de 1929, etc. L'enjeu de la crise organique est l'éventuelle « formation d'une nouvelle culture », le passage à un nouvel ordre social.

« La crise consiste [...] dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître. » L'ancien qui se meurt est la vieille civilisation bourgeoise. Elle se meurt parce que les grandes masses n'y croient plus. La crise est « crise d'autorité » : la classe dominante n'est plus dirigeante, c'est-à-dire qu'elle n'a plus de force d'attraction, qu'elle n'est plus en mesure de créer du consentement. Privée



Antonio Gramsci

L'Europe en crise au lendemain de la guerre

Gramsci voit dans son époque une époque de « crise », crise qui touche l'Italie, mais en réalité toute l'Europe depuis le déclenchement de la Première guerre mondiale. En 1915, Lénine écrivait de façon significative : « Tous les gouvernements vivent sur un volcan ». Les classes dirigeantes vacillent, les empires s'effondrent, de l'Allemagne à la Russie. L'Italie connaît d'abord deux années de forte agitation révolutionnaire (1919-1920), puis le retour de bâton de la réaction et l'arrivée au pouvoir des fascistes. Persécuté par le pouvoir mussolinien, Gramsci rédige ce texte depuis sa prison.

d'autorité, il ne lui reste que la force pour se faire obéir. Gramsci parle de « rupture entre les masses populaires et l'idéologie dominante ». Comment expliquer cette rupture ? Elle vient du fait que « la classe dirigeante a essuyé un échec dans l'une de ses grandes entreprises politiques, pour laquelle elle avait demandé ou imposé par la force le consentement des grandes masses (comme dans le cas de la guerre) » (Cahier 13). La guerre avait été annoncée patriotique et de courte durée ; elle s'avéra impérialiste, longue et coûteuse en vies humaines. Mais il y a un second facteur expliquant cette rupture, c'est la montée en puissance de forces nouvelles, le « nou-

veau » désignant la société communiste en gestation. Elle « ne peut pas naître » du fait des « obstacles mécaniques » dressés sur son passage par la classe dominante aux abois. La répression se déchaîne contre le nouveau : en Italie, les partis révolutionnaires sont persécutés et bientôt interdits, les dirigeants sont incarcérés, de nombreux militants politiques et syndicaux sont arrêtés, voire assassinés, par les fascistes. Il faut ajouter à ces obstacles externes les faiblesses internes du mouvement révolutionnaire empêchant le « nouvel ordre » d'éclorre : défauts d'organisation, division, faiblesse théorique, isolement des ouvriers, etc.

PHÉNOMÈNES MORBIDES

La crise est donc « interrègne ». La bourgeoisie ne règne plus et ne sait plus s'imposer que par la coercition. Le prolétariat ne règne pas encore. La crise, période de transition, s'accompagne pour Gramsci, de « phénomènes morbides variés ». Un phénomène historique est qualifié de morbide lorsqu'il freine l'apparition d'un nouveau type de société.

Le fascisme est l'un d'entre eux. Dans le chaos suscité par la guerre, face à la montée du communisme, la bourgeoisie traditionnelle opte pour le fascisme, renonçant par là à ses élaborations culturelles les plus hautes : le libéralisme, les droits individuels et la démocratie par-

lementaire. Le caractère « morbide » du fascisme vient de ce qu'il s'oppose à un cours de l'histoire présumé « normal », voulant qu'à la civilisation bourgeoise succède une civilisation de type supérieur.

Gramsci aborde ensuite la « question des jeunes » déjà évoquée dans le premier cahier de prison (§127). La situation de la jeunesse est un symptôme de « l'interrègne ». Elle contient en elle de nombreux « phénomènes morbides » charriés par la crise. « Crise d'autorité » : la jeunesse est « en état de rébellion permanente » contre la « vieille génération », rébellion bien plus profonde que les habituels conflits inhérents à tout processus éducatif. « Vague de matérialisme », « indifférence morale » : les jeunes, aux yeux des éducateurs, semblent ne plus croire en rien, ne plus avoir de valeurs ; ils n'ont plus goût pour l'étude et ne sont motivés que par l'espoir du gain. « Mysticisme » : la jeunesse fuit la réalité pour se réfugier dans des illusions réconfortantes, faute de pouvoir supprimer la crise dans la réalité, elle supprime la réalité elle-même. Gramsci propose une analyse matérialiste de ces « phénomènes morbides », les reliant à la lutte des classes et à la crise de la structure sociale. La tentation – idéaliste – est grande en effet de voir dans ces phénomènes autant de causes de la crise. La crise serait là parce que la société serait devenue « matérialiste » ou « cynique », parce que la nouvelle génération n'aurait plus de valeurs, etc.

En réalité, ces phénomènes sont eux-mêmes des effets de la crise. Ils naissent de l'effort désespéré de la classe dominante pour empêcher l'apparition d'un nouvel ordre social. La vieille classe dirigeante « refuse ainsi une solution historique normale » à la crise. En étouffant le nouveau, elle ne résout pas les problèmes, mais les exacerbe. Les pathologies sociales ne viennent pas de la prise de distance d'avec la tradition mais du refus de laisser advenir « une solution historique normale » à la crise. Ainsi par exemple, la rébellion contre la vieille génération et le refus général de l'autorité, analysés d'un point de vue de classe, résultent de l'effort de la bourgeoisie pour empêcher la jeunesse de passer « de la direction des "vieilles" générations d'une classe à la direction des "vieilles" générations d'une autre classe », le prolétariat et ses organisations politiques. En s'opposant à ce passage, en réprimant violemment ceux qui pourraient diriger, la classe dominante produit la crise de l'autorité qu'elle déplore ensuite.

UNE OCCASION POUR L'EXPANSION DU MATÉRIALISME HISTORIQUE

Le jugement porté sur la crise moderne et ses conséquences doit donc être nuancé. La crise est un moment où les choses peuvent basculer d'un côté ou de l'autre, du côté de la « restauration de l'ancien », c'est-à-dire du pouvoir de la classe dominante, ou au contraire du côté

du nouveau, du côté de la révolution. Mais, pour Gramsci, les deux issues ne sont pas aussi probables l'une que l'autre. La « restauration de l'ancien » est toujours possible mais Gramsci la considère comme très improbable. Au contraire, la crise moderne apparaît bien plus favorable à une « expansion inouïe du matérialisme historique », c'est-à-dire du marxisme.

Pour Gramsci, cela s'explique notamment par les effets économiques de la crise, et plus particulièrement par les conséquences idéologiques du développement de la pauvreté. En effet, l'extension de la misère de masse qui accompagne la crise moderne fragilise les idéologies anciennes, dont le cœur n'est pas la production matérielle. Gramsci évoque par exemple l'érosion progressive du pouvoir de l'Église catholique, dont le dogme parvient de moins en moins à susciter l'adhésion des masses. La réalité froide du capitalisme, les rapports de prédation qu'il implique, l'appât du gain qu'il présuppose apparaissent à la longue difficilement compatibles avec un discours religieux fondé en grande partie sur des valeurs de renoncement et d'abnégation.

De ce point de vue, le scepticisme généralisé que provoque la crise moderne n'est pas un phénomène entièrement négatif. Il contribue aussi à briser les illusions sur lesquelles s'appuyaient les formes traditionnelles de domination. Aussi étonnant que cela puisse paraître, la dimension « cynique » de la société capitaliste a également ses avantages. Pour Gramsci, elle a pour effet de réduire les « superstructures les plus élevées à celles qui adhèrent le plus à la structure ». Ce que Gramsci nomme la structure correspond, dans le vocabulaire classique du marxisme, à la sphère de la production économique, tandis que ce qu'il nomme superstructures correspond aux sphères juridiques, politiques et idéologiques qui en émanent. Mais ce n'est pas parce que les superstructures sont déterminées par la structure que cette détermination est immédiatement visible. Les superstructures peuvent tout à fait apparaître comme indépendantes de la structure. Or, pour Gramsci, le propre de la crise moderne est justement de mettre en évidence, dans une lumière crue, le lien entre structure et superstructures. Les idéologies qui se développent et qui résistent sont explicitement liées aux rapports de classe.

Pour le pire, mais aussi pour le meilleur, car le marxisme entend également mettre en évidence le rôle déterminant de la production économique dans les rapports sociaux en général. Il se retrouve donc indirectement renforcé par le cynisme capitaliste, dans la mesure où son discours se trouve confirmé dans les faits. C'est en cela que, pour Gramsci, la crise moderne rend possible et favorise la « formation d'une nouvelle culture », c'est-à-dire la pénétration des conceptions marxistes au sein de la grande masse du peuple. ★

ORGANISEZ DES DÉBATS !

Organisez des débats avec les membres de l'équipe de **Cause★commune**, autour des livres ou des thèmes des dossiers, c'est possible.

CONTACTEZ-NOUS À
redaction@causecommune-larevue.fr

 Retrouvez Cause★commune sur **Facebook**

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétiér
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
Controverses
Sondages



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Camille Ducrot
Critiques/Lire



Florian Gulli
Dans le texte



Aurélien Aramini
Dans le texte



Saliha Bousseadra
Féminisme



Mickaël Bouali
Histoire



Bradley Smith
Philosophiques



Victor Blanc
Poésies



Corinne Luxembourg
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Gérard Legrip
Regard



Pierre Crépel
Sciences



Fanny Chartier
Statistiques



Michaël Orand
Statistiques



Léo Purguette
Travail
de secteurs



Alexandre Fleuret
Lectrices & lecteurs



Benjamin Sozzi
Vidéo



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Hélène Bidard



Igor Martinache



Josua Gräbener



Stéphanie Loncle



Marine Roussillon

RÉVOLUTIONS

UNE INITIATIVE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

***12 octobre**

Inauguration

Exposition AFFICHES 1917 avec Alain Gesgon

Conférence « *l'art et la politique* »

***samedi 28 octobre 11h-18h**

« 10 jours qui ébranlèrent le monde » : 1917 dans l'histoire »

Table-ronde 1 : 11h-13h

« *1917, année révolutionnaire* »

Situer les événements révolutionnaires de 1917 dans le temps de la Première Guerre mondiale, de l'histoire de la Russie et en montrer l'importance mondiale pour l'histoire du XX^e siècle

Table-ronde 2 : 14h-16h

« *Les sources françaises du communisme* »

Le communisme politique en France ne prend pas racine que dans l'expérience russe même si les révolutionnaires russes ont été fortement influencés par la Révolution française et la vision qu'ils avaient de cet événement fondateur de l'histoire de France

Table-ronde 3 : 16h30-18h30

« *Lénine et les bolchéviks* »

Revenir sur les acteurs politiques du processus révolutionnaire russe, montrer la mobilité des idées léninistes et des débats au sein du parti bolchévik

***Soirées « 1917 et nous »**

19 octobre (19h-21h)

« *Classes sociales, peuple et sujet de l'histoire* »

Objet d'un débat majeur dans la conjoncture courte, la définition du ou des acteurs de l'histoire est un enjeu essentiel de la redéfinition d'un projet révolutionnaire, singulièrement d'un projet communiste du XXI^e siècle

24 octobre (19h-21h)

« *Pouvoirs et démocratie dans le processus révolutionnaire* »

Repenser les pouvoirs, les stratégies populaires de conquête et d'exercice du pouvoir dans les conditions et les contradictions contemporaines

31 octobre (19h-21h)

« *Étatisme, socialisme et communisme* »

Il s'agira d'affronter les raisons de l'échec de l'expérience soviétique. Est-elle à chercher dans son étatisme intrinsèque, dans des circonstances extérieures ? Était-il possible d'en imaginer d'autres formes.

vendredi 3 novembre (soirée)

& samedi 4 novembre (11h-19h)

« Dépasser le capitalisme, la révolution aujourd'hui »

vendredi 3 novembre (17h-19h)

« *Europe et mondialisation : pour une maîtrise solidaire des interdépendances* »

Transformer la construction régionale européenne pour en faire un levier du dépassement de la mondialisation capitaliste

vendredi 3 novembre (19h30-21h30)

« *Les nouveaux terrains des révolutions : écologie, numérique, nouveaux modes de production et d'échange* »

samedi 4 novembre (11h-13h)

« *Peuple, démocratie, révolution* »

samedi 4 novembre (14h-16h)

« *Avec Marx, "libérer le travail et se libérer du travail"* »

samedi 4 novembre 16h30-17h

Conférence : « *Le communisme, penser un monde nouveau* »

samedi 4 novembre 17h30

Prise de parole de **Pierre Laurent**,
secrétaire national du PCF

Ont d'ores et déjà annoncé leur participation :

Éric Aunoble, Alain Badiou, Étienne Balibar, Éric Fassin, Frédérick Genevée, Andreï Gratchev, Samuel Hayat, Anne Jollet, Yann Le Lann, Roger Martelli, Claude Pennetier, Jean Quétier, Michèle Riot-Sarcey, Guillaume Roubaud-Quashie, Lydia Samarbakhsh, Lucien Sève, Serge Wolikow, Francis Wurtz...

PROCHAIN NUMÉRO

novembre/décembre : **Octobre et nous**

PCF
Parti communiste français



Parti communiste français

CONGRATULATIONS * SEPTEMBER 2017 VICTORS